NOAM CHOMSKY
ILAN PAPPÉ

PALESTINE

écosociété

Noam Chomsky et Ilan Pappé
sous la direction de Frank Barat

PALESTINE

Traduit de l’anglais par Nicolas Calvé

LES ÉDITIONS écosociété MONTRÉAL

Coordination éditoriale: Barbara Caretta-Debays
Illustration de la couverture: Jolin Masson
Maquette de la couverture: Catherine d'Amours, Nouvelle Administration
Traduction: Nicolas Calvé
Typographie et mise en pages: Yolande Martel
Conversion au format ePub: Studio C1C4

L'édition originale de ce livre a été publiée en 2015 par Haymarket Books sous le titre *On Palestine*
© Les Éditions Écosociété, 2016, pour l'édition française
© Frank Barat, Noam Chomsky et Ilan Pappé, 2015

Dépôt légal: 1er trimestre 2016

ISBN ePub 978-2-89719-247-1

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication. Nous remercions le gouvernement du Québec de son soutien par l'entremise du Programme de crédits d'impôt pour l'édition de livres (gestion SODEC) et la SODEC pour son soutien financier.

Remerciements

Je dois encore me pincer pour croire que je suis en train de travailler à un deuxième livre avec Noam Chomsky et Ilan Pappé.

Je les remercie infiniment d'avoir accepté de prendre le temps de répéter l'expérience. J'ai été enchanté de passer ces moments en leur compagnie à Cambridge, au Massachusetts, dans le bureau de Noam au MIT. Visiter Boston en compagnie d'Ilan fut tout aussi agréable (même s'il est parti à la mi-temps d'un match de basketball des Celtics).

Comme toujours, j'ai adoré travailler avec l'équipe de Haymarket Books. La collaboration d'Anthony Arnove a été fantastique, et Dao X. Tran a accompli un formidable travail de révision. Je remercie Laura Gottesdiener de m'avoir aidé à structurer et à préparer le manuscrit.

Mille mercis à la famille Lyons, qui nous a si chaleureusement accueillis chez elle à Boston! Nous avons adoré les moments passés en votre compagnie.

Cette fois encore, mon frère Florent m'a accompagné tout au long du processus. En plus de m'avoir suivi à Boston, il a participé à l'entretien «bruxellois» avec Ilan. Florent joue un rôle essentiel dans tout ce que j'entreprends.

Sans toujours qu’elles s’en rendent compte, mes «familles» (qu’elles fassent ou non partie de ma parenté) m’ont également aidé: Min, papa, Mae, Christopher, Laury, Romane, Florence, Tania, Ewa, Maria, Fay et Hervé, Rafeef, Aneta, Noura, Kasia, William, Awatef. Le seul fait de savoir que vous existez me rend plus fort.

Jeanne, tu es ma complice, celle qui me motive, qui me montre la voie. Tu es ma principale source d’énergie, d’amour et de rires. Tu es ma lumière. Il y a un peu de toi dans tout ce que je fais. Les deux merveilleux garçons à qui nous avons donné vie ensemble, Léo et Thomas, me rendent beaucoup plus optimiste à propos du présent et de l’avenir, et me font apprécier la beauté de la vie comme jamais auparavant.

AVANT-PROPOS

«COMMENT ÊTES-VOUS DEVENU MILITANT? Pourquoi la Palestine?» Des questions de ce genre, beaucoup de militants finissent par s'en faire poser lorsqu'ils parlent de leur vie, de leur travail et de leurs motivations avec des personnes «non militantes». J'ai souvent envie de retourner la question à mon interlocuteur en lui demandant «Pourquoi n'êtes-vous pas militant?», mais j'opte généralement pour le discernement en tentant de répondre de mon mieux à cette interrogation potentiellement frustrante.

Pourquoi? Selon moi, il importe de comprendre la raison d'être de ces questions, comme il importe de se livrer à l'introspection, de prendre du recul, de revenir sur son parcours; ce faisant, on réalise que, il n'y a pas si longtemps, on aurait soi-même pu poser les mêmes questions à quiconque cherche à créer un monde meilleur, un monde où chacun a droit à l'égalité, à la justice et à la liberté, quels que soient sa nationalité, son appartenance ethnique, son pays d'origine, la couleur de sa peau, ses opinions politiques ou son orientation sexuelle.

«Alors, pourquoi devient-on militant?» Une réponse facile consisterait à dire qu'on ne devient pas militant; on oublie simplement parfois qu'on l'est. Nous sommes tous nés empreints de compassion, de générosité et

d’amour pour autrui. Nous sommes tous sensibles à l’injustice et à la discrimination. Au plus profond de nous-mêmes, nous sommes des êtres humains inquiets. Nous souhaitons tous donner plus que ce que nous recevons. Nous souhaitons tous vivre dans un monde où la solidarité aurait préséance sur l’individualisme et l’égoïsme. Nous souhaitons tous partager de belles choses, connaître la joie de vivre, le rire, l’amour, faire des expériences collectives.

Mais nous avons un problème, et un gros. Nous vivons une époque où l’on n’a plus le temps de réfléchir, où prendre du recul et une grande respiration est devenu un luxe que bien des gens ne peuvent s’offrir.

Nous vivons dans un monde dont le système d’éducation apprend aux gens à obéir à l’autorité dès leur plus jeune âge, sans leur donner la possibilité de réfléchir par eux-mêmes et de s’exprimer autrement que selon la norme établie.

Nous vivons dans une société où le «vide» (consommation, télévision) est devenu «substance» et où la «substance» (relaxation, méditation, partage) est devenue un «vide» qui demande à être rempli. Nos esprits, nos âmes ont été graduellement corrompus par un néant matérialiste créé pour nous, placardé devant nos yeux, tatoué sur nos cellules par la publicité, le marketing et le capitalisme prédateur.

La «télécommande» de notre monde ne compte que deux boutons: *play* et *fast forward*, alors que celui que nous cherchons tous se nomme *pause*.

Je suis donc «devenu» militant par les livres.

Un jour, alors que j’enchaînais les petits boulots depuis la jeune vingtaine, que je faisais mon horaire «neuf à cinq» comme tout bon citoyen en jetant régulièrement un coup d’œil à l’horloge, que je profitais de la vie

comme on m’avait enseigné à le faire, que je développais le potentiel que la société et ses «dirigeants» m’avaient «reconnu», je me suis arrêté.

J’ai quitté mon emploi et la ville où je vivais depuis six ans, et je suis retourné aux études. Après avoir lu des tonnes de livres, j’ai décidé que ce moment de ma vie, censé être temporaire (en raison de la menace du chômage et de l’ennui), durerait toujours.

Ces livres ont joué un rôle déterminant dans la transformation de ma vision de la vie et du sens qu’elle est censée avoir. J’ai commencé par lire Chomsky; peu à peu, j’ai développé un vif intérêt pour tout ce qui touche Israël et la Palestine. Les écrits d’Edward Saïd, de Mahmoud Darwich, de Ghassan Kanafani, de John Berger, de Tanya Reinhart, d’Ilan Pappé, de Norman Finkelstein, de Kurt Vonnegut, d’Arundhati Roy, de Naomi Klein et de plusieurs autres en sont venus à faire partie de mon quotidien.

Les livres m’ont transformé, et je crois que, plus que toute autre chose, ils constituent un des meilleurs outils qui soient pour s’instruire sur le monde dans lequel nous vivons, y réfléchir et bien le comprendre. Ils jettent un pont entre les langues, les continents, les gens. Un livre peut vous accompagner, vous marquer comme rien d’autre ne peut le faire. Vous pouvez y revenir, le citer, en discuter. Il peut être emprunté, prêté. C’est pourquoi je considère l’écrit comme un outil de changement plus efficace et plus durable que la parole.

En 2008, je me suis estimé très chanceux lorsque deux auteurs dont j’avais lu d’innombrables textes sur la Palestine, les professeurs Noam Chomsky et Ilan Pappé, m’ont fait l’honneur d’accepter d’entreprendre un projet de livre avec moi. Nos longs échanges par courriel ont donné corps à *Palestine. L’état de siège*[1], un ouvrage qui a touché un large public et a été traduit en plusieurs langues. Par la suite, nous avons tous trois poursuivi nos discussions, essentiellement par courriel. Un jour, lors d’une rencontre à

Bruxelles, Ilan et moi avons conclu qu'une suite au livre s'imposait. En éditant *Palestine. L'état de siège*, j'avais déploré l'absence d'interaction entre Noam et Ilan qui, parce qu'ils avaient répondu chacun de leur côté à une série de questions, n'avaient pas eu l'occasion de dialoguer de vive voix.

Si un nouveau livre devait être publié, avons-nous décidé, il serait le fruit de conversations en face à face. Enthousiasmé par l'idée, j'ai aussitôt contacté Noam, bien que je fusse assez certain que son horaire fort chargé l'empêcherait d'accepter ma proposition. À ma grande surprise, il a plutôt répondu par l'affirmative: quelques mois plus tard, Ilan et moi nous envolions vers Boston en vue de retrouver Noam à son bureau du Massachusetts Institute of Technology (MIT).

En préparant les questions que nous voulions aborder, je me suis dit qu'il importait de commencer par le passé. Certains commentateurs affirment qu'on devrait toujours se tourner vers l'avenir; à leurs yeux, réfléchir au passé tend à faire obstacle aux négociations, au processus de paix. Ils passent cependant à côté de l'essentiel, souvent à dessein. Le passé, en ce qui concerne la Palestine et les Palestiniens, c'est 1948, la Nakba, c'est-à-dire l'exode forcé des deux tiers de la population (oui, les deux tiers; essayez de mettre ce chiffre en perspective en calculant ce qu'il représente par rapport à la population du pays où vous vivez) pour faire place à un nouvel État, Israël. Ce passé n'est pas si lointain; il n'est ici nullement question de siècles. Pour tous les Palestiniens, ce nettoyage ethnique a eu lieu dans un passé encore très présent. Il est donc essentiel de l'aborder et de l'analyser pour comprendre la situation actuelle. Il en va de même du sionisme, à propos duquel nos deux professeurs n'ont pas exactement la même opinion.

Quand nous avons abordé le présent, nous nous sommes concentrés sur le rôle de la société civile et sa contribution potentielle à un changement radical du discours et des politiques mises en œuvre sur le terrain. On ne peut sous-estimer l'essor considérable de la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) et son rôle dans le retour de la Palestine sur le devant de la scène. Elle a donné un nouveau souffle au mouvement mondial de solidarité avec le peuple palestinien en lui proposant une méthode pas à pas (adaptée aux intérêts de chaque pays) destinée à le faire passer de la défensive à l'offensive. Le message de la campagne BDS est le suivant: arrêtons de tenter de justifier nos actions et agissons. Cela a donné lieu à des discussions passionnantes. La campagne fait d'ailleurs l'objet d'un débat entre les professeurs Pappé et Chomsky; tant le livre que vous tenez entre les mains que *Palestine. L'état de siège* témoignent de leurs divergences. Selon moi, rendre ce débat possible peut s'avérer constructif et revigorer la lutte pour les droits des Palestiniens.

Enfin – et évidemment –, nous avons parlé de l'avenir, de la question des lendemains. Qu'entend-on concrètement par «Palestine libre»? Quel type d'État pourrait voir le jour? La solution passe-t-elle vraiment par la création d'un État? Comment Palestiniens et Israéliens se partageront-ils le territoire? Quel genre de constitution rédigera-t-on?

Bien qu'il soit important de se soucier du présent, étant donné que la situation sur le terrain s'aggrave chaque jour, il est tout aussi essentiel de disposer d'une vision et d'une stratégie politiques claires si l'on souhaite que des gens de partout dans le monde aient une idée de ce qu'il est possible de faire.

À l'issue de nos discussions, j'estimais disposer d'un matériel amplement suffisant. Mais Ilan était d'avis qu'il nous fallait quelque chose de plus, un article complémentaire. C'est ce qui l'a amené à pondre ce que

je considère comme un texte fascinant, opportun et stimulant, «Débats d'hier et d'aujourd'hui». Véritable cri de ralliement, il s'agit d'un appel à aller de l'avant, à passer en vitesse supérieure, à repenser de fond en comble le vocabulaire employé pour aborder la question palestinienne, à utiliser la sémantique comme outil d'éducation au changement.

Selon moi, ce texte rend le livre beaucoup plus solide: il en comble les lacunes et ouvre le débat sur le reste du monde.

Cependant, un événement nous a ramenés au présent de façon brutale: une nouvelle attaque israélienne contre Gaza. Peu après que nous eûmes soumis le manuscrit à notre éditeur, Israël entreprenait une fois de plus de «tondre le gazon», pour citer l'horrible expression des hauts gradés de son armée. Ce pilonnage d'une population assiégée par un occupant bénéficiant de l'appui de la plupart des États occidentaux a poussé Ilan et Noam à y aller de contributions supplémentaires. Travailler de nouveau sur le livre pendant qu'Israël bombardait aveuglément 1,8 million de Palestiniens s'est souvent révélé très difficile. Lorsqu'une situation se dégrade radicalement, l'écriture n'est pas la réaction la plus évidente qui soit pour un militant. Quand on écrit alors qu'on est très en colère et qu'on se sent inutile, les résultats ne sont pas toujours bons. Voir des amis proches participer à des actions de désobéissance civile aux quatre coins du monde m'a toutefois redonné force et confiance. Grâce à de tels gens de bien, la lutte ne sera peut-être pas éternelle. Quoi qu'il en soit, il était essentiel que j'écrive, et j'espère que ce livre contribuera à mettre en doute le discours des puissants, la propagande des gouvernements que les grands médias répètent en boucle, justifiant et rendant possibles les crimes, paralysant les peuples.

La question palestinienne est représentative de ce qui ne tourne pas rond dans le monde. Le rôle des États occidentaux, la connivence des

grandes sociétés et l'accord tacite de diverses institutions en font un cas très particulier.

Parce qu'Israël tire parti de ses violations du droit international et que l'Occident lui déroule littéralement le tapis rouge, nous avons tous un rôle à jouer dans la bataille qui vise à mettre fin à l'injustice subie par le peuple palestinien. L'injustice qui accable la Palestine a des ramifications partout dans le monde. De Ferguson à Barcelone, en passant par Mexico, nombreux sont les gouvernements qui calquent les méthodes employées par Israël pour opprimer les Palestiniens. Leur recours aux mêmes tactiques et, souvent, aux mêmes armes démontre que les Palestiniens servent maintenant de cobayes – et que la Palestine est devenue un grand laboratoire. C'est pourquoi il est essentiel d'explorer la question palestinienne pour comprendre où nous nous situons en tant qu'êtres humains et pourquoi nous nous battons. Y trouver une solution pourrait ouvrir la porte à une nouvelle vision, à un nouveau monde, à de nouvelles possibilités pour l'humanité.

Lentement, la Palestine est en train de se mondialiser, de devenir un enjeu à saisir par tous les mouvements qui se battent pour la justice sociale. La prochaine étape consistera à créer des liens entre les diverses luttes en cours dans le monde afin de constituer un front vraiment uni.

Nous sommes nombreux. Nous vaincrons.

FRANK BARAT

Bruxelles

Septembre 2014

CHAPITRE 1

Débats d’hier et d’aujourd’hui

par Ilan Pappé

LORSQUE FRANK BARAT, Noam Chomsky et moi avons décidé d’entreprendre une longue discussion sur la Palestine, nous l’avons divisée en trois parties: le passé, où nous concentrerions notre attention sur le sionisme en tant que phénomène historique, le présent, où nous nous questionnerions en particulier sur la pertinence d’appliquer le modèle de l’apartheid à Israël et sur l’efficacité de la campagne BDS en tant qu’importante stratégie de solidarité avec le peuple palestinien, et l’avenir, où nous mettrions en balance la solution à deux États et celle à un État.

Nos rencontres avaient pour objectif d’aider chacun de nous à préciser sa pensée sur la question à la lumière des profonds changements survenus ces dernières années non seulement en Israël et en Palestine, mais aussi dans le reste du Moyen-Orient. Nous présumions que, comme nous, une grande partie de notre lectorat considérerait le point de vue de Noam sur la

Palestine, dans la conjoncture historique actuelle, comme essentiel à toute discussion pertinente sur le sujet. Nous espérons donc que nos échanges auront contribué à clarifier la question, en soulignant notamment la transition en cours au sein du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, laquelle pourrait avoir d'importantes implications sur les luttes internes en Israël et en Palestine. Nous n'avons pas abordé tous les enjeux, ayant préféré nous en tenir à ceux qui nous semblaient controversés, et nous avons fait tout notre possible pour que nos débats restent civilisés (malgré quelques moments d'emportement), car le mouvement a besoin d'unité. La fragmentation même de ce dernier, son manque apparent de direction et l'ambiguïté propre au camp pacifiste israélien alimentent les différends. Néanmoins, un dialogue entre toutes les personnes qui croient à la paix doit être possible!

Actuellement, le débat sur la Palestine semble être en pleine transition. Je suis très à l'aise avec sa nouvelle mouture, mais je ne souhaite pas perdre en chemin ceux de mes camarades qui préfèrent encore l'ancienne. J'ai donc jugé bon, pour la première partie de ce livre, de tenter de circonscrire les deux, avant de plonger dans le vif du sujet en compagnie de Noam.

La vieille orthodoxie pacifiste et ses détracteurs

Le besoin de renouveler le débat sur la Palestine découle avant tout des changements importants qui se sont produits sur le terrain ces dernières années. Ceux-ci sont sans doute déjà connus de la plupart d'entre vous; vers la fin de ce chapitre, je les résume tout de même en les actualisant le plus possible, et j'essaie d'en évaluer les conséquences sur les débats futurs.

Je crois néanmoins que la soif de nouvelles idées – et peut-être d'un nouveau vocabulaire – sur la Palestine émerge aussi d'une crise de plus longue durée, qui se caractérise par l'impossibilité de traduire des progrès

remarquables accomplis à l'extérieur de la Palestine (je pense en particulier à l'évolution de l'opinion publique mondiale sur le sujet) en changements concrets sur le terrain. Cette nouvelle quête est une tentative de remédier aux lacunes et aux paradoxes, attribuables à cet obstacle, qui minent le mouvement de solidarité avec la Palestine.

En effet, bien qu'il ne cesse de prendre de l'expansion, le mouvement pour la paix et la justice en Palestine se heurte aujourd'hui à plusieurs paradoxes difficiles à surmonter. Je me permets donc de les soulever et de proposer une voie pour les dépasser, fondée sur ma propre analyse, sur celle d'autres observateurs et, enfin, sur une discussion avec Chomsky.

Le premier paradoxe réside dans le fossé qui sépare, d'une part, l'évolution marquée de l'opinion publique mondiale sur la question palestinienne et, d'autre part, l'appui indéfectible des élites politiques et économiques occidentales à l'État juif (et, par conséquent, l'absence de portée de ce changement sur le terrain même).

À juste titre, les militants pour la cause palestinienne ont l'impression que leur message de justice et l'essentiel de leur interprétation de la situation israélo-palestinienne sont désormais largement acceptés partout dans le monde, mais que ce progrès n'a nullement allégé les souffrances des Palestiniens.

Au XX^{e} siècle, les militants auraient pu attribuer cet écart au degré de sophistication des actions entreprises par Israël, qui dissimulaient habilement ses politiques sinistres et assez souvent criminelles. De nos jours, ils ne pourraient le faire. Les gouvernements israéliens qui se sont succédé depuis le début du XXI^{e} siècle ont rendu cette analyse caduque. Il est maintenant très facile de démasquer non seulement la politique israélienne, mais aussi l'idéologie raciste qui la sous-tend. L'effort des militants et cette politique déplorable ont entraîné une profonde mutation de

l’opinion publique occidentale, y compris aux États-Unis, mais celle-ci n’a pas touché les échelons supérieurs de la société, si bien que, sur le terrain, Israël a maintenu sa politique de dépossession et ne semble pas être à la veille de devoir en payer le prix.

Le deuxième paradoxe, c’est le contraste entre cette image négative d’Israël, largement partagée, et la perception très positive de cet État par sa propre communauté juive. La richesse relative d’Israël garantit toujours à ce membre le plus isolé de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) d’être considéré par ses citoyens juifs comme un État prospère ayant su mettre fin à son conflit avec les pays arabes et n’ayant plus à lutter que contre les résidus de la «guerre de l’Occident contre le terrorisme» que sont le Hamas et le Hezbollah (qui, dans la foulée du Printemps arabe, ne sont même plus perçus comme un enjeu fondamental). Israël est certes miné par des divisions sociales et culturelles, mais celles-ci sont pour l’instant atténuées par la menace bidon d’une attaque nucléaire iranienne et d’autres scénarios du même acabit, qui assurent par ailleurs une abondance de ressources financières aux forces armées et aux services de sécurité.

Il va sans dire que ce sentiment de réussite n’est pas partagé par les citoyens palestiniens d’Israël établis en Galilée ou dans le Néguev, lesquels continuent d’endurer les souffrances de l’expropriation et de la démolition de leurs demeures, et font face à une nouvelle série de lois racistes qui bafouent leurs droits les plus élémentaires. Les Palestiniens de Cisjordanie sont encore humiliés quotidiennement aux postes de contrôle, incarcérés sans procès, dépossédés de leurs terres par les colons et l’Autorité foncière israélienne, et sont incapables de se déplacer d’une ville à l’autre en raison du réseau de murs et de barrières, dignes de l’apartheid, qui encerclent leurs maisons; ceux qui s’y risquent le paient de leur vie ou sont arrêtés. La

population de Gaza, assiégée dans la plus grande prison à ciel ouvert de la planète, est toujours soumise à un cocktail barbare de bombardements et de tirs. Sans parler, bien sûr, des millions de réfugiés palestiniens qui croupissent dans des camps et dont le droit au retour semble complètement ignoré par les grandes puissances.

Le troisième paradoxe se décline comme suit: bien que certaines politiques d'Israël soient vivement critiquées ou condamnées, l'idéologie qui les sous-tend et la nature même du régime sont épargnées par le mouvement de solidarité. Militants et sympathisants ont certes manifesté contre le massacre de Gaza en 2009 et dénoncé l'abordage de la flottille de la liberté en 2010, mais, dans ce forum de contestation public et ouvert, il semble que personne n'ose s'en prendre à l'idéologie au nom de laquelle sont menées ces agressions. Il n'y a jamais de manifestations contre le sionisme, car le Parlement européen les jugerait antisémites. C'est un peu comme si, à l'époque de l'Afrique du Sud suprémaciste, on s'était interdit de manifester contre l'apartheid, mais pas contre le massacre de Soweto ou quelque autre atrocité commise par le régime.

Le quatrième paradoxe, enfin: le problème palestinien se résume depuis le début à un cas patent de colonialisme et de dépossession, mais on le traite comme une affaire complexe, aux multiples facettes, difficile à comprendre et encore plus difficile à résoudre. Sur ce plan, pourtant, l'histoire de la Palestine n'a rien de très original: des colons européens s'établissent en terre étrangère puis en expulsent la population autochtone ou lui infligent un génocide. Les sionistes n'ont rien inventé à cet égard. Mais Israël est parvenu, avec l'aide de ses alliés d'un peu partout, à bricoler une explication multidimensionnelle d'une complexité telle que seuls les Israéliens sont en mesure de la saisir. Toute ingérence du monde extérieur

est immédiatement fustigée, qualifiée au mieux de naïve, au pire d'antisémite.

Ces paradoxes se sont parfois révélés frustrants pour le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, ce qui est compréhensible. Il est effectivement difficile d'ébranler les puissances établies et leurs intérêts lorsque celles-ci refusent de se rendre aux arguments moraux défendus par la société civile. Il n'en demeure pas moins nécessaire de réfléchir en profondeur à ce qu'on peut faire de plus dans ces espaces où les groupes n'appartenant pas à l'élite ont la possibilité d'influer sur le débat public de façon constructive.

En 1984, dans la foulée de la première invasion du Liban par Israël, Edward Saïd a publié un article intitulé «Permission to Narrate» (permission de raconter), dans lequel il invitait les Palestiniens à intégrer leur histoire à leur lutte. Le déséquilibre du pouvoir politique, économique et militaire ne signifie pas que les opprimés n'ont pas la possibilité de lutter pour la production du savoir, affirmait-il. Qu'ils aient donné suite à l'appel de Saïd ou l'aient envisagé par eux-mêmes, des historiens de Palestine et d'autres pays ont relevé le défi. C'est ainsi que l'historiographie palestinienne et la «nouvelle histoire» israélienne sont parvenues à réfuter certaines des prétentions les plus absurdes d'Israël relativement aux événements de 1948 et, dans une moindre mesure, l'idée voulant que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) soit une entité purement terroriste.

Ce renouveau historiographique, et le redressement de la mémoire qu'il a rendu possible, semblent toutefois n'avoir eu aucune incidence sur le processus de paix, qui n'a jamais tenu compte de 1948. L'absence de récit et de réflexion historique sur ce que l'on considère aujourd'hui comme un processus de paix semble bien servir les élites politiques du moment, quel

que soit leur camp, partout dans le monde. Personne ne semble vouloir transformer un discours hégémonique qui paraît acceptable précisément parce qu'il ne prône pas de changements importants sur le terrain.

Comme le proposait Saïd, c'est par le langage et la narration qu'une telle hégémonie peut être contestée. En proposant cette nouvelle perspective, on doit cependant faire preuve d'une certaine prudence, car, ce faisant, on ne met pas en question les seules puissances hégémoniques, mais aussi les convictions de nombreux Palestiniens et défenseurs sincères de la cause palestinienne. C'est pourquoi il est sans doute plus fructueux de présenter cette remise en question comme un débat.

Je propose de relever ce débat en produisant un nouveau dictionnaire théorique propre à la question palestinienne, lequel remplacerait progressivement l'ancien. Il contiendrait des entrées comme *décolonisation, changement de régime* et *solution à un État*, ainsi que d'autres termes abordés dans les pages qui suivent, puis avec Noam Chomsky et d'autres personnes qui cherchent une issue à la catastrophe en cours. À l'aide des articles de ce dictionnaire, j'entends réévaluer le discours hégémonique que tiennent à la fois les détenteurs du pouvoir et le mouvement de solidarité avec la Palestine.

Mais avant de présenter les entrées du nouveau dictionnaire, j'aimerais me pencher de plus près sur le déclin de l'ancien lexique, qui domine toujours chez les diplomates, les universitaires, les politiciens et les militants occidentaux. Je qualifie ce discours de «Dictionnaire de l'orthodoxie pacifiste» (ce titre n'est pas de mon cru, mais je n'arrive pas à me rappeler où je l'ai entendu la première fois; je présente donc mes excuses à quiconque m'accuserait, avec raison, de manquer d'originalité).

L'orthodoxie pacifiste mise à l'épreuve

Le Dictionnaire de l'orthodoxie pacifiste est issu d'une foi quasi religieuse dans la solution à deux États. Ses tenants considèrent la partition de la Palestine (dont 80% du territoire serait alloué à Israël et 20% aux Palestiniens) comme un objectif atteignable grâce à la diplomatie internationale et à des changements au sein de la société israélienne. Deux États pleinement souverains vivraient côte à côte, s'entendraient sur la façon de régler le problème des réfugiés palestiniens et décideraient ensemble du sort de Jérusalem. On souhaite aussi qu'Israël soit davantage l'État de tous ses citoyens qu'un État conservant son caractère juif.

Cette vision est fondée à la fois sur un désir d'aider les Palestiniens et sur la *realpolitik*. Elle est mue par une hypersensibilité aux volontés et aux ambitions de la puissante partie israélienne, et par la trop grande importance accordée aux rapports de force internationaux. Issue de la science politique américaine, elle a pour fonction première d'alimenter les prises de position des États-Unis sur le sujet. La plupart des gens qui emploient le langage propre à la solution à deux États le font sans doute avec sincérité. Celui-ci a aidé les diplomates et politiciens occidentaux à demeurer impuissants (volontairement ou non) devant la persistance de l'oppression israélienne. Des expressions comme «une terre pour deux peuples», «processus de paix», «conflit israélo-palestinien», «nécessité de mettre un terme à la violence des deux camps», «négociations» ou «solution à deux États» semblent tout droit sorties d'une version contemporaine du *1984* d'Orwell. Ce langage est même utilisé par des personnes qui jugeraient une telle solution moralement répugnante (comme le montre Chomsky de manière concise dans la discussion reproduite dans ce livre) et insatisfaisante, mais qui ne voient aucune autre façon réaliste de mettre un terme à l'occupation de la Cisjordanie et au blocus de la bande de Gaza. Tant chez les politiciens

occidentaux que chez leurs homologues d'Israël et de Palestine, le discours dominant est encore fondé sur l'ancien dictionnaire.

Mais cette vision orthodoxe est en train de perdre du terrain dans les milieux militants. Certes, le mouvement pacifiste israélien et les organisations sionistes progressistes y adhèrent toujours, tout comme la gauche institutionnelle européenne; invoquant la *realpolitik* et l'efficacité, de célèbres défenseurs de la cause palestinienne la soutiennent également (parfois même religieusement). Mais la vaste majorité des militants sont à la recherche d'une alternative. Le lancement de la campagne BDS par des ONG palestiniennes de l'intérieur comme de l'extérieur de la Palestine, l'intérêt croissant pour une solution à un État et l'apparition d'un courant pacifiste antisioniste (modeste mais déterminé) en Israël même ont suscité l'émergence d'un point de vue différent sur la question.

Soutenue par des militants de partout dans le monde, y compris d'Israël et de Palestine, la campagne BDS s'inspire du mouvement anti-apartheid. En témoigne la place prépondérante qu'elle occupe lors de la Semaine contre l'apartheid israélien, qui se déroule chaque année dans les universités de nombreux pays: *apartheid* est maintenant un terme accepté et répandu chez les militants étudiants qui défendent la cause palestinienne. Dernièrement, des professeurs leur ont emboîté le pas en tentant d'élargir la recherche comparative sur les deux cas de figure que sont l'Afrique du Sud sous l'apartheid et l'ensemble israélo-palestinien à l'intérieur du paradigme du colonialisme de peuplement.

La notion de colonie de peuplement s'inscrit dans l'histoire et les théories du colonialisme en général. L'établissement de colons en quête d'une nouvelle vie et d'une nouvelle identité dans une région préalablement peuplée n'est pas un phénomène exclusif à la Palestine. Dans les Amériques, en Afrique australe, en Australie et en Nouvelle-Zélande, des

colons européens ont anéanti les populations locales de diverses façons, au premier chef par génocide, et se sont réinventés en s'autoproclamant maîtres des lieux et habitants de souche. L'inclusion du sionisme dans la définition du colonialisme de peuplement est maintenant assez répandue dans le monde universitaire; elle a permis à des militants de mieux saisir la ressemblance d'Israël et de la Palestine avec l'Afrique du Sud sous l'apartheid, et de rapprocher le sort des Palestiniens de celui des Premières Nations des Amériques.

Cette nouvelle perspective met en évidence des points de divergence notables entre le camp de l'orthodoxie et le nouveau mouvement. Pour ce dernier, c'est toute la Palestine historique qui a besoin de soutien et de changement, qui a été – et est toujours – colonisée et occupée d'une manière ou d'une autre par Israël. Considérée dans son ensemble, la population palestinienne est assujettie à divers régimes juridiques et oppressifs qui émanent tous d'une même source idéologique: le sionisme. Dans cette optique, le lien entre cette idéologie et les positions actuellement défendues par Israël sur les questions démographiques et raciales apparaît comme le principal obstacle à la paix et à la réconciliation.

Il est plus facile qu'auparavant d'illustrer ce point de vue original. En 2010, la Knesset a adopté une loi obligeant les Arabes israéliens à prêter serment de loyauté envers un «État juif», ce qui a codifié une discrimination officieuse en matière de prestations sociales, de droits fonciers et de politique d'embauche à l'égard de la minorité palestinienne, et établi sans l'ombre d'un doute qu'Israël est un État ouvertement raciste pourvu d'un système d'apartheid. La ligne verte, qui avait créé deux classes de Palestiniens (ceux qui vivent en Israël et ceux qui vivent dans les territoires occupés), se volatilise progressivement, car les mêmes politiques de nettoyage ethnique sont mises en œuvre des deux côtés. En fait,

l’oppression plus subtile que subissent les Arabes israéliens semble parfois pire que celle qu’endurent les Palestiniens soumis directement ou indirectement à l’occupation militaire de la Cisjordanie.

Enfin, le nouveau mouvement n’hésite pas à promouvoir une solution qui n’a la faveur ni des Israéliens, ni de l’Autorité palestinienne, ni des élites politiques occidentales: la solution à un État. Proposée par les militants et les intellectuels, la représentation du sionisme comme un colonialisme de peuplement et de l’État d’Israël comme un régime d’apartheid détermine les modalités du changement qui s’impose. Aux yeux de l’orthodoxie, ce dernier passe par le processus de paix, comme si Israël et la Palestine étaient deux États indépendants et que le premier avait envahi des parties du second, dont il devrait se retirer au nom de la paix.

La nouvelle approche préconise plutôt la décolonisation de l’ensemble du territoire israélo-palestinien et la substitution de l’actuel régime israélien par une démocratie pour tous. Elle s’attaque ainsi non seulement aux politiques de l’État, mais également à l’idéologie qui sous-tend ce dernier. Dans cette perspective, le refus d’Israël d’autoriser le retour des réfugiés de 1948 apparaît comme une position raciste plutôt que comme une politique pragmatique. Les nouveaux militants appuient inconditionnellement le droit au retour des réfugiés palestiniens – un droit qu’ils semblent défendre plus vigoureusement que certains dirigeants palestiniens.

En d’autres termes, le mouvement de solidarité est invité à adopter un nouveau paradigme qui, espérons-le, gagnera en crédibilité chez les détenteurs du pouvoir, en particulier chez ceux qui influent sur les enjeux de la Palestine et de la paix. Ce paradigme permet de porter un regard neuf sur la situation et d’envisager l’avenir autrement. Bon nombre de ses éléments ne datent pas d’hier et figuraient dans la Charte de l’OLP de 1968 et les plateformes de groupes militants tels Abnaa al-Balad, Matzpen, le Front

populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine (FDPLP); ils ont été mis à jour et adaptés à la réalité contemporaine. En appuyant dans un premier temps les accords d'Oslo au nom de la *realpolitik*, le mouvement de l'orthodoxie pacifiste a complètement ignoré les questions autrefois soulevées par ces groupes. Bien que, pour un temps, ces accords aient semblé donner quelques résultats sur le terrain, ils faisaient fi du sort des réfugiés palestiniens et de la minorité palestinienne d'Israël, et ne disaient mot de la nature raciste de l'État juif ou du rôle joué par ce dernier dans le nettoyage ethnique de la Palestine en 1948.

Le nouveau mouvement a créé un dictionnaire qui, s'il était largement utilisé, pourrait contribuer à infléchir l'opinion du public sur le sujet. Ci-dessous, je présente certaines de ses entrées les plus représentatives et significatives. En adoptant un nouveau discours, les militants pourront réaffirmer leur engagement dans la lutte contre l'idéologie au nom de laquelle Israël justifie ses exactions, ses violations des droits de la personne et son mépris des droits civils, tant à l'intérieur de ses frontières que dans les territoires occupés.

J'ai réparti ces entrées en trois sections distinctes. La première se rapporte au passé et met l'accent sur une définition du sionisme et sur les actes commis par Israël au fil du temps. La deuxième propose une nouvelle définition de l'Israël d'aujourd'hui (essentiellement un régime d'apartheid) et ses implications pour le militantisme, en particulier à l'extérieur d'Israël et de la Palestine; elle donne lieu à une discussion fort à-propos sur l'importance et le rôle de la campagne BDS et des diverses Semaines contre l'apartheid israélien qui se déroulent dans les universités du monde entier. La troisième section, enfin, s'intéresse à l'avenir, à de potentielles solutions de rechange aux tentatives lamentables de faire aboutir le processus de paix

sur la base de la solution à deux États. Une autre vision de l'avenir impliquerait par exemple de remplacer un terme comme *processus de paix* par *décolonisation* et *changement de régime*, et d'envisager une *solution à un État* au lieu d'une *solution à deux États*.

Ces trois angles – le passé, le présent et l'avenir – ont tour à tour servi de base aux discussions que Frank Barat et moi avons eues avec Noam Chomsky. Nous n'avons pas choisi ce dernier comme interlocuteur parce que nous considérons qu'il représente l'orthodoxie pacifiste (bien qu'il adhère encore à certains de ses fondements), mais parce que nous avons l'impression que ses opinions sur ces enjeux sont incontournables pour faire avancer le débat sur la Palestine.

Le nouveau dictionnaire: le passé

S'il est essentiel de rappeler que le sionisme est un colonialisme, ce n'est pas seulement parce que cette affirmation constitue la meilleure explication des politiques de judaïsation d'Israël et de colonisation de la Cisjordanie, mais aussi parce qu'elle correspond à la perception que les sionistes de la première heure avaient de leur projet et au discours qu'ils tenaient sur celui-ci.

En hébreu, les verbes *le-hitnahel* et *le-hityachev* ainsi que les substantifs verbaux *hitnahalout* et *hityachevout* ont été utilisés dès 1882 par le mouvement sioniste, et plus tard par l'État d'Israël, pour décrire la prise de possession de territoires palestiniens. En français, ils se traduisent respectivement par «s'établir», «coloniser», «peuplement» et «colonisation». Les premiers sionistes les employaient avec fierté, car, à cette époque, le colonialisme était vu d'un très bon œil (une perception qui perdurera jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale). Dans la foulée du mouvement de décolonisation qui a suivi la Seconde Guerre mondiale,

toutefois, les politiques coloniales européennes ont acquis une connotation négative, si bien que les sionistes et Israël ont entrepris de se dissocier de la terminologie colonialiste en adoptant un langage plus universel et plus constructif pour décrire leurs politiques. Néanmoins, malgré cette tentative d'affirmer que le sionisme ne s'inscrivait pas dans la grande aventure coloniale, ces termes hébreux ne pouvaient être interprétés autrement qu'en les associant à l'acte de colonisation. Tant dans le vocabulaire politique que dans les publications savantes, «s'établir» reste un verbe associé à la colonisation. On ne pouvait en sortir: même si le mouvement sioniste et l'État d'Israël ne considéraient pas l'appropriation du territoire palestinien et la dépossession de ses habitants comme un acte de colonisation, le reste du monde, lui, les voyait ainsi.

Analyser le conflit sous l'angle du colonialisme ébranle aussi l'argument de la «complexité» que brandissent désespérément les intellectuels israéliens pour rejeter tout rapprochement de la situation palestinienne avec celle qui avait cours en Afrique du Sud sous l'apartheid. Certes, le contexte historique est assez particulier: on a là un projet colonial du XIX^{e} siècle qui se prolonge au cœur du XXI^{e} siècle. Mais les caractéristiques de cette question plus simple que complexe, tout comme ses solutions, n'ont rien d'original, même si son contexte historique inédit exigera sans doute un règlement tout aussi laborieux qu'ingénieux, la décolonisation au XXI^{e} siècle étant assurément un projet complexe.

À cet égard, une tâche importante consisterait à intégrer cette interprétation «colonialiste» au programme et aux manuels scolaires occidentaux ainsi qu'à soutenir la recherche sur le sujet dans les universités. Si l'on y parvenait, les médias emboîteraient le pas. Une telle tâche n'a rien de facile, mais si le message était diffusé adéquatement, on pourrait espérer que tout citoyen occidental raisonnable se dissocierait de l'idéologie

oppressive qu’est le sionisme et qu’il s’identifierait à ses victimes en qualifiant leur lutte d’anticolonialiste.

Les Israéliens qualifieront sans doute ce nouveau discours d’antisémite. Mais aujourd’hui, toute critique d’Israël, même modérée, est perçue par l’État comme relevant de l’antisémitisme. Par conséquent, le risque de faire l’objet d’une telle accusation ne devrait dissuader personne de recourir au vocabulaire du colonialisme. Quiconque ne souscrit pas à la conception israélienne de la solution à deux États, soit-il un puissant secrétaire d’État, est soupçonné d’antisémitisme. Celle-ci se décline comme suit: un État juif voisin de deux bantoustans, dont l’un, la Cisjordanie, serait divisé en 12 enclaves et gouverné depuis la petite ville de Ramallah, et dont l’autre, la bande de Gaza, serait confiné à un immense ghetto; il serait par ailleurs impossible de circuler de l’un à l’autre. L’État d’Israël affirme en effet que, pour des raisons de sécurité nationale, l’État palestinien, si l’on autorisait son existence, serait façonné selon ces critères.

Le présent: Israël, un régime d’apartheid

Les publications savantes qui comparent l’apartheid israélien à son antécédent sud-africain en sont à leurs balbutiements. Des intellectuels courageux comme Uri Davis ont cependant commencé à utiliser le terme il y a déjà un bon moment. Par ses analyses pionnières des années 1980, il a révélé que le régime foncier et les procédés juridiques en vigueur à l’intérieur de la ligne verte constituaient une autre forme d’apartheid. Des recherches ultérieures ont souligné les ressemblances et les différences entre les deux régimes. Ce sont les premiers visiteurs en provenance de l’Afrique du Sud postapartheid qui, de concert avec l’ex-président des États-Unis Jimmy Carter, ont commencé à utiliser le terme couramment; d’emblée, ils auraient réalisé que le régime imposé aux Palestiniens de

Cisjordanie et de la bande de Gaza était à maints égards pire que l'apartheid.

Les recherches les plus récentes ont permis de constater à quel point les politiques juridiques, économiques et culturelles d'Israël tendent à devenir les mêmes des deux côtés de la ligne verte. À un apartheid de fait, relativement invisible, ont succédé des lois racistes adoptées par la Knesset et des politiques ouvertement discriminatoires. Il s'agit sans doute d'une variante particulière de l'apartheid, mais il n'en demeure pas moins que l'Israël de 2014 est un État qui pratique une ségrégation et une discrimination flagrantes, fondées sur l'ethnicité (les Américains diraient la «race»), la religion et la nationalité.

La référence à l'apartheid gagne en reconnaissance dans les sphères du pouvoir comme chez les militants. Dans ce contexte, on comprend pourquoi les étudiants canadiens qui ont eu la brillante idée d'organiser la première Semaine contre l'apartheid israélien dans leur propre université ont inspiré tant d'autres militants à travers le monde. Si le phénomène s'est à ce point répandu (y compris en Israël et en Palestine), c'est parce qu'il fait écho à ce que l'on connaît de la situation sur le terrain, grâce à l'essor de l'International Solidarity Movement (ISM). En diffusant de l'information, cette organisation a fait contrepoids à la couverture partiale des grands médias occidentaux; elle a su attirer l'attention du public américain lorsqu'une de ses membres, la jeune militante Rachel Corrie, est morte en 2003, écrasée sans ménagement par un bulldozer des forces armées israéliennes.

Les Semaines contre l'apartheid israélien constituent chaque année le point culminant des activités de solidarité avec la Palestine; elles ont même gagné des campus jusque-là dominés par le lobby sioniste et un corps professoral sympathique à sa cause. En raison du harcèlement subi par

Steven Salaita, Norman Finkelstein et d’autres candidats au poste de professeur titulaire soupçonnés de sympathies propalestiniennes, des universitaires américains craignent toujours d’être sujets à des délais de promotion interminables ou de se voir refuser la permanence. Mais la tendance inverse s’amplifie; en tant que lieux de débat, des communautés universitaires se montrent de plus en plus hostiles envers les partisans du sionisme et de mieux en mieux disposées à l’égard des personnes qui souhaitent afficher leur appui à la cause palestinienne. Ce virage n’a pas encore atteint les administrateurs des universités, mais le vent est indéniablement en train de tourner dans la bonne direction.

L’analyse selon laquelle Israël est un régime d’apartheid comparable à ce qu’a été l’Afrique du Sud à ses heures les plus sombres a donné lieu à un autre pronostic diamétralement opposé à la raison d’être du «processus de paix». Au moment où leur régime oppressif s’est effondré, la plupart des Blancs d’Afrique du Sud étaient encore passablement racistes, ce qui signifie que le changement n’était pas attribuable à leur propre évolution. C’est la lutte du Congrès national africain (ANC) et les pressions internationales qui les ont forcés à changer. En tentant de conférer à leur mouvement l’unité et la portée qui caractérisaient l’ANC et en s’inspirant du mouvement anti-apartheid, les militants de Palestine et d’ailleurs sont aujourd’hui mieux en mesure d’organiser une campagne efficace de pressions de l’extérieur. Ils ont toutefois dû comprendre que le changement ne viendrait pas d’Israël.

C’est ainsi que la campagne BDS a vu le jour, dans la foulée d’un appel de la société palestinienne à presser Israël de respecter les droits fondamentaux et civils des Palestiniens, où qu’ils se trouvent. Cette campagne, qu’on peut à maints égards qualifier de mouvement, n’est toutefois pas sans défauts. L’absence de représentant déterminé et

d’institutions palestiniennes efficaces prive les militants d’une direction claire. Par conséquent, leurs décisions ne sont pas toujours stratégiques; de plus, les liens entre la campagne et des appels au boycottage lancés sur le terrain (comme celui des marchandises en provenance des colonies ou le rejet de toute normalisation des relations avec les Israéliens) ne sont pas toujours évidents. Néanmoins, ces failles représentent peu de chose en comparaison des points forts d’une campagne qui a réussi à attirer l’attention du monde sur une crise parfois reléguée dans l’ombre par les drames qui déchirent la région depuis 2011. Ainsi, de grandes entreprises ont reconsidéré leurs investissements en Israël, des syndicats et des groupes d’universitaires, dont des associations américaines de premier plan, ont rompu leurs liens avec leurs pendants israéliens, et un nombre impressionnant d’artistes, d’auteurs et de personnalités de renom tel Stephen Hawking ont annulé les séjours qu’ils envisageaient de faire en Israël.

Un aspect de la campagne BDS, le boycottage universitaire, ne fait toujours pas l’unanimité, comme en fait foi notre discussion avec Noam Chomsky (Norman Finkelstein a aussi publiquement condamné cette tactique). Néanmoins, de nombreux universitaires semblent accepter son inclusion dans le nouveau dictionnaire; en Israël même, des professeurs israéliens ont récemment mis sur pied un «comité de boycottage de l’intérieur» qui compte déjà beaucoup de membres.

Le présent: nettoyage ethnique et réparations

Pour soigner les maux hérités du passé, il faudra d’abord considérer ce que les Palestiniens ont subi en 1948 comme un crime, et non seulement comme une tragédie ou une catastrophe. La notion de nettoyage ethnique a pour

corollaires celles de victime, d'agresseur et, chose plus importante, de mécanisme de réconciliation.

Elle met en évidence les liens qui unissent, d'une part, l'idéologie sioniste et les politiques mises en œuvre dans le passé par le mouvement qui s'en réclame, et, d'autre part, les politiques actuelles d'Israël: hier comme aujourd'hui, l'objectif consiste à accaparer la plus grande partie de la Palestine historique et de faire en sorte qu'il y reste le moins de Palestiniens possible. Le désir de transformer une Palestine plurielle en un lieu où règne la pureté ethnique est au cœur du conflit qui fait rage depuis 1882. Jamais condamné par une communauté internationale qui est restée les bras croisés, cet élan a mené, en 1948, à l'expulsion massive de 750 000 personnes (la moitié de la population que comptait alors la région), à la destruction de plus de 500 villages et à la démolition d'une dizaine de villes.

Grâce au silence de la communauté internationale devant ce crime contre l'humanité (qui correspond à la définition du nettoyage ethnique selon le droit international), le nettoyage ethnique a pu devenir l'infrastructure sur laquelle on a bâti l'État juif. Celui-ci constitue l'ADN de la société juive israélienne et reste une préoccupation quotidienne pour les détenteurs du pouvoir et les personnes qui sont impliquées d'une manière ou d'une autre avec les diverses collectivités palestiniennes contrôlées par Israël. Il constitue l'instrument qui sert à concrétiser un rêve non encore accompli: si l'État d'Israël, quelle que soit sa forme, souhaite non seulement survivre, mais aussi prospérer, mieux vaut qu'il abrite le moins d'Arabes possible.

Ce ne sont pas seulement les Palestiniens qui ont souffert des politiques israéliennes inspirées par le nettoyage ethnique: des millions de juifs originaires des pays arabo-musulmans en ont aussi fait les frais. Pour prendre part au rêve sioniste, ceux-ci devaient d'abord se *désarabiser*,

c’est-à-dire perdre tout lien avec leur langue maternelle et montrer à quel point ils n’étaient pas arabes en exprimant quotidiennement leur haine de soi, comme l’a formulé Ella Habib Shohat. Les juifs arabes auraient pu être un pont pour la réconciliation; ils sont plutôt devenus l’un des plus grands obstacles à celle-ci.

La méthode de nettoyage ethnique par excellence est l’expulsion et le démantèlement de collectivités, mais, en Israël, il n’a pas toujours été possible de la mettre en œuvre. Cette limite a contraint les Israéliens à être inventifs et à élaborer de nouvelles stratégies pour continuer à donner forme au projet d’un Israël peuplé d’une immense majorité de juifs. Ils ont ainsi découvert que, si l’on n’est pas en mesure d’expulser quelqu’un, on peut en revanche l’empêcher de se déplacer. Dès 1948, le confinement des Palestiniens dans leurs villes et villages et le blocage de toute expansion de ceux-ci sont ainsi devenus les signes distinctifs du nettoyage ethnique à l’israélienne; très efficaces, on les applique encore aujourd’hui. Quand on leur demande pourquoi aucun nouveau village palestinien n’a été autorisé à s’établir entre le fleuve Jourdain et la mer Méditerranée (une interdiction dont profitent les colons israéliens, qui constituent aujourd’hui la moitié de la population de Palestine), les autorités israéliennes répondent que les Palestiniens n’ont pas besoin d’autant d’espace que les juifs et sont tout à fait satisfaits de leur confinement à domicile sans accès aux espaces verts qui les entourent. Autrefois, un bref survol de la Cisjordanie en avion permettait de voir des villages palestiniens s’étendant nonchalamment sur les collines de Palestine orientale, magnifiquement intégrés au paysage naturel. Peu à peu, ces villages ont été étranglés, en particulier ceux qui sont situés à proximité de colonies juives ou qui sont cernés par celles-ci, comme c’est le cas en Galilée. Les colonies juives, elles, forment de vastes banlieues étalées de part et d’autre de la ligne verte.

C’est pourquoi le refus de rapatrier les réfugiés, la domination militaire imposée aux Palestiniens restés en Israël (de 1948 à 1966), l’occupation de la Cisjordanie, l’érection du mur d’apartheid, le transfert discret des Palestiniens de Jérusalem, le blocus de Gaza et l’oppression des Bédouins du Néguev constituent des étapes ou des composantes d’une opération de nettoyage ethnique toujours en cours.

L’utilisation du terme «nettoyage ethnique» est aussi une question de justice. Une justice qui, à chaque étape de l’histoire du conflit, a été tournée en ridicule, même lorsqu’elle était simplement invoquée comme principe à appliquer aux négociations. La notion de nettoyage ethnique permet d’assurer que le droit fondamental des expulsés au retour ne soit pas oublié, même si Israël ne cesse de le bafouer. Aucune réconciliation ne sera possible sans une reconnaissance de ce droit.

Le nouveau dictionnaire qui s’impose applique le concept universel de réparation au cas des réfugiés palestiniens. La communauté internationale a depuis longtemps institué un mécanisme d’aide aux victimes de nettoyage ethnique, pour qui les réparations représentent souvent un remède et une solution. Les réparations, qui visent à ce que victimes et oppresseurs puissent entreprendre une nouvelle vie, peuvent prendre diverses formes. Parmi celles-ci, mentionnons le retour des survivants ou le versement d’une compensation financière à ceux d’entre eux qui préfèrent s’établir ailleurs, ainsi que des mesures visant à réintroduire les victimes dans l’histoire du pays et à leur permettre de récupérer leurs biens culturels. Ces mécanismes ont pour principale caractéristique de laisser chaque victime choisir elle-même le type de réparation qui lui convient.

Mais conceptualiser et définir adéquatement la notion de réparation en vue de l’inclure dans le nouveau dictionnaire ne suffit pas, car il y a autre chose en jeu. Dans les discussions entourant tout conflit en cours dans le

monde, la question des réparations, en particulier le droit des réfugiés au retour, est rarement mise en cause. L'Union européenne et le département d'État des États-Unis ont adopté des positions de principe sur la question, lesquelles reconnaissent pleinement et inconditionnellement le droit des réfugiés au retour dans leur pays une fois les combats terminés. Les Nations unies souscrivent à une position similaire; en 1948, elles ont affirmé concrètement le droit inconditionnel des réfugiés palestiniens au retour en adoptant la résolution 194 (notons que ces mêmes Nations unies ont aussi approuvé le plan de partition et la création de l'État juif).

Inscrire le droit au retour au cœur même de toute solution future n'a donc rien d'une idée révolutionnaire qui exigerait du monde occidental qu'il trahisse ses principes ou prenne une position exceptionnelle. Au contraire, il s'agirait pour celui-ci de respecter ses propres principes en cessant d'exclure les Palestiniens de leur application. Mais ces principes fondamentaux ont été abandonnés par les tenants de la vieille orthodoxie pacifiste, qui n'envisagent même plus de se battre pour eux. Chose certaine, le nouveau mouvement, lui, entend bien les maintenir au cœur de sa lutte tant que des réfugiés manifesteront leur désir de revenir. Les «documents Palestine» divulgués par Al Jazeera ont montré jusqu'où l'Autorité palestinienne était prête à aller pour apaiser les Israéliens. Ils ont révélé chez elle une volonté de renoncer à ce droit au retour. Des faits nouveaux, présentés à la fin de ce chapitre, témoignent de l'émergence d'une nouvelle élite politique en Palestine, laquelle entretient sans doute une autre opinion sur la question.

Enfin, l'idéologie du nettoyage ethnique explique aussi la déshumanisation des Palestiniens, laquelle rend possible des atrocités du genre de celles qui ont été commises à Gaza en janvier 2009. La déshumanisation est le fruit amer de la corruption morale induite par la

militarisation de la société juive israélienne. Les Palestiniens sont perçus comme une cible militaire, un risque pour la sécurité et une bombe démographique. La déshumanisation est une des principales raisons pour lesquelles, dans la foulée de la Seconde Guerre mondiale, la communauté internationale a qualifié le nettoyage ethnique de crime abominable et de prélude au génocide. Pour concrétiser un projet de purification ethnique, on doit d'abord déshumaniser sa victime. Pour expulser ou massacrer des gens, dont des enfants, on doit d'abord les traiter comme des objets destinés à devenir des cibles militaires, et non comme des êtres humains.

Quiconque a séjourné assez longtemps en Israël, ce qui est mon cas, sait que la pire corruption morale des jeunes Israéliens est attribuable à leur endoctrinement, qui déshumanise complètement les Palestiniens. Quand un soldat israélien aperçoit un bébé palestinien, ce n'est pas un poupon qu'il voit, mais l'ennemi. C'est pourquoi tous les documents militaires israéliens, dont l'ordre d'occupation des villages en 1948, la doctrine Dahiya imposée à l'armée de l'air en 2009 (stratégie initialement destinée à vaincre le Hezbollah pendant l'assaut lancé contre le Liban en 2006, lors duquel le quartier Dahiya, bastion chiite situé dans la banlieue sud de Beyrouth, a été anéanti sous un tapis de bombes) et les instructions de bombardement de Gaza, dépeignent les zones civiles comme des bases militaires. Depuis 1948, le nettoyage ethnique n'est pas simplement une politique en Israël; c'est un mode de vie. Sa persistance rend non seulement criminelles les politiques de l'État, mais l'État lui-même.

Plus important encore, le nouveau dictionnaire permet de réaliser qu'un nettoyage ethnique ne cesse pas spontanément, en s'essoufflant peu à peu. Il prend fin seulement si la tâche est accomplie ou si une force plus puissante s'interpose pour y mettre un terme.

Cette prise de conscience renverse la logique du processus de paix qu'on a tenté de mettre en œuvre jusqu'à maintenant. Celui-ci visait à limiter l'application des politiques israéliennes aux frontières d'avant 1967. Il n'y est évidemment pas parvenu, car le projet sioniste traduit essentiellement une soif de contrôle, direct ou indirect, sur l'ensemble de la Palestine. Les concessions stratégiques qu'Israël a consenties relativement à ce territoire ne sont attribuables qu'à des facteurs démographiques, et non à un désir de paix et de réconciliation. C'est pour cette raison qu'il a renoncé au contrôle direct de la bande de Gaza et que la gauche sioniste appuie la solution à deux États. Mais cette ligne de conduite ne mène à rien, et, comme l'ont montré les opérations plus directes de nettoyage ethnique lancées par Israël dans le Néguev, la vallée du Jourdain et le Grand Jérusalem, le vieux plan A (expulsion pure et simple) est encore appliqué en vue de finir le travail amorcé en 1948.

Le processus de paix force donc Israël à être plus inventif dans sa stratégie de nettoyage ethnique, et non à mettre fin à celui-ci. Selon le nouveau dictionnaire, au contraire, la cessation du nettoyage ethnique est une condition à la paix.

La description du sionisme comme une forme de colonialisme, l'analyse d'Israël en tant que régime d'apartheid et la reconnaissance de l'enracinement du concept de nettoyage ethnique dans la société juive israélienne sont à la base de trois entrées déterminantes de notre nouveau dictionnaire, lesquelles donnent forme à notre vision de l'avenir: *décolonisation, changement de régime* et *solution à un État*.

L'avenir: décolonisation et changement de régime

Le caractère inadéquat du terme *processus de paix* relativement au conflit israélo-palestinien est devenu manifeste lorsque le public a commencé à

réaliser ce qui se déroulait vraiment sur le terrain. Grâce au travail de l'ISM ainsi qu'aux informations transmises par télévision satellite, par internet et par d'autres moyens, les Occidentaux ont été à même de constater la contradiction entre les diverses tentatives de résolution du conflit (Genève en 1977, Madrid en 1991, Oslo en 1993, Camp David en 2000, etc.) et la réalité. À cet égard, Chomsky a été le premier observateur à noter que le processus n'a jamais eu d'autre but que de perpétuer une situation sans issue. Israël s'en est servi pour accaparer plus de terres, bâtir plus de colonies, annexer plus d'espace. La solution, c'était le statu quo.

On peut espérer que l'ajout de l'entrée *décolonisation* au dictionnaire sonnera le glas de l'industrie de la «coexistence», qui a alimenté un faux dialogue financé avant tout par les États-Unis et les principaux membres de l'Union européenne. La plupart des Palestiniens ont tourné le dos à ce projet découlant des accords d'Oslo, qui a entraîné le gaspillage de millions de dollars.

Le paradigme de la parité sur lequel repose le processus de paix s'est avéré particulièrement contrariant et inutile: en faisant porter le blâme aux deux parties et en les tenant également responsables du conflit, il aurait fait émerger une solution prétendument équitable. Mais le flagrant déséquilibre des pouvoirs en place aurait dû discréditer dès le départ cette approche de la paix peu réaliste. L'objectif consistait à apaiser Israël sans trop l'irriter. En fin de compte, les Palestiniens n'ont obtenu que ce qu'Israël daignait leur offrir. Cela n'a pas grand-chose à voir avec la paix; il s'agit d'une capitulation en douceur des autochtones de Palestine aux mains des sionistes qui ont envahi la région au XIX^{e} siècle.

Le nouveau dictionnaire n'est pas constitué d'entrées fondées sur des notions romantiques ou utopiques. Les gens qui se sont fait traiter d'«irréalistes» même par leurs amis comprennent bien que les injustices du

passé ne sont pas toutes réparables. Néanmoins, bien qu'on ne puisse guérir tous les maux d'hier, on doit assurément tenter de mettre fin à ceux d'aujourd'hui. C'est ici que l'entrée *changement de régime* trouve toute sa pertinence.

Selon le nouveau mouvement, il n'est pas impensable d'espérer un changement de régime en Israël, et il n'est pas naïf d'imaginer un État dont tous les citoyens seraient égaux. Et il n'est pas vain de travailler au retour inconditionnel des réfugiés palestiniens. La notion de changement de régime a certes été malmenée par les États-Unis et le Royaume-Uni lors de leurs attaques contre l'Irak et l'Afghanistan, mais elle a retrouvé une légitimité internationale avec les révolutions populaires qui ont balayé la Tunisie et l'Égypte.

Un régime peut changer de façon spectaculaire et radicale, mais il peut aussi évoluer progressivement vers autre chose, sans effusion de sang. Bien que les soulèvements en ex-Yougoslavie et en Syrie aient servi une mise en garde en montrant à quel point les choses peuvent mal tourner, la plupart des changements de régime survenus dans un passé récent se sont avérés non violents ou presque. Par conséquent, la dernière entrée de notre nouveau dictionnaire, *solution à un État*, est basée sur l'espoir qu'une vision claire de la relation future entre victimes et bourreaux détermine aussi la nature du changement qui s'impose et les moyens de l'induire.

Pour beaucoup de militants, la solution à deux États n'avait plus d'avenir depuis longtemps lorsque, désespéré, le secrétaire d'État John Kerry a lui-même admis cet état de fait en avril 2014. Néanmoins, malgré le renforcement des voix qui réclament le démantèlement des colonies, aucune solution de rechange ne s'est imposée immédiatement. C'est plutôt un long processus de recherche d'alternatives qui vient de s'amorcer. Déjà, des observateurs, des militants et de nouvelles organisations politiques ont

élaboré une vision assez claire de la forme que pourrait prendre le nouvel État. Leurs propositions reposent à la fois sur de vieilles idées et sur leurs propres apports. D'autres groupes tâtonnent encore dans l'obscurité. Mais le voyage a commencé.

Des étapes ont été franchies. La première est celle de la reconceptualisation d'Israël et de la Palestine sous la forme d'un seul pays, et non de deux États actuels ou futurs. La Palestine redevient ainsi un pays appelé Palestine, et cesse d'être une réalité géopolitique nommée «Israël et les territoires occupés». Cet espace requiert l'ajout d'entrées supplémentaires au nouveau dictionnaire, lesquelles permettront de préciser comment les gens qui habitent la Palestine et ceux qui en ont été expulsés pourraient vivre en égaux, et même vivre mieux que les habitants d'autres parties du Moyen-Orient, voire de certaines régions d'Europe.

Une deuxième étape s'est révélée particulièrement cruciale (elle est aussi abordée dans la discussion avec Chomsky reproduite plus loin dans ce livre). Elle a consisté à réfuter l'affirmation voulant que la solution à un État nie le droit d'Israël à l'existence. Le nouveau mouvement n'a pas le pouvoir d'éliminer les États et ne souhaite pas l'obtenir. Israël, lui, dispose de ce pouvoir. Le mouvement a cependant le pouvoir moral de mettre en doute l'idéologie et l'éthique de l'État d'Israël, et de s'interroger sur les conséquences dévastatrices de l'expulsion de la moitié de la population de son territoire.

La troisième étape a pris la forme d'une attaque en règle contre un des postulats les plus fondamentaux de l'orthodoxie pacifiste: la thèse selon laquelle la partition d'un pays constitue un acte de paix et de réconciliation. La partition de la Palestine doit plutôt être interprétée comme un acte de destruction commis dans le cadre d'un «plan de paix» des Nations unies sans susciter la moindre réaction ou condamnation de la communauté

internationale. Les termes du dictionnaire international de cette période d'apprentissage qui assimilent la partition à des valeurs pacifiques relèvent donc de la novlangue, pour reprendre la célèbre formule par laquelle George Orwell désignait ces réalités trompeuses. Le terme *partition* désigne une complicité internationale dans un crime de destruction, et non une offre de paix.

En conséquence, quiconque s'opposait à la partition devenait l'ennemi de la paix. Les éléments les plus sinistres et les plus pro-israéliens du camp de l'orthodoxie pacifiste ont pris l'habitude de pourfendre les Palestiniens en les qualifiant d'irresponsables, de belliqueux et d'intransigeants – en raison, avant tout, de leur rejet du plan de partition de 1947. Avec le recul, on sait que, même du point de vue de la *realpolitik,* la partition était une idée mal conçue; sans doute n'en était-on pas conscient à l'époque. Mais proposer la partition aujourd'hui, en s'appuyant sur le même postulat qu'en 1947 (selon lequel le sionisme était un mouvement bienveillant qui visait à ce que les Israéliens cohabitent avec la majorité autochtone palestinienne sur une base égalitaire), revient à sombrer dans la caricature et l'absurdité.

L'adhésion ininterrompue à l'interprétation sioniste de la partition et l'approbation plus récente du processus d'Oslo par les sionistes libéraux sont contraires à toutes les valeurs humanistes auxquelles est attaché l'Occident. La partition, qu'il s'agisse de celle de 1947 ou de celle de 1993, a pour corollaire la reconnaissance d'un État juif raciste englobant plus de 56% de la Palestine en 1947 et au moins 80% de celle-ci en 1993.

C'est ainsi que d'éminents politologues et sociologues israéliens ou occidentaux pro-israéliens ont atteint des sommets d'immoralité et d'indécence. Ils affirment – et enseignent – qu'un État juif qui règne sur l'essentiel de la Palestine (pourvu qu'il soit bordé par une entité palestinienne) est un régime démocratique. Cette démocratie prend pourtant

tous les moyens nécessaires pour assurer la présence permanente d'une majorité juive sur le territoire. Ces moyens peuvent inclure (et ont d'ailleurs inclus) des politiques génocidaires et d'autres stratégies barbares visant à ce que l'État incarne l'identité ethnique d'un groupe en particulier.

Par conséquent, les Israéliens ne trouvent ni étrange ni inacceptable qu'un processus démocratique où la composition de l'électorat a été déterminée par la force aboutisse au résultat souhaité: un État purement juif dans un pays binational. Cette mystification est encore véhiculée avec succès dans les pays occidentaux: Israël est une démocratie parce que la majorité y décide ce qu'elle veut, même si la minorité a été constituée par la colonisation, le nettoyage ethnique et, plus récemment, la ghettoïsation des Palestiniens de la bande de Gaza, l'enclavement de ceux de Cisjordanie dans les zones A et B, ainsi que le confinement de ceux des villages isolés du Grand Jérusalem, de la vallée du Jourdain et des territoires bédouins du Néguev.

Les juifs israéliens devraient assurer la survie des Palestiniens, que leur gouvernement et leur armée menacent quotidiennement, avant de nourrir un projet de coexistence. Ceux qui veulent offrir leur aide peuvent se joindre au mouvement international de solidarité ou à leurs compatriotes qui souhaitent transformer Israël et la Palestine en une entité géopolitique où tous les citoyens seraient égaux.

Conclusion: la Palestine et Israël, 2014-2020

Pour que les paradoxes énumérés ci-dessus deviennent chose du passé, la vieille orthodoxie pacifiste devra être mise au rencart. Si elle souhaite aider la Palestine, la communauté internationale devra consentir à qualifier Israël d'État voyou tant que ce pays maintiendra ses politiques d'apartheid, de dépossession et d'occupation.

Le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens tient du miracle: à plusieurs reprises, il est mort, puis a ressuscité avant de s'enliser de nouveau. S'il tient le coup, ce n'est pas parce qu'il a quelque mince chance de succès, mais parce que son existence même profite à bon nombre de ses parties prenantes. Le gouvernement d'Israël a bien compris que, sans processus de paix, le pays serait considéré comme un État voyou et serait menacé de boycottage international, voire de sanctions. Tant que le processus se poursuit, il peut continuer à implanter de nouvelles colonies en Cisjordanie, à déposséder les Palestiniens (y compris ceux du Grand Jérusalem) et à appliquer sa politique du fait accompli, qui rend tout accord impossible. En raison de la malhonnêteté dont font preuve les États-Unis dans leur rôle d'intermédiaire et de l'impotence de l'Europe en matière de politique internationale, Israël jouit d'une immunité totale.

Les dirigeants palestiniens ne s'entendent pas sur la pertinence de poursuivre le processus de paix. L'Autorité palestinienne est considérée par sa vieille garde comme un acquis national d'envergure qu'il faut maintenir. Mais d'autres acteurs – dont, semble-t-il, le président Mahmoud Abbas – commencent à douter de la pertinence de l'Autorité et de la possibilité de voir la paix s'installer. Il est vrai que, voilà quelques années, Abou Mazen[2] a vainement menacé de «rendre les clés aux Israéliens» dans le but de faire pression sur Benjamin Netanyahou, mais, au printemps 2014, la menace israélienne semblait plus grave et le désespoir, plus profond, si bien que les tentatives d'instituer un gouvernement d'union nationale avec la Hamas, qu'on a relancées avec sérieux en avril de cette année-là, ont désormais de meilleures chances d'aboutir[3].

Cette recherche d'unité est un indice qu'une bonne partie des défenseurs et des observateurs du processus de paix se préparent à ce que le miracle ne se répète plus, à ce que le mort ne ressuscite plus. La plupart des

personnes qui tentent d'imaginer ce qui se produira si le processus ne peut effectivement plus être relancé considèrent toute autre solution comme catastrophique. La gauche sioniste et les milieux prosionistes occidentaux évoquent le scénario «cauchemardesque» d'un État binational: à leurs yeux, non seulement une telle avenue signifierait la fin du sionisme, mais elle aggraverait la situation des deux peuples (comme si celle des Palestiniens pouvait empirer).

La gauche sioniste israélienne invoque des arguments bien étranges pour justifier sa hantise d'un État binational (et, par le fait même, d'un État démocratique unique). Les Palestiniens, craint-elle, seront «employés à couper le bois et à puiser l'eau», pour reprendre la formule biblique utilisée à maintes reprises par Uri Avnery[4] dans ses mises en garde. D'autres commentateurs imaginent les scènes d'une guerre civile sans fin. Chez les Palestiniens, l'appui à la solution à deux États s'inscrit cependant dans une autre perspective. Cette alternative est perçue comme le seul accord qui bénéficie d'un appui mondial, y compris en Israël même; par conséquent, elle ne doit pas être rejetée. Pour des raisons similaires, beaucoup d'amis sincères de la Palestine adhèrent toujours à cette opinion.

Bien que les Israéliens du centre et de la droite n'envisagent pas la solution à deux États de la même façon que les membres de la gauche sioniste ou de partis comme Hadash ou Tajamu, et que les modalités de celle-ci ne fassent pas l'unanimité au sein de l'Autorité palestinienne et chez les sympathisants à la cause palestinienne, un certain consensus se dégage tout de même du débat politique sur la question.

Persistera-t-il en 2015 et après? En divers milieux palestiniens et chez les militants juifs non sionistes, des voix de plus en plus nombreuses remettent en question leur appui indéfectible à la solution à deux États et se lancent à la recherche d'autres avenues.

C’est en allant sur le terrain que l’on constate à quel point le discours de l’orthodoxie pacifiste est dépourvu de pertinence et à quel point toute tentative de lui redonner vie est futile. La gauche sioniste est pratiquement disparue de la scène politique israélienne, si bien que les seuls gouvernements israéliens possibles sont une coalition entre la droite et un centre séculier ou une coalition entre la droite et les juifs ultra-orthodoxes. L’émergence d’une nouvelle force politique de gauche en Israël ne semble guère probable pour le moment. Quiconque espère encore voir une telle éventualité se concrétiser sous-estime la transformation qu’a connue la mentalité juive israélienne depuis 1948. Le rouleau compresseur de l’endoctrinement a amalgamé la vieille phobie juive européenne des Gentils[5] aux angoisses typiques du colon envers l’autochtone pour créer une terrifiante variante locale du racisme. D’épaisses couches de racisme comme celles-ci ne sont pas faciles à décaper et s’écaillent encore moins par elles-mêmes, comme en fait foi le cas de l’Afrique du Sud postapartheid.

Des projets «contre-éducatifs» à long terme, une résistance active et de fortes pressions de l’extérieur pourraient néanmoins transformer la société israélienne en ce sens. La «contre-éducation» est cependant un très long processus, et les conséquences immédiates d’un échec diplomatique pourraient être si destructrices qu’elles ruineraient tout projet éducatif. La résistance palestinienne, elle, est toujours fragmentée (cinq mouvements distincts, chacun doté de son propre programme, ont vu le jour depuis 1948) et se voit contrainte de naviguer dans un contexte historique quasi impraticable. Son éventuelle unification demandera aussi beaucoup de temps, tout comme l’éradication du virus raciste dont est infectée la société juive. Malgré ses succès tout aussi remarquables que nombreux, la campagne BDS n’est toujours pas parvenue à influencer les élites politiques

occidentales, qui assurent encore l'immunité à Israël pour ses actes et ses politiques.

Les progrès sont certes indéniables: une minorité d'Israéliens courageux contestent le racisme de leur société dans toutes ses manifestations politiques (nettoyages ethniques au Néguev, à Jaffa, à Acre, à Nazareth, à Jérusalem-Est, dans la vallée du Jourdain et dans le sud des monts de Judée) et constitutionnelles (série de lois racistes adoptées par la Knesset), la campagne BDS gagne en vigueur chaque jour, et on assiste probablement au déploiement de véritables efforts d'unification du camp palestinien. Mais, sur le terrain, un nouvel État a vu le jour: le Grand Israël. Celui-ci a pratiquement complété l'annexion de la zone C de Cisjordanie, et offre une cruelle alternative aux Palestiniens des zones A et B: s'ils ne résistent pas à cette nouvelle entité, ils sont confinés à des cages, et s'ils osent y résister, ils sont traités comme la population de Gaza. C'est tout ce que le nouvel État daigne proposer aux Palestiniens. Dans une cage, il n'y a pas de place pour l'expansion, pas de ressources pour le développement et le progrès, et aucune possibilité de contestation.

Quiconque suit les indices du racisme et de la démocratie en Israël admettra qu'on assiste à une multiplication lente mais bien réelle des lois racistes, des projets de judaïsation et des attaques menées quotidiennement contre des Palestiniens sous le slogan «*Tag Mehir*» (le prix à payer), lors desquelles des propriétés et des lieux saints sont détruits. Dans ce nouveau Grand Israël, des conseils municipaux dépourvus de moyens et des corps de police indifférents regardent, impuissants, le crime organisé mettre la main sur les quartiers et les villages palestiniens les plus démunis de Cisjordanie, où la pauvreté et le chômage atteignent des niveaux sans précédent.

C'est cette dure réalité qui peut et doit être dénoncée, mais elle ne l'est guère, en raison, notamment, de l'énergie gaspillée dans un futile processus

de paix et des luttes intestines entre victimes pour le contrôle de fiefs insignifiants.

Un nouveau débat s'impose aujourd'hui, et il devra porter sur trois questions. La première d'entre elles est la politique globale d'Israël qui, depuis des années, efface graduellement la ligne verte et traite tous les Palestiniens sur le même pied. Les Arabes israéliens jouissent certes d'un minimum d'avantages, mais on tend à les leur retirer au fil des ans. Comme nous l'avons vu précédemment, ce nivellement par le bas est attribuable non seulement au manque d'empressement d'Israël à leur accorder ces avantages, mais aussi à la reconnaissance du fait qu'un régime d'apartheid invisible comme celui d'Israël n'est pas moins oppressif qu'une occupation directe (de la Cisjordanie) ou un siège prolongé (de la bande de Gaza).

Quand différentes formes d'oppression émanent d'une même source, il importe de bien cibler la lutte contre celles-ci. Je n'entretiens aucune illusion quant à l'adoption éventuelle d'une stratégie palestinienne cohérente et unifiée, mais quiconque reconnaît la nécessité d'une lutte judéo-palestinienne conjointe doit aussi condamner le nettoyage ethnique en cours dans toute la Palestine, et non seulement dans certaines de ses régions. En cette période de l'histoire, un débat sincère sur les nouvelles options plutôt que sur une formule dépassée doit impérativement se tenir. Le recadrage des relations judéo-arabes dans l'ensemble de la Palestine historique est un projet essentiel qu'il faudra mettre en branle au plus tôt. Peu importe la forme que prendra la future entité politique, celle-ci devra être fondée sur l'égalité pleine et entière de toutes les personnes qui vivent sur son territoire ou en ont été expulsées. On peut espérer que chaque modèle proposé sera forgé à partir des institutions représentatives existantes ou créé de toutes pièces. Pour surmonter d'une manière ou d'une autre la paralysie conceptuelle qu'impose la solution à deux États, quiconque le

souhaite et est en mesure de le faire (dans quelque milieu que ce soit) devrait défendre l'idée d'offrir une structure politique, idéologique, constitutionnelle et socioéconomique à tout individu qui habite la Palestine, et non seulement l'État d'Israël.

La deuxième question concerne l'avenir des réfugiés palestiniens. Tant que celle-ci sera débattue dans le cadre de la vieille orthodoxie pacifiste et de la solution à deux États, elle restera marginale, et sa solution ne sera jugée possible qu'en envisageant le retour des réfugiés dans un futur État palestinien distinct. Pour qu'un véritable débat sur cette question puisse avoir lieu, on devra d'abord interpréter le refus d'Israël d'autoriser le retour des réfugiés comme une énième démonstration du degré de racisme auquel est parvenu cet État, puis analyser la situation à la lumière du nouveau problème des réfugiés en Syrie (dont bon nombre sont palestiniens).

Dans le cadre de l'effort diplomatique basé sur la solution à deux États, le refus obstiné d'Israël de reconnaître tout droit au retour paraît légitime, tout comme l'argument voulant qu'un éventuel retour empêche l'État hébreu de maintenir une majorité juive sur son territoire. Cette légitimité internationale autorise indirectement Israël à prendre tous les moyens nécessaires pour parvenir à cette fin. Dans cette perspective, rien ne distingue la non-reconnaissance du droit au retour des autres politiques israéliennes de nettoyage ethnique, qu'il s'agisse de la proposition d'annexer la région de Wadi Ara à la Cisjordanie, de l'expulsion des Bédouins du Néguev ou du dépeuplement de Jérusalem-Est et de la vallée du Jourdain. La paix ne peut figurer au programme d'un État qui impose de telles politiques à ses propres citoyens. Une question connexe à celle du droit au retour concerne le sort immédiat des réfugiés palestiniens en Syrie et de ceux qui, ayant fui la guerre civile qui déchire ce pays, se sont rendus au Liban, en Irak, en Turquie et en Jordanie. L'État d'Israël vante ses efforts

humanitaires en annonçant au monde qu'il a accueilli des dizaines de blessés syriens dans ses hôpitaux. Mais les quatre autres voisins de la Syrie ont accueilli des *centaines de milliers* de réfugiés, et leurs relations avec celle-ci ne sont pas moins difficiles. Même si ces réfugiés, dont bon nombre sont palestiniens, laissent Israël indifférent, toute personne qui souhaite la paix doit souligner le lien entre la tragédie syrienne et la question palestinienne: offrir aux réfugiés, anciens comme nouveaux, la possibilité de revenir dans leur pays d'origine doit être reconnu à la fois comme un geste humanitaire et comme un geste politique pouvant contribuer à la fin du conflit israélo-palestinien.

La question du droit au retour en général devrait occuper une place prépondérante dans le débat politique en Israël (il semble d'ailleurs que le programme de certains militants locaux aille en ce sens). La Nakba[6] s'est déroulée à l'endroit où se trouve aujourd'hui Israël, et non en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza. Tout débat sur la réconciliation devrait prendre cette réalité pour point de départ. Une étape préliminaire pourrait consister à reconnaître au moins le droit au retour des déplacés internes (selon des estimations prudentes, 250 000 Palestiniens sont dans cette situation). Dans le cadre de la lutte contre les politiques de nettoyage ethnique en Israël, le droit au retour de ces personnes est l'enjeu sur lequel pourrait se dégager le plus vaste consensus. La situation des déplacés internes offre un témoignage du passé qui rappelle la raison d'être de la lutte. Ces réfugiés sont déjà partie prenante de l'équilibre démographique. La question des modalités de leur retour et de celui des autres réfugiés doit être au cœur – et non en marge – du débat sur la Palestine au XXI^{e} siècle.

La troisième et dernière question est l'absence de tout discours socialiste dans le débat sur la Palestine. Ce vide est une des principales raisons pour lesquelles le soi-disant camp pacifiste israélien (à l'instar des

lobbyistes de l’organisation américaine J Street) n’a aucun problème avec le néolibéralisme. Les tenants de cette idéologie ne s’opposent pas au retrait d’Israël des territoires occupés, mais n’ont aucune position sur l’oppression économique et sociale qui ne fait aucune distinction entre un habitant de Cisjordanie et un citoyen israélien. Il est vrai, malheureusement, que des membres des classes opprimées d’Israël, en particulier les juifs arabes qui se considèrent avant tout comme juifs, souscrivent à des opinions racistes parmi les plus extrémistes, mais leur situation difficile offre une autre bonne raison de continuer à remettre en cause le régime économique (et non seulement politique) en vigueur entre le fleuve Jourdain et la mer Méditerranée.

L’absence de perspective socialiste nuit également à notre capacité de comprendre que les accords d’Oslo, la création de l’Autorité palestinienne, les projets humanitaires conçus «par et pour» les citoyens et les fonds de l’Union européenne et de l’Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) destinés au maintien de l’occupation sont en fait des projets néolibéraux. Si les élites économiques ont soutenu le «processus de paix», c’est parce qu’elles y voyaient une source potentielle de prospérité économique.

L’importance d’adopter une perspective socialiste peut être soulignée par l’exemple, fort décevant, de l’Afrique du Sud postapartheid où la structure économique, demeurée inchangée, a fait perdurer la discrimination à l’égard de la communauté noire. Les individus, groupes et institutions socialistes ont la responsabilité de veiller à ce que le débat ne s’arrête pas à la ligne verte et porte sur l’ensemble de la Palestine. Qui sait, cela suscitera peut-être un débat sérieux sur l’avenir de tout le Moyen-Orient!

Tout indique que, d’ici 2020, Israël persistera dans ses politiques racistes, ultracapitalistes et expansionnistes, et poursuivra son nettoyage

ethnique de la Palestine. Toutefois, il est probable que ce pays soit de plus en plus perçu comme un État voyou et que les citoyens d'un peu partout dans le monde se mettent à exiger de leurs dirigeants qu'ils rompent leurs relations avec celui-ci. Ils devront cependant faire fi des slogans du passé, qui ont perdu toute pertinence dans la lutte pour une Palestine juste et démocratique.

PREMIÈRE PARTIE

DIALOGUES

CHAPITRE 2

Le passé[7]

Frank Barat: *À quel point faut-il connaître le passé pour comprendre le présent? De plus en plus de gens invitent les Palestiniens à aller de l'avant, à oublier le passé, la Nakba de 1948, les réfugiés. Qu'en pensez-vous?*

Noam Chomsky: Ça ne se limite pas à cet enjeu. Les gens qui occupent une position dominante ont l'habitude de dire: «Oublions tout ce qui s'est passé et tournons la page.» Autrement dit: «J'ai obtenu ce que je voulais, alors arrêtez de vous en faire. Je vais tout simplement prendre ce dont j'ai besoin.» Voilà ce que ça signifie – y compris dans le cas qui nous occupe. Oublier le passé implique d'oublier l'avenir, car le premier est porteur d'aspirations et d'espoirs en grande partie justifiés, qui pourraient se concrétiser dans le second si l'on y prête attention. Bref, cela revient à dire: «Puisque nous avons tout ce que nous voulons, refusons tout espoir et toute aspiration.»

Ilan Pappé: Je suis tout à fait d'accord avec vous. J'ajouterais que, dans le cas de la Palestine, on continue à nous demander de donner des conférences

et de partager nos opinions, mais la destruction se poursuit beaucoup plus rapidement que l'évolution de nos idées sur la façon d'y mettre fin. L'impasse persiste, cependant, car la perception des personnes chargées du prétendu processus de paix (pour qui celui-ci constitue la meilleure solution) est rigide et n'a pas changé depuis des années.

À la base, cette formule exige de retirer le passé de l'équation de la paix. Aux yeux des négociateurs, le seul passé pertinent dans le processus de paix est le moment où ledit processus a commencé. Tout ce qui s'est produit antérieurement est mal à propos. Dans cette optique, si des colonies juives parsèment la Cisjordanie, il est impensable de les démanteler. On peut envisager des échanges de territoires, mais pas le démantèlement de ces colonies. Considéré comme un obstacle par les soi-disant médiateurs, le passé prend au contraire une place de premier plan chez les personnes opprimées par l'occupation.

NC: J'ajouterais quant à moi que le phénomène est universel. Le président Obama dit: «Oublions les crimes que nous avons commis, l'invasion de l'Irak, et allons de l'avant.» Autrement dit, continuons d'agir comme nous l'avons toujours fait. C'est l'arme des puissants.

IP: Absolument.

FB: *Le concept de sionisme est défini et interprété de diverses façons. Nombre de gens ne savent plus ce qu'il signifie. Pourriez-vous résumer la signification qu'il a prise au fil de l'histoire?*

IP: Comme vous venez de le dire, le sionisme fait l'objet de plusieurs interprétations. Sa définition la plus neutre, je présume, le présenterait comme une idéologie. Le sionisme serait donc un système d'idées qui incite les gens à faire certaines choses en se conformant à ses préceptes.

L’important, selon moi, c’est ce que les détenteurs du pouvoir font de cette idéologie. L’interprétation qu’en donnent des intellectuels neutres me laisse plutôt indifférent. Ce qui m’intéresse, c’est le sionisme en tant qu’idéologie ayant un impact sur la vie des gens, sur le terrain. Presque depuis le début du projet sioniste en Palestine, cette idéologie sous-tend essentiellement que le judaïsme, en tant que mouvement national, a le droit et l’ambition de posséder la plus grande partie possible d’une Palestine où devraient vivre le moins de Palestiniens possible. Il s’agissait là d’une condition préalable à la création d’un nouveau cadre de vie pour les juifs. Au fil des ans, quand une institution comme l’État fonde son éthique sur une telle idéologie, cette dernière finit par acquérir un pouvoir encore plus grand dans la vie des gens.

En ce sens, le sionisme n’est pas si différent des autres idéologies nationales ou culturelles. Son originalité réside ailleurs. Cette idéologie de pouvoir est historiquement singulière en ce qu’elle s’oppose à un groupe en particulier. La plupart des idéologies ont une portée assez large. Le sionisme, lui, est très ciblé. Une idéologie plus progressiste pourrait-elle s’y substituer? Voilà une excellente question. Pour ses victimes et ses opposants, la voie la plus prometteuse consisterait à évaluer leurs progrès à l’aune des valeurs universelles que sont les droits de la personne et les droits civils: en Israël, l’essentiel de ce qui est aujourd’hui considéré comme partie intégrante du sionisme contrevient aux droits fondamentaux de quiconque n’est pas juif. Au lieu de chercher quelque idéologie de remplacement, on devrait revendiquer ces droits pour tout être humain.

FB: *Existe-t-il une définition claire du sionisme? Où en est le sionisme aujourd’hui?*

NC: Pour répondre à cette question, il faut aussi commencer par se pencher sur le passé, je crois. Le sionisme d'avant la création de l'État d'Israël avait une signification différente de celle qu'il revêtira par la suite: à partir de 1948, en effet, le sionisme deviendra une idéologie d'État. Une religion d'État. Comme la «destinée manifeste» des États-Unis ou la grandeur de la France. En fait, même après cette date, la notion a continué d'évoluer. Je pense par exemple à mon séjour de 1964 en Israël, où j'ai fréquenté des intellectuels gauchisants. Le sionisme était alors perçu comme une fumisterie, comme un outil de propagande destiné aux enfants. Trois ans plus tard, pourtant, la plupart de ces personnes chantaient les louanges des nationalistes. L'année 1967 a marqué un changement radical dans la perception que de nombreux Israéliens avaient d'eux-mêmes et de l'État. Pour l'essentiel, avant 1948, le sionisme n'était pas une religion d'État. Au milieu des années 1940, par exemple, j'étais à la tête d'un groupe des jeunesses sionistes, mais je m'opposais fortement à la création d'un État juif. Je prônais plutôt la coopération au sein de la classe ouvrière judéo-arabe en vue de construire une Palestine socialiste, et l'idée d'un État juif me donnait de l'urticaire. Si j'ai pu être responsable des jeunesses sionistes, c'est parce que le sionisme n'était pas encore une religion d'État.

Si l'on recule un peu plus loin dans le temps, on trouve mon père et les gens de sa génération, qui étaient sionistes, mais appartenaient au courant fondé par Ahad Ha'Am[8]. Ils prônaient la création d'un centre culturel, à savoir un lieu où la diaspora pourrait trouver des façons de cohabiter avec les Palestiniens. Ce courant s'est éteint en 1948. Dès lors, le sionisme est devenu religion d'État. Cela vaut la peine de le rappeler. Au milieu des années 1970, les Arabes étaient bien disposés à émettre une déclaration politique: la Syrie, l'Égypte et la Jordanie ont ainsi proposé un accord en vue de la création de deux États, mais les États-Unis y ont opposé leur veto.

L’Égypte avait déjà proposé un traité de paix à son voisin. Pour paralyser les négociations, Israël devait ériger des barrières. C’est ainsi que le concept de sionisme a revêtu une nouvelle signification. Désormais, tout le monde devait reconnaître le «droit d’Israël à l’existence». Les États ne disposent pas du droit à l’existence. Le Mexique, par exemple, ne reconnaît pas le droit des États-Unis d’englober la moitié de son territoire. Mais Israël a dressé cet obstacle pour contraindre les Palestiniens à admettre que leur oppression et leur exclusion étaient justifiées – pas seulement qu’elles avaient cours, mais qu’elles étaient justifiées. Bien entendu, les Palestiniens ne pouvaient l’accepter, ce qui donnait à Israël une bonne raison d’interrompre les négociations. Aujourd’hui, c’est plus difficile. L’appui à la conclusion d’un accord est si large qu’Israël s’est vu obligé d’ériger des obstacles encore plus élevés. C’est pourquoi on demande maintenant aux Palestiniens de reconnaître Israël en tant qu’État juif. Cette exigence constitue le pivot de la plupart des discours de Netanyahou. Pourquoi cela? Parce qu’on sait que c’est impossible. Personne ne devrait reconnaître Israël en tant qu’État juif. Tout comme personne ne reconnaît les États-Unis en tant qu’État chrétien. Le Pakistan se qualifie certes de république islamique, mais les États-Unis ne le reconnaissent pas comme tel. À titre de politique de l’État d’Israël, le sionisme a dû se transformer en créant des obstacles de plus en plus infranchissables à toute forme d’accord politique. S’il a besoin d’aller plus loin à l’avenir, il n’hésitera pas à en inventer de nouveaux. Le sionisme politique est une notion changeante qui s’adapte aux besoins de l’État.

IP: Selon moi, une des composantes du sionisme ne change pas si aisément avec le temps; on la qualifie parfois de sionisme classique, ou encore de sionisme travailliste. Cette tendance se rattache au colonialisme de peuplement. Aussitôt que l’idée relativement vague d’un renouveau du

judaïsme par le nationalisme s'est concrétisée dans un projet d'établissement en Palestine, le sionisme est devenu une entreprise colonialiste de peuplement, ce qu'il est encore aujourd'hui. Certes, les moyens utilisés pour coloniser le territoire varient selon les circonstances et les rapports de pouvoir, mais le principe de base, lui, reste toujours le même. L'acte de coloniser s'accompagne aussi d'une certaine perception de l'autochtone, invariablement considéré comme un obstacle au succès de l'entreprise. Je crois que cet aspect est resté au cœur de l'idéologie sioniste même après la création de l'État d'Israël. L'État n'a fait que renforcer la capacité de coloniser; il n'a rien changé à la façon d'envisager la colonisation de la Palestine.

Le regard des Palestiniens sur la question, lui, a évolué au fil du temps. À cet égard, on doit prendre acte de la position de certains intellectuels et dirigeants, tel Azmi Bishara, pour qui les colons d'aujourd'hui disposent d'un certain droit d'habiter la Palestine. La première vague de colons sionistes est survenue au XIX^{e} siècle, à un moment de l'histoire du colonialisme où, souvent, les populations autochtones pouvaient opter pour la résistance – généralement armée – et parvenir à renvoyer les envahisseurs chez eux. Mais quand les colons en sont à leur troisième génération et ont même réussi à fonder leur propre État, la population d'origine doit établir une autre stratégie et trouver les moyens de cohabiter avec eux.

Si l'élan colonial du mouvement sioniste n'a pas faibli à un certain moment de l'histoire, c'est en raison de l'avidité territoriale des colonisateurs. Quand on leur a offert une partie de la Palestine en 1937, ils ont jugé que l'étendue de ce territoire ne répondait pas à leurs aspirations. Mais un de leurs dirigeants, le futé David Ben Gourion, avait compris qu'il valait mieux ne pas expliciter ces rêves annexionnistes, que le silence conférait un avantage tactique aux Israéliens. Il a donc déclaré à la

commission royale Peel[9] que le mouvement sioniste se contenterait d'une petite portion du territoire.

En 1947, il a maintenu cette politique tactique fructueuse et a convaincu ses compatriotes d'accepter une offre leur accordant une plus grande portion de la Palestine qu'en 1937, même s'il la jugeait encore insuffisante. Il leur a fait part de sa grande insatisfaction à l'égard de ce plan de partition proposé par les Nations unies et leur a promis qu'Israël aurait la possibilité et les moyens de modifier ultérieurement ces frontières. Aujourd'hui, près d'un demi-siècle après la prise de contrôle de l'ensemble de la Palestine en 1967, les dirigeants israéliens espèrent encore appliquer cette formule gagnante. Toutefois, contrairement à Ben Gourion en 1937 et en 1947, ils n'ont pas encore réussi à convaincre la communauté internationale de la légitimité de leur dernière expansion territoriale (certains d'entre eux ont même tenté, sans succès, d'en convaincre les Palestiniens).

NC: Je crois que cette description correspond à ce que vous qualifieriez de sionisme pur et dur ou, dans un sens plus large, de sionisme politique, dont Ben Gourion était évidemment une figure de premier plan. Mais le sionisme est une nébuleuse plus vaste. Ahad Ha'Am, par exemple, était un sioniste, mais un sioniste apolitique. Les groupes auxquels j'ai participé étaient marginaux, je l'admets. Je pense au Brit Shalom, l'association de Haïm Margaliot-Kalvarisky qui œuvrait au rapprochement des juifs et des Arabes. Ses membres étaient sionistes, mais s'opposaient à la création d'un État. Enracinés dans la classe ouvrière, ils prônaient la coopération entre travailleurs juifs et arabes. Une telle position pourrait sembler étrange de nos jours, mais elle n'avait rien d'insolite dans le contexte des années 1930 et 1940.

IP: Les juifs étaient alors minoritaires. De telles idées auraient-elles été possibles s'ils avaient été majoritaires et au pouvoir?

NC: La majorité et l'État arriveront plus tard. À l'époque, on s'y opposait fortement. Le concept a donc changé. Votre description correspond au sionisme politique classique. À proprement parler, le mouvement sioniste n'a pas officiellement adhéré à un projet d'État avant 1942, même si ce dernier a toujours été sous-jacent au sionisme politique. On évitait cependant d'en parler. Je crois qu'il vaudrait la peine de se pencher sur les options qui s'offraient alors, car on pourrait y trouver des pistes pour l'avenir.

FB: *De nos jours, bien des gens qualifient le sionisme de mouvement colonialiste de peuplement. Êtes-vous d'accord avec cette définition?*

NC: L'établissement de juifs en Israël s'inscrit assurément dans un mouvement colonialiste de peuplement. La définition du sionisme dépend de la portée qu'on lui donne. Mais le mouvement a bel et bien donné lieu à une colonie de peuplement, comme le sont les États-Unis, l'Australie et le reste du monde anglo-saxon. Israël en est une. Ce qui est loin d'être un simple détail. À l'échelle internationale, le principal allié d'Israël est bien sûr les États-Unis, mais à leurs côtés se trouvent les autres rejetons du Royaume-Uni que sont l'Australie et le Canada. […] J'ai l'impression que la population de ces pays est animée d'une sorte de sentiment intuitif: «Nous l'avons fait, alors ce doit être juste. S'ils le font, ce doit l'être aussi.» Les sociétés issues du colonialisme de peuplement ont une mentalité particulière. Si nous avons exterminé ou chassé les populations autochtones, c'est sans doute parce que nous avions une bonne raison de le faire. La supériorité de notre civilisation ou une autre idée du genre.

IP: La possibilité de transformer les perceptions et les perspectives à l'échelle internationale, y compris dans les sociétés issues du colonialisme de peuplement, dépend de la connexion avec le passé. Dans les États-Unis et l'Australie d'aujourd'hui, sans doute parce que les politiques coloniales remontent à très longtemps et étaient génocidaires, je ne crois pas qu'on puisse renouer facilement avec le colonialisme de peuplement. Les citoyens de ces pays peuvent être à l'aise ou non avec les crimes du passé. Ils peuvent trouver divers moyens de les assumer. Comme les Australiens l'ont fait avec le Sorry Day. Ou cet effort de réconciliation plus progressiste du gouvernement de la Nouvelle-Zélande, qui a autorisé les Maoris à regagner les terres qu'on leur avait volées. Tous ces gestes émanent de ce qu'on pourrait qualifier de zone de confort de ces sociétés postcoloniales: dans les premières phases de la colonisation, leurs populations autochtones ont tellement diminué qu'elles n'ont pas à craindre que ces actes symboliques aient quelque impact sur les réalités socioéconomiques ou même politiques d'aujourd'hui. Pour les Israéliens, bien sûr, la tâche s'annonce nettement plus ardue. Ils sont encore occupés à déposséder le peuple palestinien, que les premières phases du nettoyage ethnique de 1948 n'ont pas suffi à anéantir. Par conséquent, tout geste de réconciliation de leur part aurait des conséquences profondes et tangibles sur le terrain socioéconomique et politique. La plupart des juifs israéliens font tout leur possible pour éviter que cela se produise. Cependant, minces sont leurs chances de réussite en matière de légitimité régionale et internationale.

NC: C'est vrai. Israël est une variante XX^{e} siècle du colonialisme qui avait cours aux XVII^{e}, XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, ce qui est tout un problème. Mais là n'est pas précisément où je voulais en venir. Dans les sociétés anglo-saxonnes issues du colonialisme de peuplement, il existe une sorte de mentalité sous-jacente, bien enracinée, qui colore le regard que les gens

portent sur le monde. Mais cette mentalité est en train de changer. Depuis les années 1960, en raison surtout des mouvements sociaux de cette époque, de plus en plus de gens veulent savoir ce qui s'est véritablement produit dans le passé. Une bonne partie de ces faits avaient été littéralement biffés de la mémoire collective: pensons à ces éminents anthropologues des années 1960 qui affirmaient que, avant la colonisation, seulement un million d'Amérindiens occupaient l'actuel territoire des États-Unis. Leurs arguments se sont effondrés. Les mentalités d'aujourd'hui sont très différentes. Je crois que cette évolution explique en partie les critiques de plus en plus vives dont fait l'objet le colonialisme de peuplement pratiqué par Israël. Ces aspects sont tous liés de façon subtile.

IP: Vous avez raison, mais je crois que les militants qui contribuent à cette évolution des mentalités dans les sociétés issues du colonialisme de peuplement ont encore du pain sur la planche. Je me rappelle à quel point j'ai dû me débattre pour faire comprendre à mes étudiants d'Angleterre que ce dont ils sont aujourd'hui témoins en Israël et en Palestine est la concrétisation au quotidien d'une idéologie colonialiste du XIX^{e} siècle.

NC: En effet.

IP: Ce qui est difficile, pour les Israéliens, c'est d'échapper à la dimension colonialiste de leur réalité, ce qu'ils tentent de faire en hébreu. Traduire la terminologie israélienne de la colonisation dans une autre langue révèle forcément la nature colonialiste de l'entreprise. Parmi les juifs progressistes, même ceux qui soutiennent Israël ressentent un malaise devant ces traductions.

L'embarras des Israéliens est aussi celui des militants propalestiniens. Nous avons affaire à un fossile du XIX^{e} siècle qui pète le feu en plein

XXI^{e} siècle. C’est pourquoi je crois que la force de la connexion entre le passé et l’avenir s’inscrit dans le paradigme du colonialisme de peuplement. Car celui-ci ne se limite pas au peuplement ou à la colonisation comme tels: il englobe également ce qui s’est passé par la suite.

NC: L’expulsion de la population autochtone.

IP: Exactement.

FB: *J’aimerais revenir à la question de l’État juif. Si les juifs forment un peuple, en quoi leur constitution en État pose-t-elle problème? Et pourquoi ne devrait-on pas reconnaître Israël en tant qu’État juif?*

IP: À ma connaissance, personne n’a jamais contesté ou mis en cause le droit des peuples à se définir eux-mêmes sur une base nationale, ethnique ou culturelle. Aucun fondement en matière de droit international ou de moralité ne justifie le fait de s’y opposer. Le moment de l’histoire où un peuple décide d’aller en ce sens n’est pas plus contestable, et ce, peu importe comment celui-ci s’est défini auparavant (en tant que groupe religieux dans le cas qui nous occupe).

Le problème réside ailleurs. Quelles sont les conséquences d’une telle mutation? Et qui en paie le prix? Si la redéfinition s’accomplit au détriment d’un autre peuple, elle devient un problème. Si un groupe a été victime d’un crime et se trouve un refuge, il ne peut s’y installer en expulsant l’autre groupe qui y vit. C’est là que se situe la différence entre l’objectif d’un groupe et les moyens qu’il prend pour y parvenir. Il ne s’agit pas de déterminer si les juifs ont droit à leur État ou non. Il leur revient d’en décider. L’idée pourrait déplaire aux juifs orthodoxes, par exemple. Les Palestiniens n’ont jamais craint de voir les juifs créer un État en Ouganda, comme certaines personnes l’ont proposé en 1902-1903. Aucun Palestinien

ne se serait senti concerné par un tel scénario. Voilà l'enjeu principal. Comment mettre en œuvre le droit à l'autodétermination?

NC: Le projet d'État juif est une aberration. Rien de tel ne s'est produit ailleurs dans le monde. La question repose sur de fausses prémisses. Prenons le cas de la France: la formation de l'État français a été un très long processus marqué par la violence et la répression. En fait, la mise en place d'un État est toujours un processus d'une violence extrême. C'est pourquoi l'Europe a été l'endroit le plus violent du monde pendant des siècles. Une fois l'État institué, tout citoyen qui y vit est un citoyen de l'État. Tout citoyen français, quel qu'il soit, est un Français. Par conséquent, quiconque vit en Israël devrait être un citoyen israélien, et non un juif. C'est pourquoi la notion d'État juif est une aberration totale. Elle n'a pas d'analogue dans le monde moderne. Les raisons pour lesquelles on devrait la rejeter sautent aux yeux. Pourquoi accepterait-on cette aberration singulière?

L'histoire montre que chaque État a été créé dans la violence extrême. Il n'y a pas d'autre façon d'imposer une structure uniforme à des groupes marqués par une diversité d'intérêts, d'antécédents, de langues, etc. D'où cette violence. Une fois l'État (ou du moins l'État moderne) institué, toutefois, quiconque en fait partie en est théoriquement un membre égal, au même titre que tous les autres. Dans les faits, ça ne marche pas toujours, bien entendu, mais c'est le concept. En Israël, c'est complètement différent. Il existe une distinction entre citoyenneté et nationalité. Il n'y a pas de nationalité israélienne. La question, portée une première fois devant les tribunaux dans les années 1960, a refait surface récemment. Des Israéliens souhaitaient obtenir des papiers d'identité les désignant comme israéliens, et non comme juifs. Saisie de la requête, la Cour suprême l'a rejetée. Cette affaire témoigne du caractère aberrant du concept d'État juif, sans équivalent dans les systèmes politiques du monde contemporain.

IP: Israël s'en sert pour étouffer toute critique de l'État et de son idéologie. Quiconque critique Israël se trouve à attaquer l'État juif, et, par le fait même, le judaïsme. Cette argumentation me fascine.

Une telle prohibition ne pourrait fonctionner en toutes circonstances. Prenons l'exemple de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. C'est comme si, à son apogée, les militants n'avaient pu critiquer que certaines politiques du régime sud-africain, pas sa nature même. Une des grandes victoires de l'État d'Israël est l'immunité que lui assure le mouvement de contestation. Celle-ci lui a permis de définir les règles du jeu: vous pouvez dénoncer les politiques d'Israël à votre guise, mais si vous dénoncez Israël, vous dénoncez l'État juif et, par conséquent, le judaïsme. Il importe de ramener cette question au centre du débat.

NC: Curieusement, ce sont les dirigeants israéliens eux-mêmes qui la ramènent au premier plan.

IP: En effet.

NC: Quand Netanyahou déclare «Vous devez nous reconnaître en tant qu'État juif», il se trouve à dire «Vous devez nous reconnaître en tant que phénomène inexistant dans le monde moderne». Rien de tel n'existe. Je le répète: si vous êtes un citoyen de France, vous êtes un Français. Si vous êtes un citoyen d'Israël, vous n'êtes pas juif. C'est fondamental.

FB: *L'État d'Israël aurait-il pu voir le jour si la Shoah n'avait pas eu lieu?*

NC: C'est une question difficile, mais je crois que oui. Les institutions nationales dont Ilan parlait tout à l'heure étaient solides. Les sionistes disposaient d'une force militaire, et, pour toutes sortes de raisons, leur idéologie bénéficiait d'appuis au sein des grandes puissances. Au

Royaume-Uni et aux États-Unis, par exemple, une bonne partie de ce soutien était de nature religieuse. Le sionisme chrétien est un courant très influent. Apparu bien avant le sionisme juif, il s'agit d'un phénomène propre à l'élite. Tous les matins, Lord Balfour, Lloyd George, Woodrow Wilson et Harry Truman lisaient la Bible, où il est question d'une «terre promise» par Dieu aux juifs. Le sionisme juif n'a donc pas manqué d'appuis au cœur d'États puissants. Les autorités mandataires britanniques ont d'ailleurs facilité le développement d'institutions nationales juives en Palestine. C'est pourquoi j'ai l'impression que l'État d'Israël aurait vu le jour sans la Shoah.

Il importe aussi de rappeler que la Shoah n'était pas un enjeu capital à la fin des années 1940. Bien au contraire. Elle n'a été reconnue comme tragédie d'envergure qu'à partir de 1967. Les musées de la Shoah et autres programmes d'études sur la Shoah ont tous été mis sur pied après 1967. C'est particulièrement frappant aux États-Unis. Ainsi, on peut se poser une question très simple. Au terme de la guerre, une grande partie des nombreux survivants de la Shoah vivaient encore dans des camps de concentration. Ces derniers étaient pratiquement identiques aux camps d'extermination nazis, si ce n'est qu'ils étaient dépourvus de fours crématoires. Une enquête de la présidence des États-Unis a révélé que ces personnes vivaient encore dans les conditions qui étaient les leurs sous le régime nazi. J'en viens à ma question toute simple. Combien d'entre elles se sont rendues aux États-Unis? Pratiquement aucune. Si on le leur avait demandé, elles auraient sans doute affirmé qu'elles voulaient s'établir aux États-Unis. La moitié de l'Europe rêvait de le faire, en particulier les survivants de la Shoah. Mais elles n'y sont pas allées. Le gouvernement américain ne voulait pas d'elles, la communauté juive américaine non plus. Les camps ont donc été pris en charge par des émissaires sionistes. Ces

derniers ont appliqué le principe selon lequel tout homme ou femme valide de 17 à 35 ans devait être envoyé en Palestine. Le premier livre à traiter de ce sujet tabou est paru il y a quelques années seulement. Son auteur est Yosef Grodzinsky.

IP: Il n'a paru qu'en hébreu, n'est-ce pas?

NC: Non, en anglais également. Mais on en a si peu parlé que personne ne connaît son existence. Son titre en hébreu signifie «Matériau humain de qualité». Un matériau humain de qualité qui allait servir de chair à canon. Personne n'a étudié cet épisode, mais on peut être assez certain que les États-Unis étaient la destination de choix de ces juifs. La signification de la Shoah s'arrêtait là. La propagande en fait foi. On a salué Truman parce qu'il tentait d'aider les Britanniques à envoyer les juifs en Palestine. Mais personne ne se demande pourquoi le président américain n'a pas dit: «OK, nous accueillerons 100 000 juifs chez nous.» Nul endroit du monde n'aurait pu mieux les absorber que les États-Unis, capables d'absorber n'importe qui. En plus d'être peu densément peuplé, il s'agit du pays le plus riche de tous les temps. […] Washington n'a rien fait parce que la Shoah était considérée comme un moyen de condamner l'ennemi, et non comme un concept significatif en soi. Quand la première étude savante sur la Shoah a paru (celle de Raul Hilberg), on l'a condamnée: «Ne ressassons pas ces vieilles histoires.»

IP: Je partage votre avis, mais mon interprétation est légèrement différente de la vôtre sur ce point. Les circonstances historiques ont joué un rôle important. Il est indéniable que, même si la Shoah n'avait pas eu lieu, il existait en Occident des courants religieux et stratégiques qui souhaitaient voir la Palestine peuplée de juifs plutôt que d'Arabes, une population alors

qualifiée d'islamique. Cet aspect ressort particulièrement de la correspondance entourant la déclaration Balfour et ses suites au Royaume-Uni dans les années 1920 et 1930. Quelques personnalités britanniques ont tenté de défendre les intérêts des autochtones palestiniens, mais elles se plaignaient déjà de la quasi-impossibilité d'attirer l'attention du public sur leur opinion. On les bâillonnait, on réfutait leurs arguments. Bref, ce n'est pas seulement le sionisme chrétien qui a permis au sionisme juif de triompher bien avant la Shoah: la volonté des Britanniques et des Occidentaux d'autoriser – de pousser, en fait – les juifs à s'établir en Palestine était aussi motivée par l'islamophobie.

NC: Vrai.

IP: Ils étaient anti-arabes, anti-musulmans. Pour conforter leur empire ou leurs convictions théologiques, les sionistes chrétiens et les impérialistes britanniques séculiers souhaitaient voir des juifs s'établir en Palestine, où ils ne voulaient plus voir d'Arabes ou de musulmans. C'est ainsi que s'est constituée une puissante coalition internationale qui triomphait *a priori* sur les autochtones. Les Palestiniens n'ont eu d'autre choix que d'y faire face lors de leur première tentative de créer un mouvement national voué à la lutte pour l'autodétermination et l'indépendance.

La Shoah a influé sur les événements, mais je crois que le contexte historique était plus important. Après la Shoah, de nouveaux processus historiques ont mené au déclin de l'islamophobie, de l'arabophobie et du sionisme chrétien. Appelons-les la gauche, le progressisme… Ces forces ont fini par décoloniser le monde arabe et même l'Afrique. Dans ce contexte, si la Shoah n'avait pas eu lieu, les sionistes auraient peut-être trouvé leur entreprise plus difficile.

NC: Je suis tout à fait d’accord avec vous.

IP: Ce que Noam a dit des déplacés internes est très intéressant. Quand la commission anglo-américaine de 1946 (dont Richard Crossman témoigne dans ses mémoires) et la Commission spéciale des Nations unies pour la Palestine de 1947 ont tenté d’adopter une certaine neutralité en disant vouloir entendre les points de vue des deux camps, plusieurs de leurs membres ont affirmé que leur visite des déplacés internes (effectuée sur fond de propagande sioniste) les avait amenés à associer le sort des juifs d’Europe (sur le plan démographique) à celui des juifs de Palestine. Les Palestiniens se sont ainsi retrouvés en position de faiblesse. Qui aurait osé s’opposer à cette volonté de régler le problème des juifs d’Europe? En 1900, personne n’aurait pu se rendre à Vienne pour demander aux juifs d’émigrer en Palestine. Ça n’aurait pas fonctionné.

NC: Vous avez raison, mais je crois que cet épisode en dit long sur la culture occidentale. Consternés par leur découverte des camps de concentration, ils n’ont pas dit «Sauvons les survivants», mais plutôt «Arrangeons-nous pour que d’autres personnes paient le prix du sauvetage des survivants.»

IP: Exactement.

NC: Ça en dit long sur l’enracinement de la mentalité impérialiste, qui ronge l’Occident comme une plaie. «Oui, ces gens vivent dans la misère. Nous avons les moyens de les aider, mais nous n’évoquerons même pas la possibilité de le faire. D’autres gens, qui n’ont pas nos moyens, devront souffrir pour les soulager.»

FB: *Le problème découle-t-il seulement des politiques impérialistes ou peut-on aussi l'attribuer à l'antisémitisme occidental?*

NC: Sionistes ou pas, ils auraient réagi exactement de la même façon.

IP: Je partage votre avis.

NC: Prenons les États-Unis, sans doute l'exemple le plus patent. Après la Seconde Guerre mondiale, ils occupaient une position tout à fait privilégiée. Les sionistes exerçaient une certaine pression, mais n'avaient guère d'influence. Les Américains, y compris les membres de la communauté juive, ne voulaient tout simplement pas accueillir les juifs européens.

FB: *S'agissait-il d'antisémitisme?*

NC: En partie, oui. Mais c'était surtout: «Pourquoi nous chargerions-nous de ce fardeau?»

IP: Celui des juifs européens ou de qui que ce soit d'autre.

NC: En 1924, les États-Unis ont adopté une loi sur l'immigration qui visait à empêcher les juifs et les Italiens de s'établir chez eux. La loi ne les désignait pas ainsi: il y était question d'Européens de l'Est et du Sud.

IP: La pathologie du sionisme est un aspect essentiel. Un historien ne doit jamais oublier que les acteurs de l'époque qu'il étudie ne pouvaient prévoir ce qui se produirait par la suite. Ainsi, lorsqu'on se penche sur les discussions entre sionistes sur le nazisme dans les années 1930, on doit comprendre que ces gens ignoraient de quelle nature serait la «solution finale». Ils n'étaient pas horrifiés. Ils voulaient négocier avec les nazis: «Nos intérêts convergent. Les nazis veulent expulser les juifs d'Allemagne,

nous voulons que les juifs quittent l'Allemagne, et ils sont prêts à négocier sur cette base.» En affirmant cela, ils n'associaient pas le sionisme au nazisme: ils négociaient avec des gens qui devaient saisir quels intérêts ils servaient en plus des leurs. Cette question est vite passée au premier plan.

NC: C'est très frappant. Vous avez raison de souligner que, dans les années 1930, personne ne pouvait savoir ce qui se produirait, y compris les juifs allemands. Dans un livre paru en 1935 et intitulé *Wir Juden* (Nous, juifs), le sioniste humaniste Joachim Prinz invitait les juifs à sympathiser avec les nazis parce que l'idéologie de ces derniers était semblable à la leur: le sang et le territoire, et ainsi de suite. «Nous sommes d'accord, alors si nous pouvions seulement leur expliquer que nous appartenons au même camp, ils arrêteraient de nous persécuter.» C'était en 1935, mais, même en 1941, avant Pearl Harbor, le consul américain à Berlin écrivait des commentaires assez sympathiques aux nazis. Il s'appelait George Kennan. Un des architectes du monde de l'après-guerre.

IP: Oui, Kennan, ce stratège qui considérait que les États-Unis devraient contrôler 50% des ressources mondiales pour jouir du niveau de vie auxquels ils aspiraient.

FB: *La question des réfugiés est cruciale pour tout Palestinien, qu'il vive ou non en Palestine. Ne croyez-vous pas que le gouvernement israélien devrait commencer par assumer qu'il est à l'origine du problème, puis présenter des excuses publiques comme l'a fait Kevin Rudd en Australie*[10]*? Aussi, devrions-nous, en tant que militants, affirmer haut et fort le droit au retour des réfugiés et de leurs descendants, sans égard à leurs chances de regagner leurs demeures d'origine?*

NC: Oui, et des militants sont d'ailleurs passés près de le faire. Dans le cadre de diverses négociations non officielles comme l'initiative de Genève, on a proposé de reconnaître le droit au retour des réfugiés tout en admettant l'éventualité qu'ils ne reviennent pas. Pour faire une analogie, j'ai donné une conférence dernièrement en Arizona, un État que j'ai désigné sous le nom de Mexique occupé, ce qui est bel et bien le cas. Il faudrait toujours nommer les États américains du Sud-Ouest de cette façon. Le Mexique occupé. Nous l'avons conquis lors d'une guerre d'agression féroce. Nous devons l'admettre. C'est pourquoi la région compte des villes nommées San Francisco, San Diego, Los Angeles… Nous devons assumer ce que nous avons fait. En revanche, nous savons que nous ne rendrons pas ces territoires au Mexique. L'histoire est parsemée d'injustices terribles; on peut tenter de corriger certaines d'entre elles, mais il est déjà très difficile de démêler l'écheveau de l'histoire. Cela pourrait se produire en Israël, à long terme. Selon moi, la seule solution réaliste au problème du retour passe par l'érosion de l'ensemble du système étatique dans la région. Quand on se rend dans le nord de la Galilée, on constate qu'il n'y a là aucune base pour une frontière.

Laissez-moi vous raconter une anecdote. En 1953, alors que nous étions étudiants, ma femme et moi vivions dans un kibboutz en Israël. Un jour où nous faisions de la randonnée pédestre dans le nord de la Galilée, une jeep s'est approchée de nous; un type en est sorti et s'est mis à crier: «Vous devez rentrer! Vous n'êtes pas dans le bon pays!» Nous avions franchi la frontière libanaise. Aujourd'hui, cette zone est sans doute un véritable nid de mitrailleuses. Il ne devrait pas y avoir de frontière à cet endroit. Avec le temps, ces frontières finiront peut-être par s'éroder. Toute l'architecture impériale des accords Sykes-Picot a d'ailleurs commencé à voler en éclats, un phénomène qui pourrait prendre de l'ampleur à plus long

terme. Selon moi, une éventuelle solution à deux États ne devrait pas être considérée comme un aboutissement ultime. Comme je le disais tout à l'heure, les États n'ont aucune légitimité intrinsèque. Ils ont tous été imposés par la violence, une violence qu'ils répandent à leur tour partout dans le monde. L'État est une structure sociale barbare qui méritera toujours de s'éroder. C'est dans ce contexte, je crois, qu'on pourrait envisager un véritable retour des réfugiés. Non pas une simple reconnaissance des torts causés dans le passé, mais la mise en place de rapports sociaux qui ne soient pas fondés sur l'État, la confession religieuse ou l'appartenance ethnique. Les gens peuvent interagir sur d'autres bases.

IP: Je suis d'accord avec l'essentiel de ce que vous dites, mais je crois que la question du droit au retour comporte trois dimensions. La première est sa qualité d'enjeu crucial des négociations de paix. Le droit au retour comporte des aspects symboliques et pratiques. Les Palestiniens réclament d'Israël une reconnaissance de ce droit et des excuses. De telles excuses pourraient ouvrir la voie à des discussions sur les aspects pratiques.

La deuxième dimension se rapporte aux implications de la position d'Israël sur la nature même de l'État et du projet sioniste. Le rejet israélien du droit au retour découle d'une idéologie raciste. À mes yeux de militant, l'enjeu du droit au retour est intimement lié à la question de la légitimité morale du sionisme et à la nature de l'État juif contemporain.

NC: Oui.

IP: L'entêtement d'Israël n'a rien à voir avec les aspects pratiques d'un éventuel retour. Il découle plutôt de la prétendue suprématie des juifs et des privilèges accordés aux juifs.

NC: En effet.

IP: Par conséquent, dans une perspective judéo-israélienne, la lutte contre le racisme ne doit pas être menée sur le plan de la reconnaissance ou des excuses (qui demeurent néanmoins des composantes importantes du processus de paix), mais sur un tout autre plan.

La troisième dimension ne concerne que les Palestiniens. Elle se rapporte aux façons de mener une vie ordinaire à l'ombre d'un slogan qui clame le «droit au retour». Comment composer avec un droit perçu comme sacré tout en sachant que son application n'est pas pour demain? De cette question en découlent d'autres, plus concrètes. Peut-on vraiment reprocher aux Palestiniens des camps de réfugiés libanais d'améliorer un peu leurs demeures sans les accuser immédiatement d'implantation (*tawtin*)? Peut-on les accuser de trahir le droit au retour parce qu'ils ont légèrement amélioré leur niveau de vie? C'est aux Palestiniens de définir leur stratégie. Je ne le ferai pas à leur place. Mais ils devront le faire en différenciant les réfugiés de Cisjordanie, ceux de la bande de Gaza, les déplacés internes d'Israël ainsi que les réfugiés de Jordanie, de Syrie et du Liban.

Ces trois dimensions sont très importantes pour l'élaboration d'une nouvelle façon d'envisager cet enjeu douloureux. À mes yeux, l'enjeu fondamental est le suivant: qu'est-ce qu'un État juif? L'existence d'un tel État est-elle possible? À quoi ressemblerait une solution qui ne reposerait pas sur la violation incessante des droits fondamentaux et inclurait le droit des gens au retour sur leur terre natale et leur droit d'y séjourner? C'est ici que, parfois, on ne sait pas distinguer ce qui est juste de ce que nous croyons justifié et de ce que devraient être les questions à débattre en Israël, dans la communauté palestinienne et dans le milieu des négociateurs et des médiateurs. Il faut aller au-delà de la question de savoir si l'on reconnaît ou non le droit au retour. On doit débattre de sa signification. Voilà ce à quoi

doit s’atteler la société israélienne. Un débat sérieux sur sa propre nature raciste.

NC: Israël a d’ailleurs tenté d’interdire, par la loi ou par la force, toute commémoration et toute reconnaissance de la Nakba. Voilà qui soutient la thèse voulant que l’enjeu soit vraiment le racisme.

IP: Exactement.

NC: La question des réfugiés est secondaire; il s’agit de racisme pur. Qui justifie la répression et la violence. Il n’y a pas très longtemps, je me suis rendu dans un camp de réfugiés. Les gens y vivent dans d’horribles conditions. C’est très émouvant. J’y ai rendu visite à une famille qui habitait une pièce minuscule. Comme le veut la coutume, on m’a offert du café et un goûter. Quand ils ont commencé à me montrer les clés de leurs maisons, de leurs villages, des photos de leur pays, quand ils se sont mis à me raconter comment était leur vie en Galilée… Vous avez raison, Ilan, il faut aborder la question avec réalisme, mais il n’est pas facile d’annoncer à des gens comme ceux-là qu’ils ne reverront plus jamais leurs villages.

IP: Non, ce n’est pas ce qu’on devrait leur dire. On devrait les encourager à rendre leur vie meilleure en attendant qu’ils puissent revoir leurs villages. Personne ne mine ses chances de revoir son village en améliorant son niveau de confort ici et maintenant.

NC: C’est vrai.

IP: On ne mine pas son identité de citoyen palestinien d’Israël en rejetant les accusations de normalisation parce qu’on a fondé un théâtre palestinien à Haïfa. Un tel théâtre a été accusé de *tabi’* (normalisation) parce qu’il avait

accepté une subvention du ministère israélien de la Culture. En Israël, on ne peut ouvrir un théâtre à Haïfa sans recevoir d'argent du ministère. Vivre sous l'emprise de slogans [de pureté morale ou politique] ne rime à rien si la priorité consiste à offrir un fondement éthique différent au futur État destiné à accueillir les réfugiés. Quand vous luttez pour une infrastructure morale différente de l'État, le problème des gens qui veulent améliorer leurs conditions de vie, que ce soit par un retour permanent ou des séjours temporaires, prend une tout autre dimension.

La discussion prend ici une autre tournure, et on ne condamne pas des gens qui ont persisté, au cours des 65 dernières années, à rêver de rentrer chez eux. Ils en ont le droit. Mais que fait-on jusqu'à ce que ce droit soit mis en œuvre? Dans mon esprit, cette question n'est pas moins importante que celle de la défense du droit au retour.

NC: Sur le plan humain, l'adoption de mesures s'impose. Je pense à ces Israéliennes qui emmènent des Palestiniennes à la plage. Ce qu'elles font est très important. Imaginez tous ces gens qui voient la mer, mais ne peuvent s'en approcher! Le fait est que des gens font des efforts pour surmonter cet obstacle. C'est un début, je crois.

FB: *Lors d'une interview précédente, professeur Chomsky, vous m'avez dit qu'Israël appliquait des politiques qui le mèneraient à l'autodestruction. Je pense par exemple à celle qui consiste à attirer en Israël le plus de juifs possible, sans égard à l'«authenticité» de leur judéité. Juifs russes, juifs éthiopiens… En découle un racisme de plus en plus problématique et inquiétant à l'intérieur même du pays, où s'opposent haredim, ashkénazes, mizrahim, etc. Qu'en pensez-vous?*

NC: C’est là un problème interne. Je pensais plutôt à un autre enjeu. En 1971, Israël a pris une décision que je considère comme la plus déterminante de son histoire. L’Égypte venait de lui soumettre un traité de paix en bonne et due forme. Le gouvernement israélien de Golda Meir l’a évalué puis l’a rejeté, car il envisageait la colonisation du Sinaï. Fondamentalement, il devait alors choisir entre sécurité et expansion. Quoi qu’on en pensât, un tel traité de paix aurait apporté la sécurité à Israël – une sécurité permanente, d’ailleurs, car l’Égypte était alors la seule puissance militaire arabe. Les Israéliens en étaient conscients, mais ils ont préféré conquérir le Sinaï. Ce fut un choix déterminant, qui se répète depuis ce temps, Israël accordant systématiquement préséance à l’expansion sur la sécurité. Par conséquent, le pays ne peut que suivre les traces de l’Afrique du Sud sous l’apartheid: peu à peu, il s’isole, devient un État voyou, perd sa légitimité, comme l’a fait l’Afrique du Sud. La survie du régime israélien dépend du soutien des États-Unis. L’histoire de l’Afrique du Sud est très instructive. On pourrait pratiquement y remplacer le nom *Afrique du Sud* par *Israël*.

Autour de 1960, l’Afrique du Sud a admis qu’elle était en train de devenir le paria de la communauté internationale. Selon des documents déclassifiés, son ministère des Affaires étrangères avait déclaré à l’ambassadeur américain que tous les pays votaient contre le régime, mais que, tant que les États-Unis l’appuieraient, son gouvernement ne s’inquiéterait pas de cette mise au ban. En 1988, et même pour les quelques années qui ont suivi, l’Afrique du Sud pouvait encore compter sur l’appui solide de Washington. Sur celui de Thatcher également, mais essentiellement sur celui de Reagan. Quand les États-Unis ont changé de politique, l’apartheid a pris fin. Israël suit exactement le même chemin. À peu de chose près, le pays n’est soutenu que par les États-Unis. Il est en

train de perdre sa légitimité. Ses dirigeants s'en inquiètent, mais ils maintiendront leur politique d'expansion. Peu importe son mépris de l'opinion mondiale et du droit international, tout régime peut s'en tirer si la plus grosse brute du quartier est là pour le protéger. L'appui à Israël est cependant fragile: aux États-Unis mêmes, il commence à s'éroder, tout comme cela s'était produit pour l'Afrique du Sud. Le mouvement anti-apartheid américain n'a pas pris son envol avant les années 1980, soit 20 ans après son essor au Royaume-Uni. Il a cependant joué un rôle important en parvenant à infléchir la politique de Washington.

IP: Ce que vous dites est juste, mais, à certains égards, il existe une grande différence entre Israël et l'Afrique du Sud de l'apartheid. Selon la plupart des gens qui comparent les deux régimes, malheureusement, l'apartheid israélien sera beaucoup plus difficile à éliminer que ne l'a été son antécédent sud-africain.

NC: Ce n'est pas l'apartheid; je pense que c'est l'État qui va s'effondrer.

IP: On réclame un changement de régime.

NC: La situation est très différente de celle de l'apartheid. C'est vraiment une question de perte de légitimité, d'isolement.

IP: Ce que je veux dire, c'est que, sur le plan socioéconomique, la communauté blanche d'Afrique du Sud était assez homogène. Le groupe suprémaciste blanc d'Israël s'en distingue par sa polarisation économique et sociale. Cette caractéristique et la perte de légitimité internationale d'Israël dont parlait Noam sont deux phénomènes d'envergure, l'un se déroulant à l'intérieur du pays, l'autre à l'extérieur. Ils menacent réellement la viabilité

de l’État. Si vous appartenez au groupe ethnique dominant, mais que la tarte de l’économie est inégalement partagée, vous avez un problème.

Israël doit désormais promouvoir deux produits. Il doit vendre sa légitimité à un monde qui juge très difficile de l’accepter, mais il a aussi de la publicité à faire au sein même de ses frontières. Il doit expliquer aux juifs pauvres et marginalisés pourquoi leur appartenance au groupe ethnique dominant n’a pas amélioré leur niveau de vie, pourquoi ils vivent encore en milieu pauvre, pourquoi leur culture n’a pas droit de cité dans la culture dominante, d’origine européenne. Les stratèges israéliens répondront qu’ils ont fait face à la situation en désignant un ennemi commun, en soulevant un enjeu de sécurité, en menant la guerre à l’islam. Les justifications invoquées ont changé au fil du temps, mais la polarisation de la réalité socioéconomique, elle, s’est maintenue. Voilà la difficulté à laquelle se heurtent les Israéliens. On ne peut justifier indéfiniment la marginalisation et la polarisation socioéconomiques. Et le problème a pris de l’ampleur depuis 2008: la classe moyenne israélienne, tirée vers le bas, tend à se muer en classe moyenne inférieure, si bien que de moins en moins de gens obtiennent leur juste part de la richesse nationale, même s’ils font partie du «bon» groupe ethnique.

Dans le passé et jusqu’à tout récemment, la capacité d’Israël à convaincre un assez grand nombre de ses citoyens que leur appartenance ethnique les avantageait sur le plan économique reposait en grande partie sur l’aide financière colossale des États-Unis. On ne sait trop pour combien de temps encore celle-ci sera maintenue. Les interrogations sur l’ampleur des sommes dépensées à l’étranger par Washington n’émanent pas seulement des milieux anti-impérialistes américains, et les voix qui réclament une diminution de l’aide à Israël ne sont pas nécessairement propalestiniennes. La question consiste à savoir si l’État juif constitue

toujours un actif stratégique ou s'il n'est pas plutôt devenu un fardeau financier.

Ces processus affaibliront l'État sioniste à long terme. Mais ma plus grande crainte concerne l'avenir immédiat. Selon ce que m'ont raconté de vieux militants de l'ANC, le régime d'apartheid s'est montré particulièrement cruel et impitoyable dans ses dernières années. L'éventualité d'une chute du sionisme laisse présager une période très sombre de l'histoire de la Palestine. Il faut rester à l'affût de ce qui risque de se passer dans les prochaines années, et non à long terme. Pour l'avenir lointain, en matière de justice et de changement social, on peut se permettre un peu d'optimisme.

NC: Je ne pousserais pas l'analogie avec l'Afrique du Sud trop loin, car les différences entre les deux régimes sont frappantes. L'une d'elles, que les États-Unis n'admettront jamais pour des raisons évidentes, c'est que la destruction du régime sud-africain est attribuable aux Cubains. Ce sont eux qui ont chassé les agresseurs sud-africains de l'Angola et de la Namibie, qui ont fait voler en éclats le mythe du surhomme blanc. Ce sont des soldats noirs qui les ont chassés, ce qui a eu de profondes répercussions. Ça va prendre un bon moment avant que les Américains en prennent conscience. Quant à l'autre différence, vous venez d'en parler: la présence d'une communauté blanche homogène. La question des classes sociales est déterminante. En Afrique du Sud, on a pu trouver un terrain d'entente qui serait inimaginable en Israël: ne touchons pas au système socioéconomique et arrangeons-nous pour que quelques Noirs se déplacent en limousine. Rien de tel ne serait possible en Israël.

IP: Le parallèle entre l'Afrique du Sud et la Palestine a ses avantages et ses inconvénients. Israël compte déjà une bourgeoisie palestinienne. Il n'y avait

pas de médecins-chefs noirs sous l'apartheid sud-africain. Prenons l'exemple de la Galilée. Là-bas, le mélange des communautés devient peu à peu réalité, ce qui donne un avant-goût de l'avenir. L'État d'Israël est certes essentiellement ethnique et ségrégationniste, mais sa transition vers une reconnaissance de la réalité du terrain n'aurait pas besoin d'être aussi spectaculaire ou radicale que celle qu'a connue l'Afrique du Sud. Dans d'autres régions du pays, en particulier en Cisjordanie et dans le Grand Jérusalem, le changement nécessaire à la mise en place d'un régime plus juste serait toutefois très semblable à ce qu'a été la transition sud-africaine vers un État postapartheid. Il n'y a donc pas de mal à étudier de près le cas sud-africain, car il faut éviter de répéter les erreurs qui y ont été commises, mais il faut aussi être conscient des différences entre les deux situations, lesquelles imposent une réflexion originale sur le cas israélo-palestinien.

NC: L'Afrique du Sud était différente d'Israël en ce que sa population blanche avait besoin de son pendant noir, qui constituait sa force de travail. Israël n'a rien à faire des Palestiniens. Dans les faits, le régime sud-africain soutenait ses bantoustans. Il souhaitait leur développement parce qu'il devait assurer la reproduction de sa force de travail en vue de se tailler une place sur le marché mondial. C'est dans les détails que les deux processus diffèrent, même s'ils sont similaires. Comme je le disais tout à l'heure, Israël ne craindra pas de devenir un État voyou tant que les États-Unis l'appuieront. Ça ressemble beaucoup à la position qu'entretenait le régime sud-africain. C'est pourquoi j'ai souvent écrit, depuis les années 1970, que les gens qui se disent défenseurs d'Israël sont en fait les défenseurs de sa dégénérescence morale et, dans doute, de son éventuel anéantissement.

IP: Tout à fait.

CHAPITRE 3

Le présent[11]

Frank Barat: *Quel est le rôle des militants solidaires du peuple palestinien? Devraient-ils avoir des visées pragmatiques ou plutôt montrer la voie en adoptant des positions plus radicales et conformes à leur éthique? Devraient-ils insister sur l'occupation ou sur la nature même de l'État d'Israël?*

Noam Chomsky: Si leur objectif consiste à aider les Palestiniens, ils doivent évidemment défendre des positions fondées sur l'éthique, mais ils doivent aussi se montrer pragmatiques. Ils doivent s'interroger sur ce qui peut aider les Palestiniens ou leur nuire. Prenons l'exemple du mouvement contre la guerre du Vietnam. Scandalisés à raison par la guerre, de jeunes gens ont cru adopter une posture éthique en choisissant de détruire des propriétés américaines, dont des armes. Ces actes étaient certes fondés sur une éthique, mais se sont avérés néfastes. Les Vietnamiens s'y opposaient d'ailleurs fortement. Que de tels gestes permettent à des Américains de se donner bonne conscience n'avait aucune importance à leurs yeux: ce qui préoccupait les Vietnamiens, c'était ce qui leur arrivait, sur le terrain. Et ces

actions leur ont nui, car elles ont suscité une vive réaction et renforcé les appuis à la guerre. Quiconque envisage d'agir dans l'intérêt d'autrui est confronté à des choix de ce type. Un militant doit se demander si l'action qu'il envisage aidera les personnes dont il est solidaire, et non si elle lui donnera bonne conscience. Qualifiez cela de pragmatisme si ça vous chante; pour moi, il s'agit d'éthique: on doit se soucier des conséquences de ses actes sur les peuples dont on est solidaire.

Prenons le mouvement anti-apartheid. Ses membres se sont toujours montrés à la hauteur de cette exigence. Dans l'ensemble, ils ont opté pour des actions qui portaient atteinte au régime sud-africain tout en consolidant les appuis à la lutte anti-apartheid dans leurs pays respectifs. C'est ce qu'il faut faire. Et c'est ce qu'on peut faire. Dans le cas d'Israël, par exemple, j'ai lu voilà quelques jours un reportage qui faisait état de colonies de la vallée du Jourdain ayant vu leur financement réduit dans la foulée d'un mouvement européen de boycottage. Une telle action est pertinente pour deux raisons: elle nuit à l'occupation et est facile à comprendre par le grand public du pays où elle est menée. Il s'agit d'un processus éducatif. Les militants tentent d'expliquer à leurs concitoyens qu'Israël se livre à des activités criminelles et usent de moyens créatifs pour entraver lesdites activités. Les actions militantes de ce type sont les plus judicieuses. D'autres actions sont néfastes, en premier lieu parce qu'elles n'ont pratiquement aucun effet sur les politiques dénoncées, mais aussi parce qu'elles suscitent une réaction d'opposition prévisible dont profitent les criminels. Par exemple, au début des années 2000, quand Sharon a envahi la Cisjordanie et que des atrocités ont été commises à Jénine, des manifestations ont eu lieu ici. Une pétition condamnant l'agression circulait à l'Université Harvard. Je l'ai signée, avant tout par sympathie pour ses auteurs, mais je la trouvais mal conçue. Elle comportait des clauses

incompréhensibles pour le grand public, lesquelles allaient assurément susciter une réaction négative. On y insistait pour que l'université renonce à ses investissements en Israël, mais sans expliquer le contexte. Personne ne comprenait pourquoi. Ne pouvait-on pas plutôt s'en prendre à Harvard? Le résultat a confirmé mes prédictions. La réaction, virulente, ne s'est pas fait attendre et a réduit la pétition à néant. Au cours des deux mois qui ont suivi, on n'a plus parlé de Jénine à Harvard; on s'est plutôt demandé si le campus était gangrené par l'antisémitisme. Comme on pouvait s'y attendre, les répercussions ont été néfastes pour les Palestiniens. C'est aux questions de ce genre qu'on doit réfléchir. On devrait toujours accorder la priorité absolue aux conséquences potentielles de nos actions sur les victimes. Ces choix tactiques sont importants. Ils n'ont rien d'anodin. Des vies humaines en dépendent.

Les militants devraient réfléchir sérieusement aux effets et aux multiples dimensions de leurs actions. En premier lieu, quel est le lien entre ces actions et les politiques de l'État? En quoi influent-elles sur celles-ci? Ensuite, qu'en est-il de la population en général, que les militants souhaitent conscientiser et mobiliser en l'incitant à agir, que ce soit par la désobéissance civile ou d'autres moyens? Des gens pour qui j'éprouve beaucoup de respect, chrétiens pour la plupart, sont très engagés; à leurs yeux, il est très important de s'introduire par effraction dans des usines d'armement en vue d'y endommager les missiles qui s'y trouvent. Je comprends leurs motivations. Mais l'effet ne peut être que nuisible. D'abord, les travailleurs de ces usines ne saisissent pas ce que font les protestataires, à part menacer leurs emplois. Les militants ne leur expliquent pas le contexte qui préside à la destruction des missiles. Aucun effort d'éducation populaire n'est déployé pour expliquer aux gens qu'il s'agit d'un geste sensé. Il en résulte un énorme gaspillage de temps et d'argent

devant les tribunaux. Quelques militants sont jetés en prison, puis rien ne change. On devrait toujours se poser de telles questions.

Ilan Pappé: Selon moi, on doit tenir compte de trois éléments très importants: la fragmentation de la société palestinienne, la responsabilité de l'idéologie sioniste dans la situation actuelle d'Israël et de la Palestine, et la nécessité de trouver un équilibre entre posture éthique et action concrète.

Le premier élément se rapporte au plus grand fait d'armes du projet sioniste: la fragmentation du peuple palestinien. À cet égard, les Palestiniens ont davantage souffert que les Vietnamiens ou les Sud-Africains (mais pas en vies humaines, du moins pour les premiers). Depuis 1948, ils traversent les époques en tant que société fragmentée, si bien que divers groupes de Palestiniens subissent une infinité de politiques israéliennes différentes. L'absence de direction claire qui en découle fait en sorte que les militants étrangers ignorent à qui s'adresser pour connaître les priorités nationales du peuple dont ils sont solidaires; dans ces circonstances, il ne leur est pas toujours facile de trouver le message adéquat. Autrement dit, il est très difficile d'adopter une position éthique claire qui corresponde aux intérêts de l'ensemble des groupes palestiniens. Par exemple, les habitants de la Cisjordanie occupée et les Palestiniens réfugiés au Liban n'ont sans doute pas les mêmes priorités en ce qui a trait aux politiques mises en œuvre par Israël; par conséquent, les différents groupes peuvent entretenir des attentes contradictoires à l'endroit du mouvement de solidarité.

Le deuxième élément concerne le rôle et la responsabilité du sionisme. Je crois que les militants ont longtemps cherché un cadre capable d'englober le plus grand nombre possible de groupes de victimes palestiniennes, tout en restant conscients du fait que, dans certains cas, une politique conviendrait moins à tel groupe et mieux à tel autre. Ces dernières

années, le mouvement a fait d'intéressants progrès en ce sens: au lieu d'envisager le sionisme avant tout comme une idéologie ou une énigme intellectuelle à déconstruire, il considère désormais celui-ci comme la source de la plupart des maux qui rongent Israël et la Palestine. Les souffrances infligées aux Palestiniens par les politiques israéliennes sont diverses, mais ont une même source idéologique.

Selon moi, il est impératif que les militants s'en tiennent à ce cadre. Comme je l'ai souligné auparavant, il est anormal que, jusqu'ici, le sionisme soit resté à l'abri de toute contestation sérieuse. Les militants occidentaux se sentaient autorisés à manifester contre l'apartheid et ne limitaient pas leurs actions à telle ou telle politique du gouvernement sud-africain. Chez les militants propalestiniens d'aujourd'hui, on sent néanmoins une volonté grandissante de contester l'idéologie qui sous-tend les politiques qu'ils dénoncent.

Le troisième élément, enfin, est la nécessité de trouver un équilibre entre posture éthique et action concrète. En dernière analyse, ce sont les actions concrètes des militants qui aident les gens sur le terrain. Mais ce n'est pas toujours facile. C'est là une des difficultés auxquelles fait face la campagne BDS. Cette dernière peut être très efficace lorsqu'elle met l'accent sur les atrocités commises en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza assiégée. Mais elle mobilise aussi des gens de toutes conditions qui ne souhaitent pas soutenir un groupe palestinien en particulier, préférant condamner l'oppression et les violations des droits de la personne en dénonçant leurs responsables.

Il importe bien sûr de poursuivre le débat qu'a suscité la campagne BDS sur la nature et les politiques d'Israël et de s'en servir au besoin. Je peux donner deux exemples illustrant les différents rôles que peut jouer la campagne BDS. Si le plan Prawer, ce projet israélien de nettoyage ethnique

des Bédouins du Néguev, a échoué, ce n'est pas en raison des pressions exercées par la campagne BDS, mais plutôt parce que les Bédouins ont mis en garde le gouvernement contre les conséquences potentiellement funestes de sa tentative de déplacer de force une communauté qui compte des membres dans l'armée, la police et, à la marge, le crime organisé; bref, qui a accès à quantité d'armes.

En revanche, seule une vigoureuse campagne internationale ayant pour fer de lance un boycottage culturel pourra venir à bout efficacement du récent projet israélien de chasser les Palestiniens de la vieille ville d'Acre. Dans ce cas, mettre en évidence le lien qui existe entre l'idéologie raciste du sionisme et les politiques appliquées sur le terrain fait partie des tâches concrètes d'une campagne BDS.

Il est essentiel de pouvoir agir au cas par cas (et les cas n'ont pas manqué ces derniers temps). On doit prendre soin de ne pas s'en tenir à des slogans, savoir de quoi on parle et décrire très concrètement les atrocités que l'on constate. Dans la plupart des cas, le contexte général pourra être expliqué ultérieurement dans des débats intellectuels. Les militants doivent toutefois s'adresser directement à la communauté qui souffre, même si elle est dépourvue de direction nationale et que la réalité est fragmentée.

NC: Vous avez raison, et, à cet égard, je pense que le mouvement contre l'apartheid sud-africain constitue un excellent modèle. En général, il était assez concret: «Empêchons les équipes sportives de participer aux événements internationaux en raison de leurs conditions racistes», «Opposons-nous aux embauches racistes dans les universités». Tout cela était fort pertinent. Les campagnes visaient des politiques en particulier, et le contexte général était clair. Le grand public était en mesure de comprendre le message. Il importe cependant de souligner un autre aspect, fondamental, du mouvement anti-apartheid. Vers 1990, le régime

d’apartheid avait perdu presque tous ses appuis internationaux; seuls les États-Unis et le Royaume-Uni s’entêtaient à le soutenir. Ils l’appuieront d’ailleurs jusqu’à la fin. C’était suffisant pour le régime: tant qu’il pouvait compter sur Washington, rien ne viendrait le perturber (comme c’est le cas d’Israël aujourd’hui).

Par conséquent, les militants ont dû consacrer une bonne partie de leurs énergies à critiquer les États-Unis et, dans une moindre mesure, le Royaume-Uni. Il était essentiel qu’ils le fassent. C’est encore vrai aujourd’hui. Une partie de la faiblesse intellectuelle de la campagne BDS est attribuable au fait qu’elle vise Israël tout en épargnant les États-Unis. Le soutien de Washington est absolument essentiel à Israël. Tout comme l’Afrique du Sud d’autrefois, Israël sait qu’il peut être un État voyou et voir le monde se dresser contre lui, mais que tout cela restera sans importance tant que les États-Unis l’appuieront. C’était vrai pour l’Afrique du Sud et c’est vrai pour Israël. Le mouvement américain de solidarité doit insister sur cet aspect. Comment changer la politique israélienne de Washington? La question est fondamentale.

IP: Sous certains aspects, la politique américaine et la politique israélienne sont difficiles à distinguer l’une de l’autre.

NC: Ça fait partie du problème. Les États-Unis ne soutiennent pas Israël par grandeur d’âme, mais parce que cela sert leurs intérêts. Alors, oui, leurs politiques se recoupent bel et bien. On doit aussi tenir compte des relations culturelles. Le sionisme chrétien, par exemple, est très présent au sein de la base du Parti républicain: très antisémite, celle-ci appuie néanmoins Israël. On doit tenir compte de tous ces éléments.

IP: Je pensais aussi au secteur industriel et au monde universitaire, qui ne sont guère autonomes en Israël. À maints égards, ils font partie intégrante de leurs pendants américains.

NC: Vous avez raison. Ils ne sont pas autonomes. À tel point que le fleuron de l'industrie militaire israélienne, Rafael, a déménagé son siège social à Washington, c'est-à-dire là où se trouve l'argent.

IP: Sous cet angle, condamner l'élite israélienne pour sa complaisance, voire sa participation directe dans les atrocités qui sont commises revient en quelque sorte à s'attaquer à la pieuvre que sont les États-Unis.

NC: Si on l'affirme noir sur blanc. Pas si on omet de le mentionner.

IP: Je suis d'accord, on doit le préciser. Voilà un bon point.

FB: *Les pressions de la société civile, qu'elles s'exercent par le boycottage ou d'autres stratégies, peuvent-elles infléchir la politique américaine?*

NC: Selon moi, les États-Unis seront contraints, comme cela a toujours été le cas, de modifier leur politique extérieure en raison des pressions exercées par leurs citoyens. Revenons à l'Afrique du Sud. C'est la pression populaire qui a fini par amener le Congrès et les milieux d'affaires à retirer leurs billes de ce pays. L'exécutif est resté insensible, Reagan a opposé son veto aux sanctions votées par les parlementaires, mais la pression populaire était assez forte pour que le Congrès fasse fi de celui-ci. Dès lors, le président a dû contrevenir à la loi. La pression citoyenne a assurément fait une grande différence. Il en va ainsi pour tout enjeu, qu'il s'agisse des droits civils, des droits des femmes ou de quoi que ce soit d'autre. C'est aussi ce qui devra se produire dans le cas qui nous occupe. La campagne BDS va-t-elle dans ce

sens? Elle le pourrait. Jusqu'ici, toutefois, sa contribution a été plutôt mince, voire néfaste, en raison de la façon dont elle est menée. Mais cela pourrait changer, si ses artisans préparaient le terrain en offrant des programmes éducatifs destinés à expliquer le pourquoi de ces actions au grand public et si la campagne visait nommément les États-Unis. Reprenons l'exemple de la vallée du Jourdain. Aux États-Unis, je ne crois pas qu'on ait boycotté les produits qui y sont fabriqués, alors qu'on le devrait. Une telle campagne nuirait à la colonisation de la vallée, mais, aspect beaucoup plus important, elle mettrait au jour, ici même, la politique israélo-américaine de dépeuplement de la région, véritable plan de nettoyage ethnique. On chasse les Palestiniens (passés d'environ 200 000 habitants en 1967 à 60 000 aujourd'hui) pour les remplacer par des colons juifs, ce qui débouche sur une forme d'annexion confinant toute entité palestinienne aux 30% restants de la Cisjordanie. Washington appuie ces décisions et ces politiques. Un geste simple comme le boycottage de produits est un bon moyen de faire ressortir ces enjeux. Le grand public est en mesure de le comprendre. D'ailleurs, la campagne connaît déjà un certain succès en ce sens. Une de ses grandes réussites, attribuable en grande partie à de jeunes militants palestiniens, est visible dans les universités, où l'ambiance a radicalement changé par rapport à ces questions. Il y a tout juste quelques années, quand je donnais une conférence sur Israël et la Palestine – même ici au MIT –, je devais le faire sous protection policière. Aujourd'hui, c'est complètement différent. Si ma conférence avait lieu demain matin, elle attirerait un vaste public et on ne me poserait aucune question teintée d'animosité. Il s'agit là d'un changement d'envergure qui pourrait s'étendre à d'autres domaines.

Les jeunes militants ont souvent été à l'origine de mouvements populaires plus larges. Ce fut le cas du mouvement des droits civils et du mouvement pacifiste. Les jeunes peuvent avoir une grande influence sur le

cours des choses, ce qui préoccupe grandement les organisations sionistes. On en discute, on écrit sur le sujet, on s'inquiète. Les sionistes réalisent qu'ils sont en train de perdre la jeunesse. Le phénomène va finir par toucher la population en général, comme ce fut le cas en d'autres circonstances. La jeunesse peut faire une grande différence. L'élite tend à en minimiser l'importance, mais, en y regardant de plus près, dans les documents d'archives, par exemple, on peut en constater l'effet. Reprenons l'exemple du Vietnam. À la toute fin des *Pentagon Papers* se trouve une de leurs sections les plus intéressantes, dont on n'a jamais débattu parce qu'elle est trop explosive. Le dernier épisode qu'on y relate s'est déroulé en 1968, tout de suite après l'offensive du Têt, un important soulèvement sud-vietnamien qui avait duré deux mois. On y apprend que le président américain souhaitait envoyer des troupes supplémentaires au Vietnam, mais que l'état-major interarmées s'y opposait. Les généraux affirmaient avoir besoin de ces soldats pour contrôler l'agitation populaire qui secouait alors les États-Unis: «Des soulèvements sont à la veille d'éclater chez les jeunes, les femmes, les étudiants et les minorités, et nous devrons les écraser; nous ne pouvons pas envoyer de troupes supplémentaires», ont-ils écrit. Et ils n'en ont pas envoyé. La décision n'avait rien d'insignifiant. Elle était attribuable au militantisme populaire de masse. Si la même chose se produisait dans le cas de la Palestine, je crois que la politique américaine en sortirait transformée. Mais rien n'est gravé dans le marbre. De nombreux facteurs pourraient faire bouger les choses, mais, à y regarder de plus près, ils sont plutôt improbables. Par exemple, si les plus importants lobbys des États-Unis, à savoir ceux des milieux d'affaires, qui prédominent sur tout le reste, en venaient à considérer que le soutien accordé par Washington à Israël nuit à leurs intérêts, ils s'empresseraient d'y mettre un terme. C'est possible.

IP: Je crois que nous parlons ici de deux dimensions du militantisme. D'abord celle du militantisme organisé, qui s'exprime sur le terrain et dont font partie les mouvements responsables de la campagne BDS ou, dans les universités, de la Semaine contre l'apartheid israélien, lancée au Canada en 2005. Les jeunes gens qui animent ces groupes ont dû en quelque sorte inventer leur propre discours parce que l'OLP ne leur lançait aucun mot d'ordre, parce qu'aucun dirigeant ne leur donnait quelque indication sur la façon dont la société civile devrait agir au nom des Palestiniens. Ils se sont inspirés du mouvement anti-apartheid et du mouvement contre la guerre du Vietnam. Comme Noam le souligne avec raison, ils sont parvenus à transformer le discours qu'on entend dans les universités, ce qui constitue à mes yeux une grande réussite. Ce qui hier était tabou est maintenant tout à fait accepté, et il est beaucoup plus gênant de militer pour Israël aujourd'hui qu'il y a 20 ans! Cette grande réussite ne s'est pas immédiatement traduite par une transformation de la politique américaine, mais elle s'inscrit dans un processus plus large.

La seconde dimension touche la reconnaissance, par ses acteurs, de la complexité des effets potentiels du militantisme. On ne sait trop comment évaluer avec précision l'impact de l'action militante sur les quelques épisodes de l'histoire récente où ont pris fin de longues périodes de violation des droits de la personne. Revenons une fois de plus avec l'exemple de l'Afrique du Sud. Il est difficile de mettre en balance l'influence du mouvement de solidarité, et même celle du mouvement de libération sur le terrain, avec celle de la chute de l'Union soviétique dans l'effondrement de l'apartheid. Dans le cas d'Israël, on ne peut prévoir quel événement historique comparable jouera un rôle de catalyseur; ce pourrait être la chute de l'Arabie saoudite ou autre chose. Quoi qu'il advienne, rien ne sert de perdre son temps à prédire l'avenir. La question qui importe est la

suivante: en attendant un changement fondamental dans la politique américaine, peut-on gagner de petites batailles contre celle-ci? Existe-t-il des lacunes dont les militants pourraient tirer parti pour convaincre les décideurs américains de condamner ou même d'empêcher des atrocités comme le nettoyage ethnique ininterrompu des Palestiniens du Néguev, d'Acre ou du Grand Jérusalem?

Le mouvement devra sans doute se fixer des objectifs plus «modestes» qu'un changement d'envergure, bien que je ne voie rien de modeste à tenter d'aider les Gazaouis à ne plus crever de faim. Je reste optimiste, et je suis convaincu qu'un événement catalytique viendra changer la donne. Entre-temps, je souscris entièrement aux propos de Noam sur la souffrance des Palestiniens sur le terrain. Tu sais comme moi, Frank, à quel point il est difficile, lorsqu'on se rend dans la vallée du Jourdain (où j'ai séjourné il y a tout juste une semaine), de remonter le moral des gens en les informant du revirement spectaculaire de l'opinion publique américaine et occidentale. Cela ne soulage en rien leurs souffrances. Lorsqu'on leur parle avec enthousiasme de la campagne BDS, on se heurte à un mur d'indifférence. Et ils ont raison: ils n'ont toujours pas accès à leurs terres et à leurs sources d'eau, et font face à un risque imminent d'expulsion.

NC: Effectivement.

IP: Je pense que les attentes sur le terrain sont beaucoup plus concrètes et immédiates. Le mouvement de solidarité pourrait-il convaincre le consul américain à Jérusalem-Est de se rendre sur les lieux pour constater de ses propres yeux ce qu'endurent les populations soumises à l'occupation israélienne? Nous devons trouver le juste équilibre entre l'évolution du débat en Occident (rendue possible par la campagne BDS et les Semaines

contre l’apartheid israélien) et les résultats concrets sur le terrain (à l’aide de bonnes vieilles tactiques militantes).

NC: Oui.

IP: On prend pleinement conscience de ce besoin de résultats tangibles quand on parle avec les habitants de la bande de Gaza.

NC: Chez nous, on pourrait y arriver par l’action militante. Des campagnes pourraient être lancées afin d’exhorter le consul américain à se rendre en Cisjordanie. Ça s’est fait dans le cas de l’Afrique du Sud. Je ne souhaite pas trop m’étendre sur l’Afrique du Sud, mais, aux États-Unis et au Royaume-Uni, pour cause de fanatisme idéologique, on passe sous silence un aspect crucial de la chute de l’apartheid, à savoir l’importante contribution de Cuba, pourtant confirmée par quantité de travaux de recherche. Les Cubains ont envoyé des troupes, des soldats noirs pour l’essentiel, qui ont chassé les Sud-Africains de l’Angola et de la Namibie. Ce faisant, ils ont cassé le mythe du surhomme blanc, ce qui a eu un impact considérable sur l’Afrique du Sud blanche comme noire. Et les Sud-Africains en sont conscients. Quand Nelson Mandela est sorti de prison, il s’est empressé de faire l’éloge des Cubains pour leur inspiration, leur aide et leur rôle majeur dans la chute du régime. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, il règne une forme de fanatisme religieux en raison duquel on ne peut dire la vérité sur ces questions. Le facteur cubain a donc été déterminant, mais il ne fait évidemment pas partie de l’équation chez nous. On pourrait réfléchir à d’autres modèles, mais il importe de rompre avec les contraintes idéologiques occidentales qui nuisent à la reconnaissance d’un fait avéré. C’est primordial.

IP: On a vu un tel modèle commencer à se manifester, bien qu'il n'ait pas évolué de manière semblable. Au tout début de ce qu'on a appelé le Printemps arabe, les Israéliens étaient effarés par ces jeunes Égyptiens qui manifestaient au nom de tout ce à quoi Israël prétend être attaché (le libéralisme, la démocratie, etc.) tout en exprimant clairement leur appui à la cause palestinienne, comme en faisaient foi leurs pancartes. Cette défense simultanée de la Palestine et de la démocratie par de jeunes protestataires arabes a effrayé les Israéliens, qui dormiraient beaucoup mieux si le sentiment propalestinien était véhiculé de façon antidémocratique.

NC: Israël se perçoit comme «la villa dans la jungle[12]», mais la jungle s'est mise à observer la villa!

IP: Je suis un historien, alors ce ne sont pas quelques années qui vont m'impressionner. Je crois qu'on doit faire preuve d'une grande prudence lorsqu'on affirme savoir vers quoi se dirige le Printemps arabe. On doit cependant reconnaître que celui-ci recèle un potentiel inédit. Parce que trop de facteurs et d'acteurs sont inconnus, on ne peut prédire avec certitude les tendances à venir. On connaît bien les régimes arabes, l'opposition islamiste et les politiques occidentales, mais l'équilibre de ces forces pourrait être rompu par l'apparition d'un nouvel acteur.

NC: À l'heure actuelle, c'est l'incertitude qui règne, mais, dans les premiers moments du Printemps arabe, une forte solidarité s'était développée entre militants nord-américains, européens et égyptiens. Le Printemps arabe a commencé à peu près au même moment que le soulèvement du Wisconsin[13]. Les dirigeants syndicaux égyptiens ont fait parvenir des messages de soutien aux militants du Wisconsin, et, réciproquement, des gens d'Occupy sont allés en Égypte.

Un autre aspect du Printemps arabe est resté tabou aux États-Unis pour des raisons idéologiques: le rôle des syndicats. Le mouvement syndical y a joué un rôle très important. Parmi ses conquêtes durables, mentionnons une progression substantielle du droit d'association des travailleurs, bafoué sous l'ancien régime. Mais, là encore, il s'agit d'un sujet du genre de ceux dont on n'est pas censé parler ici. Il n'en est pas moins important.

FB: *Que dites-vous de la résolution de l'American Studies Association (ASA) qui appelle au boycottage universitaire d'Israël? Quelle est selon vous l'importance d'une telle initiative?*

NC: C'est ce que j'avais à l'esprit quand j'ai abordé le fiasco de Jénine. Les deux campagnes sont très semblables. Mal préparé, ce boycottage universitaire allait de toute évidence provoquer une réaction qui le reléguerait dans l'ombre. Il n'a pas été planifié adéquatement et a détourné l'attention qui aurait dû être portée aux crimes d'Israël et au soutien des États-Unis sur l'enjeu de la liberté universitaire. Un problème comparable à ce qui s'était produit en 2002, alors qu'on s'était désintéressé des crimes commis à Jénine – et du rôle joué par Washington – pour débattre de l'antisémitisme à Harvard. Comme on pouvait s'y attendre, la résolution de l'ASA a donné lieu à un grand débat sur la liberté universitaire aux États-Unis. Ce qui a nui aux Palestiniens. On doit se pencher sur ces questions. Quel effet peut avoir une résolution si on n'en a pas expliqué les tenants et aboutissants au public qu'on souhaite toucher? Si ce dernier en ignore la signification? Un effet néfaste. Quiconque prend connaissance de la résolution se pose immédiatement des questions. Elle commence ainsi: «Attendu que les États-Unis soutiennent les crimes d'Israël…» Et se conclut ainsi: «Nous boycottons l'Université de Tel-Aviv.» Ce n'est pas ce qui aurait dû suivre. Il aurait fallu lire ceci: «Attendu que les États-Unis

soutiennent les crimes d'Israël, nous boycottons l'Université Harvard.» Cette proposition n'est guère meilleure, mais elle a le mérite d'être logique. Presque immédiatement, une bonne centaine de recteurs ont publiquement condamné la résolution, qui a suscité un vif débat sur la liberté universitaire. En quoi tout cela a-t-il pu être bénéfique pour les Palestiniens? La résolution a détourné l'attention de l'enjeu, et, bien entendu, n'a nullement porté préjudice à Israël. Cette affaire est à mettre en contraste avec le boycottage des produits de la vallée du Jourdain. C'est assez révélateur. En premier lieu, ce boycottage a eu un réel impact; en second lieu, les gens étaient en mesure de le comprendre. On a pu s'en servir pour faire ressortir les principaux enjeux. Que font les Israéliens dans la vallée du Jourdain? Comment peuvent-ils s'en sortir impunément? Uniquement grâce à l'appui des États-Unis. Une telle campagne n'a que des effets bénéfiques. Elle nuit considérablement aux politiques de l'État d'Israël tout en ouvrant la voie, aux États-Unis, à une prise de conscience populaire et à des formes de militantisme qui pourraient mener à un infléchissement de la politique israélienne de Washington. La résolution de l'ASA, elle, a eu l'effet contraire.

IP: Sur cette question, je ne partage pas entièrement l'avis de Noam. Je passe actuellement une année sabbatique en Israël, où je suis à même de constater les réactions à la résolution de l'ASA. Je crois vraiment que celle-ci a des effets positifs en Israël. Elle fait sortir l'élite intellectuelle israélienne de sa zone de confort. Les universitaires sont préoccupés. Même s'ils ne prennent pas la résolution de haut, ils savent qu'elle pourrait avoir un genre d'effet domino, qui amènerait des regroupements d'universitaires américains à trouver des moyens plus efficaces de leur faire comprendre qu'ils condamnent leur position sur les politiques d'Israël.

De plus, les probabilités que la résolution suscite une réaction virulente sont très faibles en Israël, car les élites politiques et culturelles de ce pays sont tellement campées sur leurs positions fanatiques qu'elles ne pourraient se montrer plus intransigeantes qu'elles ne le sont déjà. Quant aux éléments sionistes progressistes de ces élites, je crois qu'une telle campagne les secoue de façon positive. Elle les force à adopter des positions plus claires sur l'oppression et l'occupation. Elle leur rappelle de façon brutale que l'image qu'ils se font d'Israël, celle d'une société démocratique, est remise en cause par des personnes qu'ils respectent et des associations auxquelles ils souhaitent appartenir. C'est de cette façon qu'on peut leur transmettre un signal d'alarme.

En second lieu, bien que les recteurs américains aient réagi de façon virulente, ce n'est pas pour défendre la démocratie universitaire, je crois. Tout comme on peut dire que, aux États-Unis, une action citoyenne contre Israël n'aurait pas l'aval du Congrès, qui serait plutôt porté à aller dans le sens opposé, c'est-à-dire à adopter une résolution contraire. Je sais que l'université n'est pas un système démocratique; elle n'est d'ailleurs pas censée l'être. Il s'agit d'un système de production du savoir, mais aussi d'un organisme humain constitué de deux types de membres: ceux qui le dirigent et ceux qui en font partie. Ce sont ces derniers qui ont une opinion sur Israël; ils peuvent exprimer celle-ci de diverses façons, y compris par l'entremise de leurs associations universitaires. Que cette opinion ne soit pas celle des recteurs n'est pas nécessairement une mauvaise chose. C'est un de ces débats vigoureux qui animent la communauté universitaire contemporaine.

NC: J'ai parlé d'une centaine de recteurs, mais il s'agit en fait du monde universitaire. La revue *Chronicle of Higher Education*, par exemple, a publié des articles de militants de longue date qui critiquaient vivement la

résolution de l’ASA. Des militants de premier plan comme Linda Gordon, qui ont passé leur vie à se prononcer sur toutes sortes d’enjeux. Cela dit, l’ASA aurait pu adopter une résolution judicieuse. Si elle avait appelé au boycottage de l’Université Bar-Ilan, qui a mis sur pied le campus Ariel, situé en plein cœur de la Cisjordanie, sa campagne aurait été comparable au boycottage des produits de la vallée du Jourdain. Compréhensible, sensée, une telle campagne contre une institution universitaire directement impliquée dans l’occupation aurait souligné un aspect fondamental de cette dernière. Pourquoi le campus Ariel existe-t-il? Il contribue à scinder la Cisjordanie en deux parties, voire en cinq aujourd’hui. Il importe de le souligner. Et, tant qu’à faire campagne contre des universités israéliennes, pourquoi ne pas s’en prendre à des institutions américaines, dont le bilan est bien pire? Bref, les recteurs ne sont pas seuls à avoir critiqué la résolution de l’ASA. Celle-ci n’a pas touché les travailleurs de la construction; elle visait le monde universitaire. Dans ce milieu, elle a détourné l’attention des crimes israéliens et, chose importante, du soutien américain, pour la faire porter sur l’enjeu global de la liberté universitaire. À cet égard, la résolution a eu un effet comparable à celui de la pétition contre les atrocités commises à Jénine. Selon moi, on doit porter une attention particulière à ces questions. Les institutions israéliennes ne sont pas plus fautives que les américaines; en fait, elles le sont beaucoup moins. Il aurait été beaucoup plus efficace de dénoncer l’Université Bar-Ilan ou une autre université directement impliquée dans l’occupation.

IP: L’Université hébraïque de Jérusalem est en train de prendre de l’expansion dans le quartier Issawiya.

NC: Alors il serait pertinent de la dénoncer.

IP: Je partage l'avis de Noam: une recherche approfondie sur la question s'impose[14]. Aucune étude n'a été publiée qui expliquerait clairement aux Américains ordinaires pourquoi il faut s'en prendre au monde universitaire israélien. On devrait présenter au public des preuves tangibles de la complaisance de ces institutions, de l'ampleur de leur collaboration à l'occupation et à l'oppression.

La campagne BDS est issue de la société civile palestinienne, mais elle a vu le jour parallèlement à des initiatives similaires lancées par des militants propalestiniens occidentaux. Ces derniers cherchaient des moyens de faire passer leur message à Israël, de lui dire qu'il dépasse les bornes. Professeurs, syndicalistes, journalistes, artistes et cinéastes peuvent mobiliser leurs pairs en vue d'affirmer la nécessité d'agir. Il importe aussi de bien connaître ses cibles et les raisons pour lesquelles on les vise. En ce qui concerne la résolution de l'ASA, je ne crois pas qu'elle soit aussi néfaste que ce qu'en dit Noam, dont je partage toutefois l'avis sur la nécessité d'actions plus concrètes et plus transparentes: on doit expliquer aux gens ce qu'on fait et pourquoi on le fait, et non tenir un discours globalisant en affirmant que tout le monde est criminel par association et mérite par conséquent d'être dénoncé. Mais, au lieu de briser l'élan, la critique pourrait être constructive.

Car cet élan est très fructueux. Sur le terrain, en Israël, on peut percevoir l'inquiétude suscitée par l'éventualité d'une prochaine étape, qui, comme l'a proposé Jibril Rajoub[15], pourrait être l'exclusion d'Israël de la Fédération internationale de football association (FIFA) ou de l'Union des associations européennes de football (UEFA). Là-bas, les milieux sportifs comprennent bien qu'un tel revers découlerait du traitement infligé par leur État aux Palestiniens en général et aux footballeurs palestiniens en particulier. Aucun débat sur l'antisémitisme n'a lieu dans ce contexte.

NC: Ça ressemblerait au cas sud-africain. On fait ressortir les gestes inacceptables de l'État en s'assurant que le message soit compris du public qu'on veut sensibiliser. L'ASA a fait le contraire.

FB: *Vous avez raison de souligner la nécessité de mener des recherches approfondies sur l'implication des institutions israéliennes dans l'occupation et les crimes de l'État…*

NC: Dans certains cas, cette implication saute aux yeux: il n'est pas vraiment nécessaire d'étudier en profondeur le cas du campus Ariel, par exemple.

IP: La complicité plus générale est moins facile à saisir.

NC: Celle de l'Université hébraïque de Jérusalem mériterait qu'on s'y penche.

FB: *Toutefois, si je me fie à ce que j'ai lu, j'ai l'impression que la plupart des institutions sont bel et bien complices de l'occupation et des crimes. Par conséquent, bien que j'admette la nécessité et l'utilité potentielle de recherches supplémentaires, je suis convaincu qu'une résolution comme celle de l'ASA contribue au processus éducatif. Aux États-Unis, le débat a certes dévié vers l'enjeu de la liberté universitaire, mais on s'est aussi demandé pourquoi l'ASA, une institution respectée, avait lancé un appel au boycottage d'Israël. Cette question n'aurait peut-être pas été soulevée si la résolution n'avait pas été adoptée.*

IP: Si j'ai bien compris ce que Noam cherche à dire, c'est que la question doit être envisagée sous un autre angle. On n'a pas encore convaincu les gens du caractère problématique d'Israël en tant qu'entité politique. On les

a convaincus de la nécessité pour Israël de mettre fin à l'occupation de la Cisjordanie et au blocus de la bande de Gaza, mais il s'agit d'autre chose. Si le mouvement de boycottage avait pour objectif principal le retrait de l'armée israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, il susciterait sans doute moins la controverse. Comme vous le savez, j'appuie ce mouvement, et je considère que l'État d'Israël pose problème en soi en raison de ce qu'il fait non seulement en Cisjordanie, mais aussi à Haïfa, au Néguev et à Acre. Ce qui, pour beaucoup d'Occidentaux, n'est toujours pas très clair. Ils ignorent que l'injustice ne se limite pas aux politiques israéliennes dans les territoires occupés et assiégés. Jusqu'ici, la campagne BDS a été un élan spontané, et non une stratégie. Selon moi, cet élan devrait s'accompagner de recherches, d'analyses et d'explications plus poussées.

NC: J'ajouterais qu'il est impératif d'inclure les États-Unis dans le portrait de la situation.

IP: Oui, je suis d'accord.

NC: Leur appui est indispensable aux politiques israéliennes. Tout comme il l'a été à l'apartheid sud-africain, jusqu'à la fin.

FB: *Comment pourrait-on souligner davantage le rôle des États-Unis? À mes yeux, les gens savent déjà qu'ils sont complices des crimes d'Israël. Un boycottage des États-Unis est-il vraiment envisageable?*

NC: Prenons l'exemple des négociations en cours, auxquelles le mouvement de solidarité devrait s'intéresser de plus près. Ces négociations sont organisées par les États-Unis, qui sont partie prenante au conflit. C'est comme si l'Iran était invité à agir comme médiateur dans le conflit entre chiites et sunnites en Irak! Tout le monde s'esclafferait! Le fait même que

Washington organise les négociations devrait être perçu comme une blague. On n’en est pas conscient, mais on devrait l’être. L’appui des États-Unis ne se limite pas à une aide militaire de trois milliards de dollars, car ils exercent aussi leur veto aux Nations unies, sans oublier leur soutien idéologique à Israël. Le plus frappant, aux États-Unis, c’est le silence qui entoure le rôle de Cuba en Afrique du Sud. Un rôle que taisent même des revues savantes. On doit s’attaquer à ces questions.

CHAPITRE 4

L’avenir[16]

Frank Barat: *Un Printemps israélien est-il imaginable?*

Noam Chomsky: Au cours des 10 dernières années, Israël a connu un important virage à droite vers le nationalisme et l’extrémisme, tant sur le plan politique que sur celui de l’humeur générale. Il règne en Israël une sorte de mentalité d’assiégés, comme en Afrique du Sud vers la fin de l’apartheid. «Tout le monde nous déteste, car tout le monde est antisémite, alors nous ferons bien ce qui nous chante.» Les Israéliens considèrent que rien n’est de leur faute, que tout est la faute des autres, et ils l’expriment avec une violence parfois inimaginable. Je pense par exemple à ces scènes constatées pendant l’opération Plomb durci contre Gaza, où des Israéliens installés dans des transats au sommet des collines applaudissaient chaque fois qu’une bombe tombait. Un tel comportement dépasse les limites de l’obscénité. Malheureusement, il est représentatif de l’état d’esprit d’une bonne partie de la population. Des courants contraires existent, mais, pour ce que j’en connais, ils sont plutôt marginaux. Les manifestants du boulevard Rothschild, qui avaient bâti un campement à la Occupy, avaient

des revendications assez minces: «Je veux améliorer mon sort. Je veux un meilleur logement.» En fait, les organisateurs avaient décidé de passer sous silence la question palestinienne. «Que puis-je obtenir pour rendre ma vie meilleure?» Il faut tout de même admettre que la société israélienne est passée d'un genre de social-démocratie de type plus ou moins scandinave à une forme extrême de néolibéralisme, une caricature digne des États-Unis, avec de fortes inégalités de richesse et de privilèges. Par ailleurs, l'ambiance séculière qui règne à Tel-Aviv montre qu'on déploie beaucoup d'énergie pour rendre Israël attrayant aux yeux de la jeunesse occidentale. À Tel-Aviv, il y a des bars gais et d'autres trucs du genre; la ville est sans doute la capitale gaie de la Méditerranée.

Cette société devient de plus en plus laide; elle s'est engagée sur une pente qu'on pourrait qualifier de suicidaire. Les Israéliens s'inquiètent beaucoup de ce qu'ils appellent la délégitimation – et il est vrai qu'ils sont en train de se délégitimer. J'ai l'impression que cette tendance est devenue à peu près inéluctable à partir de 1971, quand le pays a choisi de tourner le dos à la sécurité en faveur de l'expansion; ce virage a eu nombre de conséquences plus ou moins inévitables, mais somme toute assez prévisibles. On constate néanmoins des changements mineurs, dont j'ignore quelle sera la portée, dans la répression de la population palestinienne. Prenons l'exemple des lois les plus racistes de l'État d'Israël, celles qui régissent le territoire. Environ 92% des terres étaient entre les mains du Fonds national juif (Keren Kayemeth LeIsrael, KKL), une organisation qui, en vertu des contrats la liant à l'État, était tenue d'agir uniquement pour le bien «des gens de race, de religion ou d'origine juive» (c'était formulé ainsi). Grâce à un enchevêtrement de structures administratives et bureaucratiques, le KKL contrôlait donc dans les faits plus de 90% du territoire, d'où les Arabes étaient essentiellement exclus. Autour de l'an

2000, une faille est apparue dans cette structure: la Cour suprême l'a invalidée en principe dans une cause relative à une colonie en particulier. En vertu du jugement, il n'était désormais plus possible d'interdire les lieux aux Arabes, si bien que, au bout de cinq ou six ans, le couple palestinien qui tentait de s'y établir a finalement été autorisé à le faire. Cependant, et vous êtes sans doute mieux au fait du dossier que moi, Ilan, je ne crois pas que cette décision ait eu d'impact notable ailleurs, et les parlementaires tentent actuellement d'en amoindrir la portée. Il s'agit là d'un exemple parmi d'autres de la rigidité politique israélienne. Certaines situations sont vraiment choquantes. Dernièrement, Ruchama Marton, cette femme extraordinaire qui dirige une association de médecins israéliens pour les droits de la personne, m'a appris une chose que vous savez probablement, soit que, dans les hôpitaux d'Israël, les Palestiniennes en couches n'ont pas accès aux maternités réservées aux juives et se voient contraintes d'aller ailleurs. […] Il en va ainsi partout.

Le portrait n'est pas très joli. On ne peut séparer Israël comme tel du Grand Israël, dont les plans sont mis en œuvre en Cisjordanie. Et on tend à ignorer le plateau du Golan, occupé illégalement en dépit d'une condamnation explicite du Conseil de sécurité des Nations unies; on se plaît à oublier que cette région appartient en fait à la Syrie. Sans parler de Gaza, qui demeure une horrible prison et dont la situation s'est aggravée depuis que le régime militaire égyptien bouche les tunnels et menace l'enclave de représailles. Le portrait d'ensemble est extrêmement désagréable – un doux euphémisme –, et je crains que la situation ne s'aggrave.

Ilan Pappé: Oui, je suis tout à fait d'accord avec vous. Vous soulevez là un enjeu important: pour quiconque observe la situation de l'intérieur, souhaite s'impliquer et s'interroge sur les possibilités de changement de l'intérieur, la réponse à cette question déterminera la stratégie à adopter. Si l'on en

vient à la conclusion qui, je pense, était au cœur de la stratégie de lutte contre l'apartheid sud-africain et selon laquelle rien ne laissait présager un changement de l'intérieur, on en déduit que le principal espoir de changement réside dans la pression de l'extérieur, ou encore dans une défaite militaire, une option qui était pertinente à l'époque des mouvements de libération nationale, mais l'est sans doute moins de nos jours.

Dans cette optique, il peut être utile de faire état de deux enjeux connexes – ou plutôt de deux disparitions. L'une d'elles est celle du sionisme progressiste en tant qu'acteur incontournable de la scène politique israélienne. En Israël, il ne semble plus y avoir de place pour les personnes qui cherchent à concilier les principes universalistes, soient-ils libéraux ou socialistes, avec la définition raciste du sionisme.

La seconde disparition est celle de la ligne verte. Plus de 45 années d'occupation ont gommé la distinction entre «ici» et «là». Actuellement, cette tendance est confirmée par l'annexion rampante de la zone C par Israël et par la proposition du ministre Avigdor Liberman de rattacher les citoyens palestino-israéliens du Wadi Ara à la Cisjordanie. Cette dynamique montre plus clairement que les politiques israéliennes de dépossession et d'occupation ne se limitent pas à une zone ou à un groupe de Palestiniens en particulier.

Ces deux disparitions renforcent ma conviction selon laquelle on ne doit pas s'attendre à ce que le changement émane d'Israël. Il s'y trouve bien quelques mouvements qui tentent de faire bouger les choses de l'intérieur et des groupes issus des jeunes générations qui mènent des actions d'un genre inédit, tels les Anarchistes contre le Mur et Nouveau Profil, mais leurs effectifs sont insuffisants, et ils ne se développent pas à un rythme permettant d'espérer les voir former un mouvement de masse.

Dans ce contexte, il peut être utile de se pencher sur les manifestations de 2011 pour la justice sociale en Israël. Ce mouvement, qui exprimait un changement de priorités dans la classe moyenne israélienne, n'a malheureusement pas témoigné de sensibilité particulière à l'égard des Palestiniens. Si ces manifestations ont attiré beaucoup plus de monde que celles qui avaient lieu dans la plupart des pays occidentaux, y compris dans la foulée de la crise financière de 2008, c'est surtout en raison de la décision des banques israéliennes de mettre un terme aux autorisations à découvert. Quel que fût son revenu, tout Israélien pouvait dépenser à sa guise; par conséquent, les membres de la classe moyenne vivaient bien au-dessus de leurs moyens. La récréation a donc pris fin, et la dure réalité a repris le dessus. Le salaire moyen ne permet pas d'avoir un niveau de vie satisfaisant, en particulier en matière de logement. C'est une prise de conscience de cette situation qui a mené aux manifestations de 2011. Les banques ayant cessé d'accorder systématiquement des autorisations de découvert, les Israéliens ont dû apprendre à se débrouiller avec leurs seuls salaires, relativement peu élevés. Ils ne pouvaient plus se permettre le bien le plus onéreux du marché, à savoir le logement, devenu la principale motivation du mouvement de protestation.

Envisagée sous un angle macroéconomique, la situation se résume ainsi: la classe moyenne s'appauvrit, et les riches s'enrichissent. Cette tendance pourrait avoir un impact sur les questions dont nous sommes en train de discuter. Une société dénuée d'intégrité socioéconomique et de solidarité peut s'effondrer de l'intérieur, ce que même l'endoctrinement idéologique le plus intensif ne pourrait empêcher.

NC: À cet égard, la situation israélienne est vraiment différente de celle de l'Afrique du Sud sous l'apartheid. En Afrique du Sud, les Noirs opprimés représentaient 85% de la population. Ils étaient la force de travail du pays;

leurs oppresseurs dépendaient d'eux. Sans parler de l'imposante armée cubaine qui chassait les Sud-Africains des pays avoisinants. En outre, dans les années 1980, et après les événements de 1987 à Soweto, le pays a été le théâtre d'une forte vague de militantisme noir. On ne constate rien de comparable en Israël.

IP: Pas vraiment, en effet.

FB: *Venons-en à la société palestinienne et à sa vie politique. Sur le site du réseau* Al-Shabaka, *le professeur gazaoui Haidar Eid a écrit que «la seule voie d'avenir consiste probablement pour les Palestiniens à cesser de participer au système politique palestinien actuel, qui ne laisse aucune place au changement radical. Ceux-ci devraient revenir à la base et bâtir une véritable alternative politique de façon organique.»*

Que pensez-vous de cette idée de non-participation? Les Européens et les autres Occidentaux ne devraient-ils pas l'adopter eux aussi? Nos gouvernements, soient-ils républicains, démocrates, de droite ou de gauche, ne nous représentent pas, et cesser de participer au système actuel pourrait permettre de bâtir quelque chose de nettement meilleur…

NC: Venant d'un citoyen de Gaza, une telle affirmation est assez compréhensible; c'est comme un cri de désespoir. Comme je vous le disais plus tôt, j'y suis allé dernièrement, et j'ai pu constater à quel point la situation est grave. Mais de quoi s'agit-il? À quoi cesse-t-on de participer?

En Occident, je ne crois pas que l'idée signifie grand-chose non plus. Il est vrai que nos gouvernements ne nous représentent pas, mais les possibilités sont nombreuses; nous ne vivons pas dans des États fascistes. L'État dispose certes d'un pouvoir bien réel, mais sa capacité de répression n'est pas très grande. C'est une structure assez fragile qu'on peut influencer

et modifier. Je ne vois pas trop à quoi rime l'idée de s'en séparer. S'agit-il de partir pour le Montana et d'y dénicher un lopin de terre où faire pousser sa propre nourriture? Certaines interprétations de cette idée sont pertinentes, comme l'agriculture locale ou urbaine, et de nombreux projets pourraient libérer les gens des forces sociales et économiques dominantes, mais, dans le cadre des institutions existantes, les occasions d'induire des changements importants ne manquent pas, ce qui n'est pas le cas à Gaza. Je ne crois pas que les deux contextes soient comparables.

IP: Dans cette perspective, il importe de prêter attention à la perception des gens sur le terrain, et surtout à leur souhait de moins dépendre des structures politiques existantes, qui ont amèrement déçu les Palestiniens, où qu'ils se trouvent.

Si l'on veut prendre en compte ce sentiment, on peut à tout le moins affirmer, avec prudence, qu'on cherche de nouvelles idées pour redéfinir les relations entre les juifs et les Arabes établis entre le fleuve Jourdain et la mer Méditerranée. Cette redéfinition ne devrait toutefois pas se faire à l'encontre des structures existantes, mais plutôt en dialogue avec elles. Il est souhaitable qu'elle réunisse le plus grand nombre de participants possible, que ceux-ci soient membres du Fatah, du Hamas ou de partis politiques israéliens; elle pourrait constituer un bon point de départ pour s'entendre sur un portrait et une analyse de la situation actuelle. Si les structures existantes s'avèrent inadaptées à la nouvelle réalité, elles disparaîtront de toute manière. Ce n'est pas à moi de prôner leur démantèlement.

Quelques exemples s'imposent. Les Israéliens peuvent nier le fait qu'ils ont vécu plus longtemps avec la Cisjordanie que sans elle, et que c'est pour l'ensemble du territoire constitué d'Israël, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza qu'on doit trouver une solution, et non pour la seule Cisjordanie. Les Palestiniens, eux, peuvent nier la présence d'une troisième

génération de colons sionistes, mais ils doivent néanmoins admettre qu'ils ont raté l'occasion historique de chasser la première vague d'envahisseurs (si une telle occasion s'est bel et bien présentée).

Aussi, deux impulsions contradictoires s'annoncent: les Israéliens souhaitent maintenir le statu quo et les Palestiniens brûlent d'envie d'en finir avec celui-ci. Les premiers ont beaucoup à perdre en matière de privilèges et de pouvoir, et les seconds ont tout à gagner. C'est pourquoi faire pression sur Israël est essentiel à la paix ou à la réconciliation.

Une autre voie d'avenir pourrait être celle à laquelle Noam faisait allusion tout à l'heure, qui consisterait en quelque sorte à faire comprendre aux Israéliens qu'ils se sont enfermés dans une logique suicidaire. En prenant soin de leur expliquer leur part de responsabilité dans la situation. Ils érigent des murs, s'arment jusqu'aux dents, et pourtant leur insécurité ne cesse de grandir. C'est de ce côté qu'on devrait regarder pour éviter de renoncer à l'idéal utopique d'un avenir sans État et à la mise en place d'une structure politique capable de mettre fin le plus rapidement possible aux souffrances des gens sur le terrain.

NC: J'ai l'impression que les Israéliens ont une certaine conscience de la fragilité de leur avenir. En témoigne le fait qu'ils sont assez nombreux à tenter d'obtenir deux passeports.

IP: Absolument.

NC: J'ignore les proportions du phénomène, mais il concerne une part importante de la population.

IP: En effet. Beaucoup de monde.

NC: Si le pire devait se produire, ils iraient à New York…

IP: Pas les juifs arabes, qui n'ont nulle part où aller!

NC: J'ai lu quelque part que la communauté juive qui connaît l'expansion démographique la plus rapide est celle de Berlin…

IP: Oui, c'est tout à fait vrai. Il y a là quelque chose d'ironique!

NC: On doit se demander ce qu'Israël planifie et sera en mesure d'appliquer tant que les États-Unis l'appuieront, et s'interroger sur la stratégie à adopter pour cet avenir relativement proche. Ce que vous avez dit à propos de la Zone C et du Wadi Ara est tout à fait juste. Il est indéniable qu'on envisage la création d'un Grand Israël qui, bien entendu, inclurait le plateau du Golan et séparerait Gaza de la Cisjordanie, au mépris des accords d'Oslo et de tout le reste… Car on n'a que faire des lois. En ce qui concerne la Cisjordanie, Israël prévoit assurément d'annexer tout ce qui se trouve à l'intérieur de ce qu'on appelle le «mur de séparation» qui, dans les faits, est un mur d'annexion. Le Grand Jérusalem est probablement cinq fois plus étendu qu'il ne l'a jamais été, et on en chasse systématiquement les Palestiniens; il n'y reste pratiquement plus d'institutions palestiniennes. Viennent ensuite les corridors. À l'est de Jérusalem se trouve celui qui se rend à Maale Adoumim, bâti pour l'essentiel dans les années 1990. Le territoire de Maale Adoumim s'étend bien au-delà de la colonie qui s'y trouve; il atteint presque Jéricho, scindant ainsi la Cisjordanie. Les Israéliens ne sont cependant pas encore parvenus à peupler le secteur appelé E1.

Avant Obama, chaque président des États-Unis s'est opposé à la colonisation de ce secteur. Obama, lui, s'est contenté de dire que cela nuirait au processus de paix, laissant à Israël le champ libre pour compléter l'encerclement de Jérusalem. Les corridors se trouvent au nord. L'un d'eux

desservirait Ariel, où se trouve l'université dont nous avons parlé, et un autre Kedoumim; il traverserait ainsi une bonne partie du territoire restant. Tout indique que les Israéliens planifient l'annexion de la zone C; ils le nient, mais ont néanmoins mis la main sur une bonne partie de celle-ci. La vallée du Jourdain, qu'Israël prétend n'occuper que pour des raisons de sécurité, est en fait inaccessible à la plupart des Palestiniens. Israël invoque l'enjeu de la «sécurité» pour justifier la multiplication de ses colonies. Quand on se penche sur les plans qui sont en voie de se concrétiser, on y décèle une intention claire d'annexer la vallée du Jourdain. Sous cette forme, le Grand Israël ne compterait que très peu de Palestiniens dans sa population. Les Israéliens seraient ainsi débarrassés de ce qu'on nomme le problème démographique – trop de non-juifs dans l'État juif, quel concept abominable… mais ils n'auront pas ce problème, car si la vallée du Jourdain était intégrée à Israël, et je suis sûr que c'est ce qu'ils ont planifié, la proportion des Palestiniens diminuera. Aujourd'hui, ceux-ci doivent s'inquiéter des échanges de terres, et je crois que cela se produira précisément où vous l'avez dit, en Galilée du Nord, où vit une importante population arabe. Ces Palestiniens ne semblent pas souhaiter procéder à ces échanges de terres, non parce qu'ils aiment Israël, mais parce qu'ils ne veulent pas être chassés d'une société riche et développée pour se retrouver dans ce que l'un d'eux a qualifié de *punching bag* dans un article du quotidien *Haaretz* – ce que la Palestine est d'ailleurs en train de devenir. Même s'ils ne veulent pas partir, une société raciste les forcera à le faire. Au monde occidental, les Israéliens présenteront ces échanges de terres comme le don généreux d'un fragment d'Israël à l'État palestinien – celui dont ils ne veulent plus parce qu'il compte trop d'Arabes. Peut-être leur offriront-ils aussi une fraction du Néguev. C'est ainsi que les choses

semblent se présenter sur le terrain; si tel est bien le cas, il s'agit de la situation à laquelle nous devons faire face.

FB: *Selon vous, professeur Pappé, la nouvelle réalité devrait prendre la forme d'un système politique unique qui gouvernerait à la fois les Palestiniens et les juifs d'Israël. Pour concrétiser cet État commun, vous insistez sur la nécessité de lutter pour une transformation du fondement, des règles et des lois du système. Quant à vous, professeur Chomsky, qui défendez depuis des décennies l'idée d'un État commun, binational, croyez-vous que nous devrons composer avec la solution à deux États, qui fait consensus, avant d'en arriver à un État unique?*

NC: Oui, car Israël et les États-Unis n'accepteront jamais l'idée d'un État commun. Ils ont une meilleure solution, de leur point de vue, pour prendre le contrôle de ce dont je viens de parler, ce Grand Israël où vivraient très peu de Palestiniens – en proportion inférieure à celle qui existe aujourd'hui en Israël. La population palestinienne se concentrerait à l'extérieur. Je crois qu'on planifie de les y faire croupir, ou peut-être de les laisser partir. Il y aurait une structure néocoloniale typique, pourvue d'un centre destiné à l'élite. À Ramallah, où il y a de jolies maisons, des théâtres et des bars, les Occidentaux pourraient constater à quel point la Palestine est splendide, comme ils le font ailleurs dans le tiers-monde: dans le pays le plus pauvre d'Afrique centrale, on trouve de tels secteurs, semblables à Paris ou à Londres et réservés à l'élite. En fait, c'est dans les années 1990 que des industriels israéliens ont ouvertement pressé le gouvernement d'abandonner son programme colonial pour en adopter un nouveau, qualifié de néocolonial. L'objectif consiste à mettre en place une entité digne du tiers-monde où croupirait la majorité de la population, mais qui comporterait un genre de centre destiné aux Palestiniens riches et privilégiés. Si cette

analyse est juste, deux options s'offrent à la région: un Grand Israël où vivraient de rares Palestiniens, la majorité d'entre eux se trouvant ailleurs, ou la solution à deux États. La seconde option a fait son temps, mais elle a le mérite de bénéficier d'un large soutien international, même si Washington empêche sa mise en œuvre depuis plus de 35 ans. Je ne crois pas que les colonies soient irréversibles.

L'opinion d'Ilan pourrait m'intéresser, mais j'ai l'impression que l'État d'Israël pourrait faire [en Cisjordanie] ce qu'il aurait pu faire à Gaza, s'il l'avait voulu. Il n'avait pas besoin d'obliger les juifs à quitter la bande de Gaza et n'a joué ce jeu que pour impressionner les pays occidentaux. Le 1er août, il aurait pu annoncer que «les forces de défense israéliennes vont quitter Gaza; si vous grimpez dans les camions que nous vous donnons, nous vous emmènerons de vos logements subventionnés de Gaza vers de meilleurs logements subventionnés en Cisjordanie». Il pourrait faire la même chose en Cisjordanie. S'il annonçait que Tsahal s'en retire et que les gens peuvent en partir, bien des juifs en viendraient à estimer que la Cisjordanie est un endroit où il fait bon vivre, qui s'ajoute à leurs villages subventionnés, à leurs jolies banlieues, à Tel-Aviv, à Jérusalem, aux autoroutes leur permettant de se rendre en plein cœur de Tel-Aviv sans apercevoir un seul Arabe, etc. Si certains juifs souhaitent s'accrocher au moindre rocher, je ne vois pas pourquoi on devrait leur interdire de le faire, ils peuvent demeurer dans un État palestinien. Il ne faut pas exclure cette possibilité. Je ne crois pas que les probabilités soient très élevées (en fait, elles me semblent plutôt minces), mais il s'agit selon moi de la seule solution de rechange réaliste au projet de Grand Israël.

Par ailleurs, si deux États étaient institués (peu importe la médiocrité de cette solution), j'estime que leurs frontières finiraient par s'éroder, car, comme le sait quiconque connaît le moindrement le pays, il est impossible

d’y tracer des lignes de démarcation claires; cela n’a aucun sens. Dans le passé, chaque fois que les tensions se sont apaisées, des frontières qu’on croyait nettes ont connu une certaine érosion, et des échanges commerciaux, culturels ou autres ont commencé à se développer. On ignore où cette dynamique pourrait mener, mais, à long terme, elle pourrait favoriser une plus grande intégration, possiblement de type fédéral. Comme je l’ai déjà mentionné, les frontières impériales n’ont rien de sacré pour moi; je ne crois pas qu’il faille les maintenir, mais je ne vois pas d’autre alternative que ces deux possibilités.

La solution à un État, elle, est certes assez intéressante pour qu’on la garde à l’esprit, mais elle ne fait pas partie des options réalistes. Les deux scénarios dont je viens de parler sont les seuls possibles, et, selon moi, tous les camps (Shin Bet[17], dirigeants palestiniens, observateurs internationaux) induisent le monde en erreur lorsqu’ils laissent entendre qu’on peut choisir entre deux États et un État. Là n’est pas l’alternative. Seules la solution à deux États et la création d’un Grand Israël sont possibles, et ce dernier ne compterait aucun Palestinien (ou en compterait peu).

IP: Mon point de vue sur la question diffère quelque peu du vôtre. Selon moi, la répartition du pouvoir sur le terrain et la nature de la relation d’Israël avec les États-Unis et avec la communauté internationale font en sorte que la solution à deux États ne peut être mise en œuvre que selon des modalités définies par Israël.

Et cette interprétation correspond à la création d’un Grand Israël. Malgré le soutien international dont jouit l’idée d’établir deux États distincts, il n’en résulterait pas des modèles très différents l’un de l’autre. Les deux entités se distingueraient sur le plan de leur légitimité internationale, et les Palestiniens y gagneraient une certaine indépendance

symbolique et un minimum de prestige, mais la relation entre Israéliens et Palestiniens resterait fondamentalement la même.

À mes yeux, il n'est pas très logique d'appuyer une solution qui, si elle se concrétisait, viendrait légitimer le projet d'un Grand Israël. En 2014, la solution à deux États ne peut emprunter qu'une seule direction, qui passe par sa légitimation internationale. La communauté internationale est à la recherche d'un Abou Mazen qui adopterait l'interprétation israélienne de la solution à deux États qui, une fois mise en application, permettrait au Grand Israël de se perpétuer sous le vernis d'une légitimité internationale.

À l'encontre du Grand Israël qui existe déjà, on devrait revendiquer un changement de régime en menant une campagne fondée sur le principe d'égalité des droits de la personne et des droits civils, en espérant que l'évolution du contexte régional et international lui soit favorable. Ce que fait actuellement la communauté internationale me rappelle cette fameuse blague juive de l'ivrogne qui, de nuit, cherche au pied d'un lampadaire sa clé, qu'il sait avoir perdue ailleurs, simplement parce qu'il y voit clair.

NC: Nous n'avons peut-être pas exactement la même vision de ce qui pourrait se produire, et personne ne peut prévoir l'avenir avec certitude, mais je pense que nous devrions pouvoir nous entendre sur cette question. Le discours d'usage est hautement trompeur: bien qu'elle soit évoquée par tous les camps, tant chez les dirigeants israéliens que chez leurs homologues palestiniens, l'alternative entre les solutions à un et à deux États est une vue de l'esprit. Le texte d'Ian Lustick[18] m'a étonné, mais l'option à un État n'est pas sur la table. Il ne reste que deux possibilités: soit un Grand Israël, soit une variante de celui-ci, qualifiée de solution à deux États ou peut-être de consensus international. La question est: quelles sont les probabilités de voir le consensus international ou une solution similaire se concrétiser, et non le seul projet israélien?

Je pense qu'on ne connaît pas la réponse. Peut-être avez-vous raison: il se peut effectivement que la solution à deux États relève de l'histoire ancienne. Mais il se peut aussi qu'elle soit encore viable, qu'elle puisse correspondre à ce que proposait l'initiative de Genève, qui, même si elle n'avait rien d'extraordinaire, ne visait pas la création d'un Grand Israël. Le régime qui en résulterait serait différent. En premier lieu, la vallée du Jourdain ne serait pas attribuée à Israël, tout comme la plus grande partie de la zone C; Jérusalem se verrait en quelque sorte subdivisée et abriterait des institutions palestiniennes; et les échanges de territoires ne porteraient pas sur des endroits comme le Wadi Ara, mais plutôt sur des terres fertiles à proximité de Gaza, ce qui pourrait offrir des possibilités intéressantes aux Gazaouis. Ces différences ne sont pas énormes, mais il s'agit bel et bien de différences. J'ignore à quel point une telle hypothèse est réaliste, mais j'ai l'impression que, si Washington réorientait ses politiques, elle le serait.

Là encore, je ne pense pas qu'on puisse pousser l'analogie avec l'Afrique du Sud trop loin, car le cas israélo-palestinien s'en éloigne trop: l'imposant mouvement militant noir contre l'apartheid ne pourrait avoir d'équivalent en Israël, et rien ne laisse présager une issue comparable à la défaite de l'Afrique du Sud aux mains de l'armée cubaine. Il existe néanmoins des similitudes, comme la position des États-Unis. L'Europe pourrait aussi se prononcer. Plutôt timide, elle n'ose pas s'immiscer dans les affaires de son patron, mais il n'y a là rien d'inéluctable. Certains pays du tiers-monde gagnent actuellement en indépendance. La puissance des États-Unis reste écrasante, mais le pouvoir mondial est beaucoup plus diffus qu'il ne l'était autrefois, ce qui pourrait faire une différence. Les pays arabes ne sont pas très puissants, mais pourraient connaître une évolution inattendue. Je ne crois pas que le Printemps arabe soit terminé, et d'autres événements pourraient mener à la concrétisation d'une solution à deux États certes

douteuse, mais préférable à l'avènement d'un Grand Israël. On ne peut prévoir ce qui se produira.

IP: Il existe d'autres avenues. La dichotomie qui oppose les solutions à un et à deux États peut être interprétée de deux façons. La première consiste à la considérer comme un débat sur ce qui constitue la meilleure solution pour l'avenir; la seconde, à l'envisager comme une façon de décrire la réalité contemporaine. Par exemple, si des Arabes israéliens appuient la solution à deux États, cela signifie qu'ils souscrivent encore à l'affirmation avancée par Arafat à l'époque d'Oslo, selon laquelle ils ne font partie ni de l'équation ni de la solution. Et qu'ils préfèrent participer au système israélien actuel, sans suivre l'ordre du jour des autres groupes palestiniens. En revanche, s'ils partagent l'avis de Haidar Eid[19], cela signifie que, même s'ils ne disposent pas du pouvoir politique qui leur permettrait de changer les choses, ils ont tout de même la «permission de raconter» leur propre version du passé et de l'avenir, comme le soulignait Edward Saïd en 1982.

Je dois bien sûr admettre qu'il n'est pas facile de dresser un portrait clair de l'opinion des Palestiniens sur la question, en particulier de ceux qui habitent la Palestine historique. Des Palestiniens qui vivent en Israël souhaitent peut-être que l'OLP les représente, mais le déclarer leur serait suicidaire; en même temps, ils sont pleinement conscients des limites auxquelles se heurtent leurs représentants à la Knesset en ce qui concerne la satisfaction des besoins de leur communauté.

Malgré ces difficultés, les Palestiniens commencent à s'adapter aux nouvelles réalités. Les liens culturels, politiques, sociaux et économiques de plus en plus étroits entre Palestiniens des deux côtés de la ligne verte et même des communautés exilées montrent que, à petite échelle et sans en faire étalage, ils envisagent la réalité comme on le ferait dans un seul État, dont ils semblent avoir une vision commune.

Dans une autre perspective, une évolution similaire a cours dans le camp juif. Les premiers colons de Cisjordanie sont là depuis aussi longtemps que la plupart des juifs établis en Israël. Ils se perçoivent soit comme les rédempteurs d'une terre ancienne, désireux de poursuivre la dépossession des Palestiniens, soit comme de simples colons condamnés à s'entendre avec la population autochtone. L'important n'est pas la proportion d'Israéliens favorables à la solution à deux États (ils sont nombreux à l'être), mais leur perception du Grand Jérusalem, de Kiryat Arba, d'Ariel et de la vallée du Jourdain. L'immense majorité d'entre eux considère que ces endroits feraient partie de l'État juif si une solution à deux États était mise en œuvre. Un tel scénario ne laisserait rien à l'autre État; on peut donc en conclure qu'ils appuient en fait une solution à un État où le sionisme continuerait de sévir en tant qu'idéologie raciste. Mais, s'ils se laissaient convaincre, ils finiraient peut-être par accepter de bâtir un tel État sur un fondement démocratique différent.

C'est pourquoi je considère qu'appuyer une solution à un État implique de militer pour la constitution d'un territoire unique dont les habitants formeraient un seul peuple. Il faut éviter de succomber à l'interprétation sioniste de la solution à deux États, qui limite la conception d'un État juif, où vivraient peu de Palestiniens, à «seulement» 80% de la Palestine historique. Je persiste à croire que la principale motivation des Israéliens favorables à la solution à deux États n'est pas une réconciliation avec les Palestiniens, mais le contrôle de la plus grande partie du territoire possible, où vivraient le moins de Palestiniens possible.

NC: C'est là un tout autre scénario. Permettez-moi de revenir à la distinction que vous établissez entre ce qui peut être fait à l'intérieur et ce qu'on peut faire à l'extérieur. Quand je réfléchis à la question, je me concentre sur ce qu'on peut accomplir à l'extérieur, et je n'ai aucune prise

sur les décisions des Palestiniens; de votre côté, vous posez judicieusement la question de ce qu'il est possible de faire à l'intérieur. Ces deux perspectives n'ont rien de contradictoire; elles me semblent complémentaires. De mon point de vue extérieur, toutefois, je crois que la tâche des militants nord-américains et européens consiste à délégitimer l'occupation – ce qui est possible –, à faire pression sur les États-Unis pour qu'ils arrêtent de s'opposer à un accord diplomatique reprenant les grandes lignes de ce qui a été conclu voilà plus de 35 ans, et à envisager des solutions de rechange à ce Grand Israël qui est en train de prendre forme.

IP: Mais ils doivent aussi délégitimer Israël lorsqu'il maltraite les Palestiniens sur son territoire.

NC: Oui, nous devons bien sûr nous opposer à l'oppression qui a cours dans tous les pays.

Mais il s'agit de choses différentes. La comparaison avec l'apartheid, par exemple, prête un peu à confusion. Israël pratique la répression sur son territoire, mais ce n'est pas l'apartheid. Dans les territoires occupés, en revanche, la situation est bien pire que ne l'était l'apartheid. La situation de l'Afrique du Sud noire n'était pas celle des territoires occupés.

IP: Il y a effectivement une distinction. Or, même les Israéliens semblent de moins en moins la faire. Les unités habituellement chargées de disperser les manifestations en Cisjordanie sont maintenant dépêchées dans le Néguev pour faire la même chose. Des lois – ou plutôt des mesures d'urgence – qui n'étaient appliquées qu'en Cisjordanie et dans la bande de Gaza commencent à l'être en Israël même, car la nature de la relation entre les deux peuples est en train de changer.

NC: C’est exact, mais si un Grand Israël finit par être institué, ses dirigeants n’auront cure de ce qui se passe à l’extérieur de ses frontières; ils pourraient à l’occasion envoyer les forces de défense israéliennes écraser Naplouse, mais, sur le fond, cette Palestine les laissera indifférents: «C’est vos affaires. Croupissez-y pendant que nous nous occupons de ce qui se passe chez nous, où il y a peu de Palestiniens.» Je pense que certains groupes militants tentent de mettre au jour cette dimension escamotée par la dichotomie qui oppose les solutions à un et à deux États. Elle ne doit pas rester dans l’ombre. Il faut la dévoiler et lutter contre elle.

IP: Sur ce point, je partage votre avis.

FB: *Dans les années 1990, l’Afrique du Sud a mis fin à l’apartheid institutionnalisé, mais, quand on observe la société sud-africaine d’aujourd’hui – dont vous avez parlé hier, professeur Chomsky –, on voit quelques visages noirs au pouvoir dans un système pareil à celui d’autrefois. Dans l’éventualité où l’option d’un État commun ou la solution à deux États seraient mises en œuvre en Israël, comment pourrait-on s’assurer de ne pas reproduire l’expérience sud-africaine?*

NC: Une telle question présuppose qu’Israël puisse accepter d’intégrer les populations palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, ce qui est fort peu probable. C’est là ce que distingue fondamentalement ce pays de l’Afrique du Sud. Cette dernière n’avait d’autre choix que d’intégrer la population noire, qui, en premier lieu, représentait la majorité et, en second lieu, constituait sa force de travail. Les dirigeants sud-africains ne pouvaient dire: «C’est bon, allez croupir ailleurs.» Les Israéliens, eux, le peuvent; c’est l’option d’un Grand Israël. Il se trouve même des gens, à droite, qui recommandent d’intégrer tous les Palestiniens. Je crois cependant qu’ils

feront ce dont nous avons parlé, à savoir créer un Grand Israël où vivraient peu de Palestiniens, qu'ils réprimeraient. Dans ce contexte, on ne peut imaginer de scénario à la sud-africaine. Résumons le cas de l'Afrique du Sud. Vers 1990, le capital international, les milieux d'affaires sud-africains et les États-Unis ont compris que, en raison de divers facteurs qui, nous l'avons vu, n'existent pas en Israël aujourd'hui, la situation ne pouvait durer. Une fois Nelson Mandela libéré, ils ont conclu avec lui une entente qui mettait fin à l'apartheid officiel tout en maintenant la structure socioéconomique existante, si bien que la condition de la plupart des Sud-Africains resterait la même, voire se dégraderait. Un tel scénario ne pourrait se produire en Palestine, car les Israéliens n'ont pas besoin des Palestiniens.

IP: Ça peut sembler bizarre, et je vais peut-être trop loin, mais cet aspect a peut-être de bons côtés. Je m'explique. De toute évidence, on ne pourra appliquer le modèle de l'Afrique du Sud postapartheid à Israël. Autrement dit, jamais les Israéliens n'accepteront de renoncer à leur idéologie raciste en échange du maintien de leurs privilèges économiques. C'est impossible. Chose très étrange, l'apartheid israélien (si on peut l'appeler ainsi) et l'idéologie raciste qui le sous-tend sont beaucoup plus religieux et dogmatiques que ne l'était le suprémacisme blanc en Afrique du Sud. Même si ce dernier avait ses églises et ses propres justifications théocratiques et religieuses, il visait essentiellement le maintien de privilèges; une fois ces derniers garantis par le nouveau régime postapartheid, nombreux sont les Blancs qui ont accepté le changement. Rien de tel ne pourrait se produire en Israël. Les acteurs du secteur israélien de la haute technologie, par exemple, ne se laisseront jamais convaincre qu'ils resteront aussi riches qu'ils le sont aujourd'hui s'ils acceptent de vivre dans un système plus démocratique. C'est pourquoi on doit voir là un aspect positif, à moins de ne plus croire du tout en la capacité des jeunes

générations à rêver d'un monde meilleur, et de n'y voir qu'un exemple frappant, en plein XXI^{e} siècle, d'une situation déplorable, inacceptable, d'une société ségrégationniste qui ne s'intéresse qu'à cette idéologie fondamentalement raciste et qui est facilement identifiable comme telle. De telles différences peuvent avoir une incidence majeure sur l'évolution de la situation.

NC: J'ignore si nous avons la même interprétation, mais je soulignerais une fois de plus la différence fondamentale entre les deux cas: Israël est ségrégationniste, alors que l'Afrique du Sud ne l'était pas. Cette dernière n'avait d'autre choix que d'intégrer sa population noire, alors qu'Israël souhaite se débarrasser des Palestiniens. Il peut le faire en délimitant les contours du Grand Israël et en chassant les Palestiniens de l'autre côté. Ce qu'il fait d'ailleurs déjà, progressivement, en bâtissant cette entité monstrueuse où seuls de rares Palestiniens seront autorisés à vivre. Un compromis à la sud-africaine comme celui dont vous venez de parler n'y serait pas possible.

IP: Non, ça ne fonctionnerait pas en Israël.

CHAPITRE 5

En Israël[20]

Frank Barat: *Ilan, vous êtes historien. Vous avez publié de nombreux livres, dont* Le nettoyage ethnique de la Palestine[21]*, qui a suscité une certaine controverse à la suite de sa parution en 2006. En 2007, vous vous êtes installé en Angleterre. Professeur d'histoire à l'Université d'Exeter, vous appartenez à un courant que certains qualifient de «nouveaux historiens». Les membres de cette école proposent un nouveau regard sur l'histoire du sionisme et de la création d'Israël. Vous avez défendu des positions assez radicales contre l'État d'Israël. À quel moment et pour quelles raisons avez-vous décidé de prendre parti pour les Palestiniens? Quelles ont été pour vous, qui êtes Israélien, les conséquences de cette décision?*

Ilan Pappé: Changer d'opinion à propos d'un enjeu à ce point fondamental est un long processus qui ne se produit pas du jour au lendemain et n'est pas déclenché par un seul événement. Dans mon livre intitulé *Out of the Frame*[22], je tente de raconter comment je me suis éloigné du sionisme pour en venir à adopter une position critique à son égard. Si je devais nommer un

événement qui a profondément marqué mon cheminement, j'opterais pour l'invasion du Liban par Israël en 1982. Pour nous qui avions grandi en Israël, il s'agissait de la première guerre non consensuelle, de la première guerre que le gouvernement avait manifestement choisi de mener: le pays n'était pas attaqué, c'est lui qui attaquait. Par la suite est survenue la première intifada. Ces événements ont ouvert les yeux de bien des gens qui, comme moi, entretenaient déjà des doutes sur le sionisme, sur l'histoire qu'on nous avait enseignée à l'école.

C'est un long processus. Une fois qu'on l'a entamé, on se retrouve en face de sa propre société, de sa propre famille, dans une position qui n'a rien de confortable. Les gens qui connaissent Israël savent qu'il s'agit d'une société tricotée serré et passionnée; quand un de ses membres se dresse contre elle, il en ressent les conséquences dans tous les aspects de sa vie. Je crois qu'il s'agit là d'une des raisons pour lesquelles les gens comme moi ont besoin d'un peu plus de temps pour atteindre ce point de non-retour où l'on décide de défendre ses opinions sans égard aux conséquences.

FB: *Vos propos sur Israël sont très intéressants. La plupart des États-nations sont de très bons propagandistes, mais Israël a élevé la chose au rang d'art. La professeure Nurit Peled-Elhanan, que vous connaissez sans doute, a publié un livre*[23] *où elle montre comment les manuels scolaires du pays dépeignent les Arabes. On y constate que les Israéliens sont exposés à la propagande et au lavage de cerveau dès leur plus jeune âge. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur cette société qui vous a vu naître et grandir?*

IP: Oui, tout à fait. C'est une société très endoctrinée, sans doute davantage que ne le sont la plupart des sociétés occidentales et même non occidentales. Non coercitif mais intensif, l'endoctrinement des Israéliens

s’étend de leur naissance à leur mort. Les détenteurs du pouvoir ne s’attendent pas à voir certaines personnes rompre avec l’idéologie, car tout le monde semble baigner dans ce fluide. Dans ses livres, Nurit Peled-Elhanan compare le processus de rejet du sionisme au cheminement d’une personne croyante qui deviendrait athée tout en persistant à croire que Dieu existe peut-être et qu’il pourrait la punir pour son sacrilège. En grandissant, les Israéliens apprennent à croire que, s’ils osent remettre en cause certaines vérités incontestables, ils devront se purifier l’esprit en profondeur pour s’assurer de pouvoir passer à autre chose, sans quoi ils seront à jamais tourmentés par leurs doutes. Le bourrage de crâne est si puissant! J’ai toutefois l’impression que la génération des enfants de Nurit, qui est aussi celle des miens, se démarque de la nôtre: grâce à internet, ils savent plus de choses que nous en savions à leur âge. Je crois qu’il est devenu plus difficile pour les dirigeants de ne compter que sur l’endoctrinement, même s’ils font du bon boulot à cet égard. Il existe en Israël une petite minorité de jeunes qui contestent le sionisme. J’ose aussi espérer que les gens sont devenus plus ouverts avec ce qui s’est produit dans le monde arabe. On aurait pu penser que ces sociétés étaient repliées sur elles-mêmes et qu’elles ignoraient tout du monde; j’espère que ça va changer. Ma génération était aussi comme prisonnière d’une bulle; nous ne savions pas qu’il existait d’autres façons de vivre. Ce fut très difficile pour nous d’en sortir.

FB: *J’imagine que les membres des générations plus âgées comme la vôtre ou celle de Nurit ont éprouvé une certaine dissonance cognitive. Quand on a cru certaines choses toute sa vie, même si les faits finissent par les démentir, il doit être difficile d’admettre qu’on a erré pendant, disons, 30 ou 40 ans. Je pense souvent à ces gens qui en savent autant que moi sur la Palestine, qui connaissent les faits. Comment peuvent-ils persister à défendre Israël avec autant d’acharnement? Un tel cheminement est très*

personnel et très émotif, ce qui explique pourquoi il leur est difficile d'admettre qu'ils se sont trompés, que toute leur vie a reposé sur un mythe.

IP: Oui. Et il importe aussi de rappeler que, comme dans toute situation coloniale où se déroule une lutte anticoloniale, il y a beaucoup de violence dans l'air. Les Israéliens sont éduqués d'une certaine façon, et leur gouvernement applique des politiques qui poussent aussi l'autre camp à commettre des actes violents. Devant les attentats suicide, la violence et les missiles lancés depuis Gaza, ils ont la certitude que leur opinion est juste. On doit aussi comprendre que ce besoin d'en sortir a été discuté et analysé dans un contexte de violence permanente. Il est très difficile pour les Israéliens de faire la distinction entre la violence comme telle, l'expérience qu'ils en ont et les causes de cette violence. Leur expliquer les causes et les conséquences de la violence est une des tâches les plus laborieuses qui soient. On doit leur parler de ce qui la suscite, les inviter à ne pas la considérer comme un phénomène surgi de nulle part qui les pousse à camper sur leurs positions.

FB: *C'est un problème d'éducation. Les grands médias et le système d'éducation ne font pas leur travail correctement, particulièrement en Israël. «Mais que voulez-vous qu'Israël fasse? Le Hamas lance 150 roquettes par jour sur Sdérot. Israël doit réagir!» entend-on. Tant que l'histoire sera envisagée à très court terme – et on ne parle pas d'il y a six mois, mais de la semaine dernière –, le cycle de la violence ne s'arrêtera pas, car l'éducation fait défaut.*

IP: C'est vrai, et un de nos principaux défis consiste à faire en sorte qu'Israéliens et Occidentaux puissent comprendre comment tout a commencé. Quand ils sont arrivés en Palestine et ont réalisé que ce qu'ils

croyaient être un territoire vierge, ou à tout le moins leur propre territoire, débordait d'Arabes, les premiers colons sionistes ont aussitôt perçu ceux-ci comme des étrangers, des étrangers violents qui avaient fait main basse sur leurs terres. C'est un tel portrait du camp adverse qui nourrit les sentiments et les opinions de tous les Israéliens. Ce processus de déshumanisation des Palestiniens a débuté à la fin du XIX^{e} siècle. Comment expliquer aux Israéliens qu'ils sont le produit de cette aliénation? C'est là une des tâches les plus colossales qui attend quiconque se consacre à l'éducation alternative ou tente de tenir un discours différent à la société juive israélienne.

FB: *J'aimerais que vous nous parliez de la toute première intifada palestinienne, qui a eu lieu dans les années 1930 et visait l'impérialisme britannique.*

IP: Pour comprendre ce qui s'est passé, on doit remonter bien avant 1936. C'est à la fin du XIX^{e} siècle qu'est apparu le sionisme en tant que mouvement. Celui-ci poursuivait deux objectifs nobles: le premier consistait à trouver une terre d'accueil pour les juifs, qui, devant l'essor de l'antisémitisme, se sentaient de moins en moins en sécurité; le second, à traduire la volonté de certains juifs de se redéfinir en tant que groupe national, et non plus simplement comme une communauté religieuse. Les problèmes ont commencé quand les sionistes ont choisi la Palestine comme territoire où concrétiser ces objectifs. Puisque l'endroit était habité, ils allaient devoir recourir à la force et envisager d'en chasser les autochtones. Les Palestiniens n'ont pas pris conscience du sort qu'on leur réservait avant un certain temps. Même la déclaration Balfour, adoptée en 1917, ne les a pas incités à se révolter contre les politiques britanniques ou la stratégie sioniste. Mais en 1936, les véritables effets de cette stratégie étaient

devenus palpables: des Palestiniens étaient évincés des terres achetées par le mouvement sioniste, sans parler de ceux qui perdaient leur emploi en raison d'une stratégie de prise de contrôle du marché du travail. Tout indiquait que le «problème juif» européen se réglerait en Palestine. Ce sont tous ces facteurs qui ont amené les Palestiniens à se dire, pour une première fois, qu'ils devaient faire quelque chose. Ils ont donc tenté de se révolter. Il a fallu la puissance de l'Empire britannique pour écraser la rébellion; la tâche lui a demandé trois années au cours desquelles il a fait appel à un ensemble de mesures aussi impitoyables que celles que les Israéliens adopteront pour écraser les intifadas palestiniennes de 1987 et de 2000.

FB: *La rébellion de 1936 fut une véritable révolte populaire; ce sont les* falah*, les paysans, qui ont pris les armes. En lisant vos livres, j'ai aussi réalisé que la répression du mouvement finirait par servir la Haganah*[24] *en 1947 et en 1948. Les Palestiniens étaient sortis affaiblis des événements de 1936, car tous leurs chefs et combattants potentiels y avaient péri ou étaient partis en exil.*

IP: Tout à fait. L'élite politique palestinienne habitait les villes, mais, dans les années 1930, c'est dans les campagnes que vivaient la plupart des victimes du sionisme. C'est pour cette raison que la révolte a éclaté là-bas, même si des membres de l'élite urbaine se sont joints aux paysans. Comme vous venez de le dire, j'ai écrit dans un de mes livres que les Britanniques avaient tué ou emprisonné la plupart des chefs politiques et militaires palestiniens. C'est pourquoi la société palestinienne était pratiquement sans défense quand, en 1947, les sionistes, qui savaient la fin du mandat britannique imminente, sont passés à l'offensive. Je suis d'avis que cette situation a contribué à l'incapacité des Palestiniens à résister, l'année suivante, au nettoyage ethnique de la Palestine.

FB: *Par votre travail d'historien, vous avez aidé au déboulonnage de la plupart des mythes sur lesquels repose Israël. Selon un de ces mythes, on a créé Israël parce que la Bible affirme que son territoire a été donné au peuple juif. J'aimerais que vous nous parliez de Theodor Herzl, connu comme un des fondateurs du sionisme. Celui-ci n'était pas du tout religieux et ne parlait même pas yiddish…*

IP: Vous avez raison. Les historiens oublient souvent un aspect important du sionisme, à savoir que ce courant voulait séculariser la société juive. Si l'on sécularise le judaïsme, on ne peut ensuite invoquer la Bible pour justifier l'occupation de la Palestine! C'était un drôle d'amalgame, que je qualifierais de «mouvement issu de gens qui ne croient pas en Dieu, mais à qui Dieu a néanmoins promis la Palestine». Cette contradiction se trouve encore au cœur des problèmes internes de la société juive israélienne. Il importe aussi de comprendre que, même avant Herzl, certaines personnes se considéraient comme sionistes tout en étant conscientes de la présence de Palestiniens en Palestine. Elles envisageaient de diverses façons les liens avec ce territoire et les solutions à l'insécurité des juifs d'Europe. Je pense par exemple à Ahad Ha'am (Asher Zvi Hirsch Ginsberg de son vrai nom). Selon lui, on pouvait considérer la Palestine simplement comme un centre spirituel et, si les juifs ne se sentaient pas en sécurité en Europe, ils pourraient s'établir sur un autre continent ou dans un pays européen plus sûr. Mais les sionistes chrétiens, qui existaient déjà à cette époque, n'entendaient pas les laisser emprunter cette voie, car ils croyaient que le retour des juifs en Palestine s'inscrivait dans la volonté divine et allait précipiter la seconde venue du messie. Et ils étaient antisémites. Ils pourraient donc faire d'une pierre deux coups, car ils se débarrasseraient aussi des juifs d'Europe. Il importe de se pencher sur cette période pour comprendre que, en s'unissant à la fin du XIX^{e} siècle, l'impérialisme

britannique, le sionisme chrétien et, bien sûr, le nationalisme juif ont constitué une force redoutable qui a laissé très peu de chances aux Palestiniens.

FB: *Comme vous venez de le rappeler, l'antisémitisme a aussi joué un rôle déterminant. Lord Balfour et les politiciens de l'époque souhaitaient que les juifs s'installent en Palestine parce qu'ils ne voulaient plus les voir en Angleterre ou ailleurs en Europe.*

L'histoire est une discipline essentielle. Plus tôt dans la journée, nous avons parlé du savoir et de ses modes de transmission. Enseignée de manière adéquate, l'histoire peut éclairer les gens et sans doute alimenter les luttes. Pouvez-vous approfondir le sujet?

IP: Comme je l'ai déjà souligné, sans perspective historique et sans connaissance des faits, on accepte sans broncher l'image négative que le monde et les Israéliens donnent des Palestiniens. Prenons l'exemple du prétendu terrorisme palestinien, qui, selon les Israéliens et certains Occidentaux, a surgi de nulle part: «On ignore pourquoi ces gens sont violents. Peut-être parce qu'ils sont musulmans, ou en raison de leur culture politique.» Quand on connaît l'histoire, on interprète le phénomène autrement: «Attendez un instant. Je connais les causes de toute cette violence. […] Quelqu'un qui s'établit chez moi par la force commet un acte de violence. Je peux avoir tort ou raison de résister par la violence, mais tout a commencé par l'invasion de mon lieu de vie, une invasion accompagnée d'une volonté de se débarrasser de moi. Que puis-je faire d'autre?» La dimension historique permet avant tout de comprendre pourquoi le conflit s'éternise. Et on n'arrivera jamais à transformer l'opinion des gens sur la Palestine si on ne leur explique pas en quoi l'information est manipulée. Il importe de savoir interpréter des idées

reçues comme «processus de paix», «seule démocratie du Moyen-Orient», «primitivisme palestinien», etc. On doit comprendre que ces expressions participent d'une manipulation du savoir qui favorise un certain point de vue au détriment d'un autre.

La tâche est double. On doit connaître l'histoire comme telle, mais aussi la façon dont les récits ont été construits et sont manipulés, afin de se donner les moyens de les contester. Le principal récit que les Israéliens parviennent encore à véhiculer décrit un territoire qui, bien qu'il fût habité, l'était par des gens qui n'y étaient pas vraiment attachés et dont la présence était illégitime. Illégitime parce qu'ils sont un peu Bédouins et nomades, si bien que le territoire n'a guère d'importance à leurs yeux, parce qu'ils sont violents ou, après le 11-Septembre, parce qu'ils sont musulmans. Israël ressort sans cesse cette litanie de mots et d'idées: quoi que fassent les Israéliens, l'opinion qu'on en a n'importe guère, car le camp adverse n'a rien de légitime à proposer; tout repose sur la bienveillance des Israéliens. Quand on examine attentivement le langage des négociations de paix qui ont cours depuis Oslo (et même antérieurement), on constate qu'il y est toujours question de concessions de la part d'Israël. Des concessions. Si les Israéliens font des concessions aux Palestiniens, la paix aura des chances de s'installer. Avec pareille base de négociations, toute réconciliation est impossible. «J'ai envahi votre demeure, mais je suis assez généreux pour vous laisser revenir prendre votre canapé avant de vous envoyer vous installer ailleurs.» Peu propice à la résolution d'un conflit, cette attitude est presque plus humiliante que l'invasion elle-même.

FB: *Les historiens sont nécessairement subjectifs, n'est-ce pas? Par exemple, Benny Morris et vous êtes en accord sur les faits survenus en 1947-1948. Comment pouvez-vous en arriver à des conclusions si différentes?*

IP: Avant tout, il y a les faits. Nous nous devons tous de les connaître, et, à cet égard, Benny Morris avait raison d'affirmer qu'il fallait cesser de prétendre que les Palestiniens sont partis de leur plein gré en 1948. Le débat portait sur les faits: sont-ils partis volontairement ou ont-ils été expulsés? Mais là n'était pas le débat le plus important, car, avant qu'Israël n'ait d'historiens, nous savions que des Palestiniens se faisaient expulser. Mais nous étions incapables de croire des Palestiniens. Leurs cinq millions de réfugiés nous répétaient sans cesse: «On nous a expulsés!» Et nous leur répondions: «Non. Vous êtes des Palestiniens. Nous ne vous croyons pas.» Un jour, des historiens israéliens ont mis la main sur des documents qui confirmaient les propos des Palestiniens, qui, soudain, disaient la vérité: «Vous savez quoi? Ils disent vrai!» Ce n'était qu'une première étape, car le plus important n'est pas ce qui s'est produit, mais les leçons qu'on en tire. Il s'agit d'un débat moral et idéologique. Affirmer que les historiens devraient s'en tenir aux faits et ne pas se prononcer sur les conséquences de ceux-ci est une approche douteuse, comme on peut le constater dans les travaux de Morris. Dans son premier livre, il déplore ce qui s'est passé en 1948, tandis que, dans son dernier, il déplore le fait que les Israéliens n'aient pas complété le nettoyage ethnique. Dans les deux ouvrages, les faits sont pourtant strictement les mêmes. Dans le premier, il critique l'idée de nettoyage ethnique; dans le dernier, il la défend – non seulement il justifie qu'on y ait eu recours dans le passé, mais il la défend en tant que projet d'avenir.

Florent Barat: *C'est le temps de faire une pause musicale. Ilan, vous nous proposez deux pièces. Pouvez-vous nous présenter la première et nous expliquer pourquoi vous l'avez choisie?*

IP: La première pièce est une chanson de Cat Stevens intitulée *Peace Train*. J'ai toujours aimé Cat Stevens. Je suis un pur produit des années 1970, et il est un de mes musiciens favoris. J'admire aussi l'audace qu'il a eue de se convertir à l'islam sans se laisser intimider par tout ce qu'on disait de lui. Je crois qu'il y a quelque chose d'honnête chez ce type. J'ignore si ce que je comprends de cette chanson correspond à ce qu'il voulait dire – c'est sans importance –, mais elle résume ce que j'ai toujours souhaité pour Israël et la Palestine: l'arrivée d'un train de la paix. On doit savoir qui en est le conducteur et qui en sont les passagers. Dans un de mes articles (je ne me souviens plus lequel), j'ai écrit qu'il fallait établir une distinction entre un train de la paix qui nous emmène tous vers une meilleure destination, ce qui correspondrait à un processus de paix qui n'existe pas encore, et un train de la paix qui écrase tout le monde sur son passage, ce qui correspond au processus de paix tel qu'il existe actuellement. Je trouve la métaphore très puissante.

FB: *Vous vous êtes établi en 2007 à Exeter, en Angleterre, mais vous vous rendez encore régulièrement en Israël. Comment la situation y a-t-elle évolué ces dernières années?*

IP: Transformer la société juive israélienne de l'intérieur est une tâche colossale. Elle semble de plus en plus campée sur ses positions. Plus j'y pense, et plus je suis désespéré. Malgré cela, un nombre croissant de jeunes gens semblent envisager la réalité autrement. Le phénomène est encore marginal, mais je ne me souviens pas d'avoir vu génération semblable en Israël auparavant. Ainsi, bien que rien ne laisse présager de changement à court terme, il se trouve en Israël un groupe de personnes qui, aidées par des pressions de l'extérieur, pourraient contribuer à l'avènement d'une société différente. Toutefois, si l'on compare l'Israël d'aujourd'hui à celui

que j’ai quitté ou à celui où j’ai grandi, la tendance est à l’exacerbation du chauvinisme, de l’ethnocentrisme et de l’intransigeance. Si les espoirs de paix et de réconciliation ne reposent que sur l’éventualité d’une évolution interne de la société juive, on peut affirmer qu’on en est encore très loin.

FB: *Devrions-nous alors consacrer toutes nos énergies à faire pression de l’extérieur, ou devrions-nous plutôt continuer de discuter avec les Israéliens en vue de les faire changer d’opinion?*

IP: Si nous avons cette discussion, c’est parce que, sur le terrain, la machine de destruction ne s’arrête jamais. Nous ne pouvons donc plus nous permettre d’attendre. Le temps ne joue pas en notre faveur. Nous savons que, pendant que nous attendons, il se passe des choses terribles. Nous savons également qu’il y a un lien entre ces choses-là et la prise de conscience, par les Israéliens, du fait qu’il y a un prix à payer pour ce qu’ils font. Si leurs exactions restent sans conséquence pour eux, ils n’hésiteront pas à accélérer le processus de nettoyage ethnique. Il faut donc agir sur les deux fronts. De toute urgence, nous devons trouver un moyen de mettre un terme à ce qui se passe aujourd’hui sur le terrain, mais aussi de prévenir les crimes futurs. De fortes pressions de l’extérieur s’imposent. Pour la société civile internationale, c’est la campagne BDS qui est le mieux à même de jouer ce rôle. À elle seule, toutefois, elle ne peut suffire à la tâche. Deux autres facteurs peuvent jouer un rôle positif. L’un d’eux relève des Palestiniens, qui doivent régler la question de leur représentation politique. L’autre concerne la nécessité de mettre en place en Israël un genre de système d’éducation qui apprendrait aux juifs israéliens qu’une réalité différente est possible et que celle-ci pourrait leur être bénéfique. Avec une combinaison de ces facteurs et une interprétation plus globale de la question de la réconciliation, les choses pourraient bouger.

FB: *Comme professeur, ne seriez-vous pas plus utile en Israël qu'à l'extérieur du pays? Si vous viviez en Israël, pourriez-vous être le professeur que vous êtes au Royaume-Uni?*

IP: Quel que soit l'endroit où je vis, je ne pense pas vouloir être un professeur d'université. L'université n'est pas le meilleur endroit où enseigner aux gens les réalités de la vie ou les amener à changer leur vision du monde. Devenue un lieu où l'on se prépare à une carrière, elle n'est plus vouée au savoir et à l'éducation. À ma façon, j'enseigne aussi en Israël par l'entremise des articles que j'y publie et des rarissimes conférences qu'on m'autorise à y donner. J'aimerais bien continuer à le faire. En Grande-Bretagne, j'ai l'impression que mon travail consiste davantage à contribuer aux pressions de l'extérieur qu'à enseigner. On ne peut mener une campagne BDS sans expliquer aux gens pourquoi elle est nécessaire, sans leur transmettre des outils et un bagage historique leur permettant d'en saisir les tenants et aboutissants. C'est ainsi qu'on la rend légitime. Nous sommes à la fois éducateurs et militants. Il importe de combiner ces deux rôles, de prendre le temps de mener des actions et d'éduquer le public. Si les gens ne saisissent pas immédiatement nos positions, nous ne devons pas perdre patience; nous devons les leur expliquer patiemment, autant de fois qu'il le faut, jusqu'à ce qu'ils les comprennent.

FB: *La question de la solidarité m'intéresse tout particulièrement. Quel est son sens réel? Que signifie-t-elle pour un non-Palestinien? De qui sommes-nous solidaires? Imaginons que de futurs représentants des Palestiniens décident de se contenter d'un État couvrant 11% de la Palestine historique et d'adopter des politiques capitalistes et néolibérales. Comment pourrais-je rester solidaire?*

IP: On est avant tout solidaire des victimes d'une politique et d'une idéologie, même si elles n'ont pas de représentants. On compatit à leurs souffrances, et on appuie leurs tentatives de s'en sortir. Cela dit, vous soulevez une question intéressante. Selon moi, la solidarité est dans une certaine mesure comparable à l'amitié. On peut dire à un ami que l'on comprend ce qu'il fait, mais qu'on est d'avis qu'il se trompe. Nous, qui sommes solidaires avec le peuple palestinien, sommes en désaccord avec nos bons amis qui persistent à soutenir le processus de paix et la solution à deux États. Une partie de notre tâche consiste à leur exprimer ce désaccord. Mais votre question repose sur un postulat peu réaliste. Jamais un Palestinien n'adhérera à un tel programme. Si cela devait se produire, j'admets qu'il nous faudrait réévaluer de fond en comble l'idée de solidarité. De tels débats sont organiques: ils naissent d'une situation donnée et ne peuvent être créés de toutes pièces. En se prononçant sur la solution à un ou à deux États, ou encore sur les moyens de défense que les Palestiniens devraient adopter, on se saisit d'enjeux qui touchent le peuple palestinien lui-même, on est avec lui. En refusant ou en cessant de le faire, on trahit sa solidarité. Selon une certaine tendance nationaliste, le fait que je ne sois pas palestinien m'interdit de commenter la situation, voire d'avoir une opinion sur elle. Selon moi, les mouvements se composent de personnes différentes les unes des autres, et tout le monde n'applique pas les mêmes règles. La solidarité implique toutefois de s'entendre sur ce qu'il est juste ou non de faire. Jusqu'où peut aller l'engagement des gens de l'extérieur? On ne peut répondre à cette question de façon dogmatique. En général, quand une personne affirme qu'on ne peut défendre la solution à un État si l'on n'est pas palestinien ou israélien, c'est pour étouffer le débat. Mais il ne faut pas perdre trop de temps avec cette question. Je crois que

tous les militants savent ce qu'est la solidarité et ce qu'elle les autorise à faire.

FB: *Parlons maintenant de la «solution». Fait-elle vraiment l'objet d'un débat? Aux yeux des institutions internationales, seule la solution à deux États semble envisageable. Quand on évoque la solution à un État, on se fait traiter d'utopiste ou d'opposant à l'autodétermination des juifs. Même les prétendus dirigeants palestiniens persistent à soutenir la solution à deux États, malgré ce qui se passe sur le terrain. L'option la plus rationnelle et la plus humaniste, qui serait la solution à un État, n'est toujours pas assez débattue, et on ne s'interroge guère sur les modalités de sa mise en œuvre.*

IP: Il faut tenir compte de deux paramètres. L'un d'eux est l'enjeu de la représentativité de l'Autorité palestinienne. Les gens qui disent représenter les Palestiniens de Cisjordanie sont maintenant considérés comme les représentants de l'ensemble du peuple palestinien. La solution à deux États est attrayante pour les habitants de la Cisjordanie. Sa mise en œuvre pourrait sonner la fin du contrôle militaire de leurs vies. On peut donc les comprendre de l'appuyer. Mais une telle issue laisserait en plan les autres Palestiniens que sont les réfugiés, les Gazaouis et les Arabes israéliens. C'est là un de ses points faibles. Certains groupes palestiniens croient, à tort selon moi, qu'il s'agirait de la façon la plus rapide de mettre fin à l'occupation. Je ne crois pas que ce soit le cas. Comme vous l'avez souligné avec raison, les accords d'Oslo ont permis à l'occupation de se poursuivre, et non de prendre fin. Le second paramètre dont on doit tenir compte, c'est que la solution à deux États s'inscrit dans une certaine logique. Elle repose sur la notion très occidentale et colonialiste de partition, qui a été appliquée en Inde et en Afrique. Le monde non occidental est nettement plus holistique. [La notion de partition] est devenue une sorte de religion, à tel

point qu'on ne la remet plus guère en question. On cherche plutôt les meilleures façons de l'appliquer. Des gens très intelligents l'abordent comme une religion de la logique: quiconque en conteste la rationalité se voit critiqué. C'est pourquoi de nombreux Occidentaux s'y accrochent. Rien sur le terrain ne pourrait les faire changer d'avis. Pourtant, vous avez raison. Il suffit de passer cinq minutes sur les lieux pour se rendre compte qu'un État unitaire est déjà en place. Il s'agit d'un État non démocratique, d'un régime d'apartheid, et on doit se demander comment on pourrait le transformer. Il est inutile de réfléchir à une solution à deux États. On doit plutôt trouver les moyens de redéfinir les relations entre les communautés et de faire bouger les pouvoirs en place.

FB: *En effet. Alors pourquoi, comme vous le dites, des gens très intelligents et rationnels persistent-ils à considérer la solution à deux États comme une étape incontournable vers une amélioration de la situation? J'ai assisté à des conférences sur le sujet, et je ne comprends toujours pas.*

IP: Cette position relève aussi d'une vision du monde issue du rationalisme occidental, selon laquelle on ne peut réclamer que ce qu'on est en mesure d'obtenir, et non ce qu'on souhaite obtenir. Dans un contexte où la solution à deux États est appuyée par une vaste coalition, on se doit d'y adhérer sans s'arrêter à ses dimensions morales et éthiques, même si elle risque de transformer la réalité une fois mise en œuvre. Il y a un fond de vérité à l'idée voulant qu'elle soit raisonnable, mais elle n'en est pas moins insensée, car elle n'a rien à voir avec le conflit comme tel. Elle découle plutôt d'une thèse à laquelle Israël souhaite voir le monde adhérer depuis 1967: le pays a besoin de l'essentiel du territoire qu'il occupait alors, mais est disposé à concéder une certaine autonomie aux Palestiniens qui y vivent. Voilà ce sur quoi porte le débat en Israël. On ne discute jamais des

principes. Ce dont cet État a toujours eu besoin, c'est du soutien de la communauté internationale. Et d'un représentant palestinien. En 1993, l'OLP a surpris les Israéliens en acceptant d'obtenir une petite région autonome en Cisjordanie et de laisser tout le reste à l'occupant. C'est cette solution à deux États que tout ce beau monde considère comme la seule façon de faire avancer le dossier. Le problème, c'est qu'aucun Palestinien ne peut vivre dans de telles conditions, d'où la poursuite du conflit.

FB: *Edward Saïd est mort au début du présent siècle. Avec Mahmoud Darwich*[25]*, il a été une des dernières sources d'inspiration de la majorité des Palestiniens. Je sais que vous l'avez bien connu. J'aimerais que vous concluiez cet échange en nous disant quelques mots sur lui et sur le rôle qu'il a joué tout au long de sa vie.*

IP: Il me manque énormément. Je ne crois pas qu'il ait inspiré les seuls Palestiniens. Saïd est l'un des plus grands intellectuels de la seconde moitié du XX^{e} siècle. Il a été une source d'inspiration pour chacun de nous, sur des enjeux relatifs au savoir, à la morale, au militantisme, et non seulement sur la question palestinienne. Sa vision globale nous manque. Quand on perd une personne comme lui, on se retrouve à la merci des gens qui présentent la fragmentation du peuple palestinien imposée par Israël comme une réalité immuable. Nous devons dépasser les clivages intellectuels, physiques et culturels qu'Israël nous impose, à nous, Palestiniens et juifs, et revenir à l'essentiel afin que la troisième génération de colons juifs et les autochtones palestiniens puissent avoir un avenir commun.

CHAPITRE 6

Aux États-Unis[26]

Frank Barat: *Comment Israël et les États-Unis conçoivent-ils les négociations, et pourquoi l'Autorité palestinienne accepte-t-elle d'y participer?*

Noam Chomsky: Du point de vue des États-Unis, les négociations représentent un moyen de permettre à Israël de poursuivre à sa guise le dépeçage de la Cisjordanie, de maintenir le blocus de Gaza, de scinder la Palestine et, bien entendu, d'occuper le plateau du Golan syrien. Le tout avec l'appui de Washington. Comme on l'a vu au cours des deux décennies qui ont suivi les accords d'Oslo, le cadre des négociations a tout simplement servi de couverture à ces politiques.

FB: *Pourquoi l'Autorité palestinienne joue-t-elle le jeu et revient-elle encore et toujours à la table des négociations?*

NC: Un peu en désespoir de cause, peut-être. On peut certes s'interroger sur la pertinence de son choix, mais elle n'a pas beaucoup d'autres options.

FB: *Vous considérez donc qu'elle accepte le cadre de négociation par instinct de survie?*

NC: Si l'Autorité palestinienne refusait de participer à ces négociations menées par les États-Unis, ses appuis s'effondreraient. Elle se finance essentiellement par des dons. Israël veille à ce que la Palestine n'ait pas d'économie productive. Elle est devenue ce qu'on appellerait en yiddish une société de *schnorrer*: on emprunte et on vit de ce qu'on peut ainsi obtenir.

On ne sait pas très bien si l'Autorité dispose d'une solution de rechange, mais, si elle rejetait les appels de Washington à la négociation pour des motifs jugés inacceptables, elle perdrait des appuis. Et les appuis (extérieurs) ne manquent pas, si bien que l'élite palestinienne jouit d'un mode de vie assez confortable, pour ne pas dire somptueux, alors que la société qui l'entoure s'effondre.

FB: *Dans ces conditions, la disparition de l'Autorité palestinienne serait-elle une si mauvaise chose?*

NC: Tout dépend de ce par quoi elle serait remplacée. Si, par exemple, Marouane Barghouti[27] était libéré comme Nelson Mandela a fini par l'être, la société palestinienne pourrait se sentir revigorée et formuler des revendications plus substantielles. Rappelons-nous cependant que ses choix sont plutôt limités.

Remontons plus de 20 ans en arrière, aux balbutiements des négociations d'Oslo. À ce moment, d'autres négociations avaient cours à Madrid. La délégation palestinienne était dirigée par Haider Abdel-Shafi, un nationaliste de gauche très respecté dans son pays. Celui-ci refusait les

conditions définies par les États-Unis et Israël, qui exigeaient la poursuite de l'expansion des colonies juives. Son refus a fait avorter les négociations.

Pendant ce temps, à Oslo, Arafat et les Palestiniens de l'étranger empruntaient des voies détournées pour prendre le contrôle du processus. Vivement opposé à cette manœuvre, Abdel-Shafi ne s'est pas présenté à cette cérémonie pompeuse et vaine où, devant un Clinton rayonnant, Arafat et Rabin se sont serré la main. Il avait compris qu'il s'agissait d'une véritable trahison. Pour sa part, il avait agi selon ses convictions et n'avait rien obtenu. Tout comme nous n'obtiendrons rien sans un soutien digne de ce nom de l'Union européenne, des États du Golfe et, en dernière analyse, des États-Unis.

FB: *Selon vous, quels sont les enjeux des événements actuels en Syrie? Et quels pourraient en être les impacts sur la région?*

NC: La Syrie court au suicide. Elle vit une histoire d'horreur qui s'aggrave de jour en jour. Aucune lueur d'espoir ne se profile à l'horizon. Si la situation perdure, le pays pourrait finir scindé en trois parties. Il y aurait une région kurde (déjà en voie de se constituer), qui pourrait se joindre à un Kurdistan irakien déjà semi-autonome et conclure un accord avec la Turquie.

Le reste de la Syrie serait divisé entre une région dominée par le régime cruel d'El-Assad et une zone occupée par les diverses milices, dont certaines sont haineuses et violentes et d'autres séculières et démocratiques. Pendant ce temps, Israël observe, profitant du spectacle.

Les États-Unis sont eux aussi satisfaits, car ils ne souhaitent pas de solution à ce conflit. Si Washington et Israël voulaient vraiment aider les rebelles – ce qui n'est pas le cas –, il leur serait facile de le faire, même sans intervention militaire. Israël pourrait envoyer des troupes sur le plateau du

Golan (il s'agit bien sûr du plateau du Golan syrien, mais l'occupation israélienne, bien qu'illégale, est aujourd'hui plus ou moins tolérée), ce qui contraindrait El-Assad à déployer des soldats dans le sud et soulagerait un peu les rebelles. Mais rien ne laisse présager une telle issue. De plus, Israël et les États-Unis n'offrent aucune aide humanitaire aux innombrables réfugiés syriens. Ils n'entreprennent aucune de ces actions très simples à leur portée.

Tout cela permet de supposer qu'Israël et les États-Unis préfèrent voir la tendance actuelle se maintenir. Pendant ce temps, Israël peut se gargariser de son statut de «villa dans la jungle». Le rédacteur en chef du quotidien *Haaretz*, Aluf Benn, a écrit un article fort intéressant sur ces Israéliens qui se rendent à la plage en se félicitant d'habiter une «villa dans la jungle» pendant que, à l'extérieur, les bêtes sauvages s'entretuent. Évidemment, Israël ne fait que se défendre. Les Israéliens aiment bien se donner cette image d'eux-mêmes, qui ne semble pas déplaire aux Américains non plus. Le reste n'est que fanfaronnade.

FB: *Et les discussions sur d'éventuelles frappes américaines? Croyez-vous que des bombardements auront lieu?*

NC: Des bombardements?

FB: *Oui.*

NC: Il y a aux États-Unis un débat très intéressant à ce propos. L'extrême droite, qui se situe en marge des grands courants internationaux, s'oppose aux bombardements, pour des raisons que je n'approuve pas. «Pourquoi s'efforcer de régler les problèmes des autres et gaspiller nos ressources?» se dit-elle. «Qui nous défendra lorsque nous serons attaqués si nous nous dévouons à aider des pays étrangers?» demande-t-elle carrément. Voilà pour

l’extrême droite. La droite «modérée», elle, est bien représentée par des gens comme l’analyste David Brooks, du *New York Times*. Selon lui, le retrait des troupes américaines de la région n’a pas d’«effet modérateur». Il est d’avis que c’est leur présence qui a un tel effet, qu’elles améliorent la situation, comme on peut le voir en Irak, par exemple. Parce qu’ils ont rapatrié leurs soldats, les États-Unis ne sont plus en mesure de modérer les ardeurs des forces en présence et d’améliorer la situation.

Ainsi se résume l’opinion la plus répandue au sein d’un spectre allant des intellectuels de droite à ceux du centre (tels les démocrates libéraux). On se demande souvent si nous devrions exercer notre «responsabilité de protéger». Eh bien, il suffit de jeter un coup d’œil au bilan des États-Unis en la matière. Le seul fait que ces mots puissent être prononcés en dit long sur la culture morale et intellectuelle américaine – et occidentale.

Sans parler du fait que la «responsabilité de protéger» est une grossière violation du droit international. La dernière trouvaille d’Obama consiste à dire que ce n’est pas lui qui a tracé la «ligne rouge», mais la communauté internationale, par l’entremise des conventions sur les armes chimiques. Un traité sur la question a bel et bien été adopté, mais Israël ne l’a pas signé, et les États-Unis en ont régulièrement fait fi, notamment lorsqu’ils ont soutenu l’utilisation d’armes chimiques par Saddam Hussein. Aujourd’hui, on brandit cet épisode pour condamner l’ex-dictateur irakien en omettant de rappeler qu’il était non seulement toléré, mais appuyé par l’administration Reagan. Et il va sans dire que la convention est dépourvue de mécanismes de mise en application.

Ajoutons que la «responsabilité de protéger» est une vue de l’esprit, une supercherie intellectuelle issue de la culture occidentale. Il en existe certes une notion – en fait, deux notions distinctes. D’abord celle que l’Assemblée générale de l’ONU a approuvée, qui n’autorise aucune

intervention ne respectant pas les conditions prévues par la Charte des Nations unies. Puis celle qu'appliquent les États-Unis et leurs alliés, qui est unilatérale et avalise les interventions militaires de l'OTAN dans les limites de ce que celle-ci considère comme étant de son «ressort territorial» et sans l'autorisation du Conseil de sécurité.

Autrement dit, les États-Unis et l'OTAN peuvent recourir à la violence où bon leur semble sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est là ce que le discours occidental qualifie de «responsabilité de protéger». Si les conséquences n'étaient pas si tragiques, on pourrait en rire.

DEUXIÈME PARTIE

RÉFLEXIONS

CHAPITRE 7

Les souffrances de Gaza, les crimes d'Israël, notre responsabilité[28]

par Noam Chomsky

TROIS HEURES DU MATIN, heure de Gaza. Nous sommes le 9 juillet 2014, en plein déferlement de barbarie israélienne. Je reçois un coup de téléphone d'un jeune journaliste gazaoui. En arrière-plan, j'entends les gémissements de son bébé mêlés au bruit des explosions et des avions de combat qui tirent sur tout civil en mouvement et sur les habitations. Il m'apprend qu'il vient de voir un de ses amis qui circulait dans un véhicule de presse mourir dans une explosion. À la suite d'une autre explosion, il a entendu des cris provenant d'une maison voisine de la sienne, mais il ne pouvait sortir au risque de devenir lui-même une cible. Il se trouve dans un quartier tranquille, dépourvu de cibles militaires – à l'exception des Palestiniens, un gibier facile pour la machine de guerre sophistiquée d'Israël, approvisionnée par les États-Unis. Il me raconte que 70% des ambulances ont été détruites et que les attaques ont fait plus de 70 morts et environ 300 blessés, dont les deux tiers sont des femmes et des enfants. Peu

de militants du Hamas et de sites de lancement de roquettes ont été touchés. Seulement les victimes habituelles.

On doit savoir à quoi ressemble la vie quotidienne à Gaza lorsqu'Israël fait preuve de «retenue» entre ces crises qu'il provoque régulièrement, telle celle qui a cours. On peut en avoir une bonne idée en consultant le rapport que Mads Gilbert, ce courageux médecin norvégien qui a longtemps travaillé à Gaza (y compris pendant la cruelle et funeste opération Plomb durci), a préparé pour le compte de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). À tous les égards, la situation est catastrophique. Pour ne citer que le cas des enfants, Gilbert rapporte que «les enfants palestiniens de Gaza vivent une souffrance énorme. Une grande proportion d'entre eux souffre de malnutrition en raison du blocus imposé par Israël. La prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de deux ans atteint 72,8%; celles de la malnutrition, des retards de croissance et du déficit pondéral sont respectivement de 34,3%, de 31,4% et de 31,45%.» Plus on avance dans la lecture du rapport, pires sont les statistiques énumérées.

Quand Israël fait preuve de «retenue», ce sont en moyenne plus de deux enfants palestiniens qui sont assassinés chaque semaine, et ce, depuis 14 ans. Cette situation est attribuable à une occupation criminelle et à des mesures destinées à réduire la vie des Palestiniens de Gaza à une lutte quotidienne pour la survie. Leurs concitoyens de Cisjordanie, eux, se voient cantonnés à des zones non viables sur le plan économique, tandis qu'Israël s'empare de ce qu'il veut. Le tout en violation flagrante du droit international et de résolutions sans équivoque du Conseil de sécurité, et au mépris de la décence humaine la plus élémentaire. L'horreur persistera tant qu'Israël sera soutenu par Washington et toléré par l'Europe. À notre grande honte.

CHAPITRE 8

Brève histoire d'un génocide progressif[29]

par Ilan Pappé

DANS UN ARTICLE RÉDIGÉ en septembre 2006 pour le webmagazine *Electronic Intifada*, j'ai qualifié la politique israélienne relative à la bande de Gaza de génocide progressif.

L'actuel assaut d'Israël contre Gaza [à l'été 2014] a révélé que cette politique n'a en rien fléchi. Lourd de sens, le terme que j'ai choisi situe pertinemment les actes barbares d'Israël (d'hier comme d'aujourd'hui) dans un contexte historique plus large.

La timidité des réactions de la communauté internationale au carnage et à la destruction provoqués par l'attaque israélienne déçoit grandement les Palestiniens de Gaza et d'ailleurs. Cette incapacité – ou absence de volonté – d'agir semble avant tout témoigner d'une adhésion à l'interprétation israélienne de la crise. Israël a développé un argumentaire sans équivoque pour justifier ce bain de sang: la tragédie a commencé par des tirs de missiles du Hamas contre l'État juif, qui n'a eu d'autre choix que de se défendre.

Bien que, dans le monde occidental, de grands médias, des universitaires et des politiciens s'inquiètent de l'ampleur de la démonstration de force israélienne, ils n'en contestent pas la justification. En revanche, les cybermilitants et les médias alternatifs rejettent les arguments d'Israël. Dans ces milieux, l'agression israélienne est considérée comme un crime de guerre, et on la condamne sans appel.

La seconde analyse se distingue de la première par la volonté des militants d'étudier en profondeur le contexte idéologique et historique de la présente campagne contre Gaza et des trois qui l'ont précédée depuis 2006. Il en ressort clairement qu'Israël mène une politique génocidaire. Cette politique graduelle d'assassinat de masse découle moins d'intentions cruelles qu'elle n'est le résultat inévitable de la stratégie globale d'Israël à l'égard de la Palestine en général et des territoires occupés depuis 1967 en particulier.

Il importe d'en souligner le contexte, dont la propagande israélienne fait inlassablement abstraction en resservant le prétexte ayant justifié les vagues précédentes de destruction pour légitimer une nouvelle frénésie meurtrière aveugle en Palestine.

La stratégie sioniste qui consiste à vendre ses politiques inhumaines en les présentant comme une réponse ad hoc à telle ou telle action des Palestiniens remonte aussi loin que la présence même des sionistes en Palestine. On l'a invoquée à maintes reprises pour justifier le projet de bâtir une Palestine qui compterait très peu d'autochtones palestiniens, voire aucun.

Les méthodes appliquées pour atteindre ce but ont évolué au fil des ans, mais la formule de base est restée la même: quelle que soit la forme qu'on souhaite lui donner, l'État juif envisagé par les sionistes ne pourra se concrétiser que s'il abrite un nombre insignifiant de Palestiniens.

Aujourd’hui, le projet prend la forme d’un Israël qui s’étendrait sur presque toute la Palestine historique, où vivent toujours des millions de Palestiniens.

Comme toutes celles qui l’ont précédée, la vague génocidaire actuelle a aussi une cause plus immédiate. Elle s’inscrit dans une tentative de contrecarrer la décision palestinienne de former un gouvernement d’unité nationale, décision que même les États-Unis ne pourraient contester.

L’échec de l’initiative de «paix» lancée en désespoir de cause par le secrétaire d’État des États-Unis John Kerry a conféré une légitimité à l’appel qu’ont lancé les Palestiniens aux organisations internationales pour faire cesser l’occupation. Au même moment, les Palestiniens ont bénéficié d’une large approbation internationale pour leur tentative prudente, incarnée par le gouvernement d’unité, d’élaborer une stratégie coordonnée entre les divers groupes palestiniens, dont les priorités ne sont pas les mêmes.

Depuis juin 1967, Israël cherche à conserver les territoires qu’il occupe sans accorder à leurs habitants palestiniens la citoyenneté et les droits qui en découlent, et participe à un «processus de paix» qui se résume à une mascarade destinée à dissimuler sa politique unilatérale de colonisation et à gagner du temps.

Au cours des dernières décennies, Israël a établi une distinction entre les zones qu’il souhaite gérer directement et celles qu’il entend contrôler indirectement. Son objectif à long terme consiste à réduire la population palestinienne au plus strict minimum en ayant recours, entre autres moyens, au nettoyage ethnique, à l’étranglement économique et au confinement géographique. C’est ainsi que la Cisjordanie a été subdivisée en zones «juives» et «palestiniennes», une réalité avec laquelle la plupart des Israéliens sont à l’aise dans la mesure où les habitants palestiniens des bantoustans acceptent leur incarcération dans ces prisons géantes. La situation géopolitique de la Cisjordanie donne l’impression, du moins en

Israël, qu'il est possible d'atteindre cet objectif sans craindre un troisième soulèvement ou de trop vives condamnations de la communauté internationale.

La bande de Gaza, elle, ne pouvait se prêter aussi facilement à une telle stratégie en raison de sa situation géopolitique particulière. Depuis 1994, et surtout depuis le mandat d'Ariel Sharon comme premier ministre au début des années 2000, Israël a entrepris de ghettoïser Gaza, dans l'espoir de voir ses 1,8 million d'habitants sombrer dans l'oubli, pour de bon.

Mais le ghetto s'est montré rebelle et a exprimé son refus de vivre dans des conditions marquées par l'étranglement économique, l'isolement, la misère et la famine. Jamais l'annexion à l'Égypte n'a été possible, en 1948 comme en 2014. En 1948, Israël a entassé dans la région de Gaza (avant qu'elle ne soit réduite à une «bande») des centaines de milliers de réfugiés chassés du nord du Néguev et de la côte sud dans l'espoir de les voir s'éloigner le plus possible de la Palestine.

Après 1967, Israël a tenté pour un temps de maintenir la Cisjordanie dans un statut de *township*, ce qui lui donnait accès à un bassin de main-d'œuvre non qualifiée, privée de ses droits fondamentaux. Après que le peuple eut résisté à l'oppression en menant deux intifadas, la Cisjordanie a été fragmentée en minuscules bantoustans cernés par des colonies juives, mais pas la bande de Gaza, trop petite et trop densément peuplée. Les Israéliens ont été pour ainsi dire incapables de «cisjordaniser» la bande. Ils l'ont donc bouclée à la manière d'un ghetto. Lorsque ses habitants se sont mis à résister, l'armée a été autorisée à les écraser à l'aide de son arsenal le plus meurtrier. Le résultat inéluctable d'une telle réaction cumulative peut être qualifié de génocidaire.

Le 15 mai 2014, un tireur d'élite des forces israéliennes a tué deux jeunes Palestiniens dans la ville cisjordanienne de Beitunia. L'assassinat, commis de sang-froid, a été capté sur vidéo. Les noms de Nadim Nuwara et de Mohammed Abou Thahr se sont ainsi ajoutés à la longue liste des personnes tuées dans des circonstances similaires au cours des derniers mois et des dernières années.

Le meurtre de trois adolescents israéliens (dont deux mineurs) enlevés en juin en Cisjordanie occupée a sans doute été commis en représailles aux assassinats de jeunes Palestiniens. Toutefois, malgré toutes les déprédations auxquelles il se livre, l'occupant y a trouvé un prétexte pour briser la fragile unité qui règne en Cisjordanie depuis que l'Autorité palestinienne a décidé de renoncer au «processus de paix» et d'appeler les organisations internationales à condamner Israël au nom du respect des droits de la personne et des droits civils. Ces deux réactions ont alarmé les Israéliens.

Les enlèvements ont aussi servi de prétexte à la concrétisation du vieux rêve israélien d'éradiquer le Hamas de Gaza afin de ramener le calme dans le ghetto.

Depuis 1994, soit bien avant l'arrivée au pouvoir du Hamas dans la bande de Gaza, la situation géopolitique particulière de l'enclave fait en sorte que toute action punitive collective, telle celle de 2014, ne peut être que tuerie et destruction à grande échelle – bref, un génocide permanent.

Sachant cela, les généraux n'ont jamais éprouvé le moindre scrupule à bombarder les Gazaouis depuis les airs, la mer ou le sol. La réduction du nombre de Palestiniens sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique fait toujours partie du projet sioniste. C'est à Gaza que sa mise en œuvre prend sa forme la plus inhumaine.

Comme ce fut le cas lors des épisodes précédents, le moment choisi pour la vague génocidaire de 2014 obéit aussi à d'autres considérations.

L’agitation sociale qui a secoué Israël en 2011 couve encore; des citoyens réclamaient une diminution des dépenses militaires et une réaffectation d’une partie du budget colossal de la «défense» aux services sociaux. L’armée a qualifié une telle éventualité de suicidaire. Et rien ne vaut une opération militaire pour faire taire les voix qui appellent un gouvernement à réduire ses dépenses militaires.

La campagne de 2014 présente aussi des traits caractéristiques des phases précédentes de ce génocide progressif. Cette fois encore, le bien-fondé du massacre de civils dans la bande de Gaza fait consensus chez les juifs israéliens, et la dissidence est rarissime. À Tel-Aviv, les quelques personnes qui ont osé manifester leur désaccord se sont fait passer à tabac par des voyous juifs sous l’œil indifférent de la police.

Comme toujours, le monde universitaire prend part à la manœuvre. Le Centre interdisciplinaire de Herzliya, une prestigieuse université privée, a établi un «quartier général civil» où les étudiants sont invités à devenir les porte-voix d’une campagne de propagande à l’étranger. Plusieurs universités ont proposé à l’État de mobiliser leurs étudiants en vue de faire entendre le discours israélien dans le cyberespace et les médias alternatifs.

Les médias israéliens se sont aussi alignés avec loyauté sur le discours du gouvernement. Ils n’ont publié aucune photo de la catastrophe humaine provoquée par Israël et ont indiqué à leur public que, cette fois, «le monde nous comprend et nous appuie». Cette affirmation contient un fond de vérité dans la mesure où les élites occidentales persistent à assurer l’immunité à l’État juif. Récemment, des gouvernements occidentaux ont demandé au procureur de la Cour pénale internationale de La Haye de ne pas se pencher sur les crimes commis par Israël à Gaza. De nombreux médias occidentaux, dont la presse française (en particulier France 24) et la BBC, qui s’entêtent à relayer la propagande israélienne, leur ont emboîté le pas en justifiant

l’essentiel des actions israéliennes. Cela n’a rien de surprenant, dans la mesure où le lobby pro-israélien travaille sans relâche à plaider la cause d’Israël en France et dans le reste de l’Europe, comme il le fait aux États-Unis.

Cette couverture tendancieuse est également nourrie par le fait que les journalistes occidentaux ont l’impression que la situation qui a cours à Gaza n’est pas aussi grave que celle de l’Irak et de la Syrie. De telles comparaisons sont généralement établies sans perspective historique. Un regard sur la longue histoire des Palestiniens permettrait de mieux comparer leurs souffrances aux carnages perpétrés ailleurs.

Toutefois, pour bien comprendre le massacre de Gaza, une perspective historique ne suffit pas. On doit aussi adopter une approche dialectique pour mettre en évidence les liens entre l’immunité accordée à Israël et les horreurs qui ont cours ailleurs dans le monde. L’Irak et la Syrie sont le théâtre d’une déshumanisation terrifiante, à grande échelle. Mais il existe une différence déterminante entre la violence qui frappe ces pays et celle qui sévit en Palestine: les crimes commis en Irak et en Syrie sont condamnés pour leur barbarie, tandis que ceux de l’État juif sont autorisés et approuvés par le président des États-Unis, les dirigeants de l’Union européenne et les autres amis d’Israël.

Qu’il s’agisse de brûler vifs de jeunes Palestiniens de Jérusalem, d’en abattre deux autres par pur plaisir à Beitunia ou de supprimer des familles entières à Gaza, de tels actes ne peuvent être commis que si la victime a été préalablement déshumanisée. La seule chance de réussite d’une lutte contre le sionisme en Palestine repose sur une défense des droits de la personne et des droits civils qui ne hiérarchise pas les violations et qui établit clairement qui sont les victimes et leurs bourreaux.

Les Israéliens qui s’acharnent contre le peuple palestinien devraient être jugés au nom des mêmes critères moraux et éthiques que les gens qui, dans le monde arabe, commettent des atrocités à l’encontre de minorités ou de collectivités sans défense. Ce sont tous des criminels de guerre, bien que, dans le cas des Israéliens, ils soient actifs depuis plus longtemps que quiconque. L’identité religieuse des bourreaux n’a guère d’importance, tout comme la religion au nom de laquelle ils prétendent agir. Qu’ils se disent djihadistes, juifs ou sionistes, on devrait les traiter de la même façon.

S’il cessait d’appliquer un double standard dans ses rapports avec Israël, le monde pourrait réagir de façon beaucoup plus efficace aux crimes de guerre commis ailleurs.

La fin du génocide progressif à Gaza et la restitution de leurs droits fondamentaux, y compris le droit au retour, à tous les Palestiniens sont les seuls facteurs qui permettront d’ouvrir une nouvelle perspective d’intervention internationale fructueuse dans un Moyen-Orient considéré comme un tout.

CHAPITRE 9

Cauchemar à Gaza[30]

par Noam Chomsky

AVEC TOUTES SES HORREURS, la plus récente offensive d'Israël contre Gaza vise un objectif simple: «le calme pour le calme», c'est-à-dire un retour à la normale.

En Cisjordanie, la normale pour Israël consiste à poursuivre la construction illégale de colonies et d'infrastructures en vue d'accaparer tout ce que la région peut avoir de précieux, tout en confinant les Palestiniens dans des zones non viables et en leur infligeant violence et répression.

Dans la bande de Gaza, la normale pour les Palestiniens consiste à tenter de survivre, dans la misère, au blocus cruel et dévastateur qu'impose Israël.

Depuis plus de 14 ans, la normale pour Israël consiste à tuer plus de deux enfants palestiniens par semaine.

Le dernier saccage israélien a suivi l'horrible assassinat de trois garçons israéliens issus d'une colonie de peuplement en Cisjordanie occupée. Le mois précédent, deux jeunes Palestiniens avaient été abattus

dans la ville cisjordanienne de Ramallah. L'événement n'avait pas fait beaucoup de bruit, ce qui est compréhensible vu sa banalité.

«Le mépris institutionnalisé de l'Occident pour le sort des Palestiniens aide non seulement à comprendre pourquoi ceux-ci ont recours à la violence, mais aussi les causes du dernier assaut d'Israël contre Gaza», explique le spécialiste du Moyen-Orient Mouin Rabbani.

En cherchant à rétablir «le calme pour le calme», Israël peut faire avancer son projet d'isoler Gaza de la Cisjordanie, auquel il travaille avec énergie, avec le soutien des États-Unis, depuis la signature des accords d'Oslo, qui avaient consacré l'unité territoriale des deux régions. Un coup d'œil à la carte permet de comprendre la logique à laquelle obéit ce programme. Gaza constitue la seule voie d'accès de la Palestine vers le monde extérieur; une fois les deux régions isolées l'une de l'autre, toute forme d'autonomie qu'Israël accorderait aux Palestiniens de Cisjordanie laisserait ces derniers emprisonnés entre les deux régimes hostiles que sont Israël et la Jordanie. Un emprisonnement aggravé par le programme d'expulsion des Palestiniens de la vallée du Jourdain, où l'on construit des colonies juives.

La normale de Gaza a été décrite en détail par le courageux chirurgien-traumatologue norvégien Mads Gilbert, qui travaillait dans le principal hôpital de la ville alors qu'Israël commettait ses crimes les plus odieux, et qui y est retourné dans le cadre du massacre actuel. En juin 2014, il a déposé un rapport sur le secteur de la santé de Gaza à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui, avec très peu de moyens, tente désespérément d'aider les réfugiés palestiniens.

«Au moins 57% des ménages gazaouis vivent dans l'insécurité alimentaire, et 80% d'entre eux reçoivent de l'aide», rapporte Gilbert. «En

raison de l’insécurité alimentaire et de l’appauvrissement, l’apport calorique quotidien de la plupart des habitants est insuffisant», un problème aggravé par les attaques répétées des forces israéliennes contre les réseaux d’approvisionnement en eau et d’évacuation des eaux usées. Par conséquent, 1,2 million de personnes se voient privées de ressources essentielles.

L’avocat des droits de la personne Raji Sourani a subi la violence et la terreur israéliennes pendant des années à Gaza. Il a commenté l’agression dans une interview: «Quand on a commencé à parler d’un cessez-le-feu, tout le monde disait qu’il serait préférable pour nous de mourir plutôt que de retourner à la situation d’avant la guerre. Nous ne voulons pas revivre cela. Nous n’avons aucune dignité, aucune fierté. Nous sommes des proies faciles, nous ne valons pas cher. Si la situation ne s’améliore pas réellement, mieux vaut mourir, tout simplement. Intellectuels, professeurs, gens ordinaires… Tout le monde le dit.»

L’histoire ne manque pas d’épisodes où des gens se sont dit qu’il valait mieux mourir debout que de vivre à genoux.

Pour Gaza, le projet de retour à la normale a été présenté avec franchise par l’avocat Dov Weissglass, ce conseiller d’Ariel Sharon qui a négocié le retrait des colons israéliens de Gaza en 2005. Présenté comme un grand geste en Israël et chez ses alliés, mais considéré comme un leurre ailleurs, le retrait a été soigneusement mis en scène en tant que «traumatisme national». Des commentateurs israéliens bien informés, dont feu le sociologue Baruch Kimmerling, ont ridiculisé le projet, avec raison.

En vérité, les faucons israéliens, Sharon à leur tête, ont compris qu’il serait pertinent de transférer les colons juifs de leurs quartiers subventionnés de Gaza vers des villages subventionnés dans les autres territoires occupés, qu’Israël entendait bien conserver. Toutefois, au lieu de

procéder à un simple transfert, on a jugé bon de montrer au monde les images de petits enfants implorant les soldats de ne pas détruire leurs maisons. «Plus jamais», criaient-ils – un slogan au sous-entendu évident. La bouffonnerie du scénario était d'autant plus manifeste que celui-ci consistait en une réplique parfaite du traumatisme mis en scène lorsqu'Israël s'était vu contraint d'évacuer le Sinaï en 1982. Mais il s'est avéré très efficace auprès du public cible de l'étranger.

Weissglass a commenté le transfert des colons juifs de Gaza vers les autres territoires occupés comme suit: «Avec les Américains, nous avons convenu d'ignorer complètement [la question des principales colonies de Cisjordanie], et d'ignorer le reste jusqu'à ce que les Palestiniens deviennent des Finlandais» – mais des Finlandais bien particuliers, qui accepteraient la domination d'une puissance étrangère. «L'important, c'est de bloquer le processus politique, a-t-il poursuivi. Ce faisant, on empêche la mise en place d'un État palestinien et on évite un débat sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem. Effectivement, cette formule qu'on appelle État palestinien, avec tout ce qu'elle implique, a été retirée pour de bon de notre ordre du jour. Le tout sous l'autorité et avec la permission [du président George W. Bush], et avec l'approbation des deux chambres du Congrès.»

L'idée, selon Weissglass, consistait à «mettre les Palestiniens à la diète, mais à ne pas les faire mourir de faim», car cela nuirait à la réputation d'Israël, déjà en déclin. Avec leur efficacité proverbiale, des experts israéliens ont calculé avec précision le nombre de calories dont les Gazaouis ont besoin quotidiennement pour survivre, puis ont privé ceux-ci de médicaments, de matériaux de construction et d'autres biens. L'armée israélienne leur a imposé un blocus terrestre, maritime et aérien, faisant ainsi de Gaza ce que le premier ministre britannique David Cameron a qualifié de camp de prisonniers. Malgré son retrait, Israël a gardé le plein

contrôle sur la bande de Gaza et a ainsi maintenu son statut de puissance occupante selon le droit international.

Selon la version officielle des événements, Israël a gracieusement cédé Gaza aux Palestiniens dans l'espoir de les voir y bâtir un État prospère, mais ceux-ci ont montré leur vraie nature en attaquant inlassablement leur voisin à la roquette et en forçant les habitants captifs à devenir des martyrs, ce qui a donné une mauvaise image d'Israël, qui n'a pas su anticiper ce scénario. La réalité est tout autre.

En janvier 2006, les Palestiniens ont commis un crime grave: lors d'élections étroitement surveillées, ils ont voté pour le mauvais parti en confiant leur Parlement au Hamas. Les médias ne cessent de matraquer que le Hamas est voué à la destruction d'Israël. En réalité, les dirigeants du mouvement ont précisé à maintes reprises qu'ils accepteraient une solution à deux États, conformément au consensus international dont les États-Unis et Israël font fi depuis plus de 40 ans. Israël, en revanche, est bel et bien voué à la destruction de la Palestine; malgré d'occasionnelles déclarations d'ailleurs sans conséquence, il applique ce programme avec détermination.

Il est vrai qu'Israël a accepté la feuille de route pour une solution à deux États proposée par le président Bush et adoptée par le Quartette chargé de sa supervision (le Quartette comprend les États-Unis, l'Union européenne, les Nations unies et la Russie). Mais le premier ministre Sharon s'est empressé d'y ajouter 14 réserves qui, dans les faits, l'ont invalidée. Connus des militants, ces faits ont été révélés au grand public par Jimmy Carter dans un livre intitulé *Palestine. La paix, pas l'apartheid*[31]. Les médias persistent cependant à les taire.

En 1999, le programme (non révisé) du parti au pouvoir, le Likoud de Benjamin Netanyahou, rejetait «catégoriquement la création d'un État palestinien arabe à l'ouest du fleuve Jourdain». Et, pour les obsédés des

statuts accessoires, la principale composante du Likoud, le Hérout de Menahem Begin, n’a jamais renoncé à sa doctrine fondatrice voulant que les terres situées de part et d’autre du Jourdain fassent partie d’Israël.

Les Palestiniens ont vite été punis pour leur crime de 2006. Les États-Unis et Israël, suivis par une Europe qui traînait honteusement de la patte, ont imposé de dures sanctions à ce peuple de délinquants, et la violence israélienne a monté d’un cran. Washington et son allié se sont empressés de planifier un coup d’État militaire contre le gouvernement élu. Quand le Hamas a commis l’effronterie de contrecarrer ce dessein, Israël a redoublé d’ardeur dans ses assauts.

Il est inutile de revenir une fois de plus sur le sombre bilan de cette campagne. Le blocus hermétique et les attaques meurtrières sont toujours ponctués d’épisodes où l’armée israélienne «tond le gazon», cette sympathique expression israélienne qui désigne ces séances périodiques où l’on tire sur les Palestiniens comme des lapins en prétendant mener une «guerre d’autodéfense».

Une fois le gazon tondu, la population tente tant bien que mal de se remettre des assassinats et de la dévastation de son milieu de vie. On conclut alors un accord de cessez-le-feu. Le plus récent cessez-le-feu a été décrété à la suite de l’assaut israélien d’octobre 2012, l’opération Pilier de défense.

Malgré le maintien du blocus, le Hamas a respecté l’accord, ce qu’Israël reconnaît. En avril 2014, toutefois, la donne a changé. C’est à ce moment que le Fatah et le Hamas ont conclu une entente en vue de former un gouvernement d’unité nationale constitué de technocrates non affiliés à l’un ou l’autre parti.

Sans surprise, l’entente a fait sortir Israël de ses gonds, d’autant plus que l’administration Obama elle-même l’approuvait, de concert avec les

autres gouvernements occidentaux. Elle portait un dur coup à l'affirmation d'Israël selon laquelle il est impossible de négocier avec une Palestine divisée. De plus, elle menaçait son objectif à long terme qui consiste à séparer la bande de Gaza de la Cisjordanie en vue de poursuivre sa politique de destruction dans ces régions.

Israël devait faire quelque chose. L'occasion s'est présentée le 12 juin quand trois jeunes Israéliens ont été enlevés en Cisjordanie. Dès le départ, le gouvernement Netanyahou savait qu'ils étaient morts, mais a prétendu le contraire, ce qui lui donnait une raison de lancer une attaque en Cisjordanie contre le Hamas.

Le premier ministre affirmait disposer d'indices attestant la responsabilité du Hamas. Encore un mensonge.

Shlomi Eldar, qui compte parmi les plus éminents spécialistes israéliens du mouvement islamiste, s'est d'ailleurs empressé de déclarer que les assassins étaient fort probablement issus d'un clan dissident de Hébron qui constitue depuis longtemps une épine dans le pied du Hamas. «J'ai la certitude qu'ils n'ont pas obtenu le feu vert des dirigeants du Hamas; ils se sont tout simplement dit qu'il était temps d'agir», a-t-il ajouté.

À la suite de l'enlèvement, Israël s'est livré à un saccage de 18 jours, parvenant ainsi à ébranler le gouvernement d'unité qu'il craignait tant et à intensifier la répression. Selon des sources militaires israéliennes, les soldats ont alors arrêté 419 Palestiniens, dont 335 sympathisants du Hamas, et en ont tué 6. Ils ont procédé à des milliers de perquisitions et confisqué 350 000$. L'armée a mené des dizaines d'attaques contre Gaza, tuant cinq membres du mouvement islamiste le 7 juillet.

Le 8 juillet, le Hamas a fini par réagir en lançant ses premières roquettes en 19 mois, fournissant ainsi à Israël le prétexte de mener l'opération Bordure protectrice.

En date du 31 juillet, 1400 Palestiniens ont été tués, des civils pour la plupart, dont des centaines de femmes et d'enfants, ainsi que trois civils israéliens. De vastes zones de Gaza ne sont plus que monceaux de gravats. Pendant les brèves pauses entre les bombardements, des familles recherchent désespérément les corps de leurs proches et leurs biens dans les ruines. Israël a bombardé quatre hôpitaux, commettant ainsi quatre autres crimes de guerre, et s'en est pris à la principale centrale électrique, interrompant ainsi largement un courant déjà rare et, plus grave encore, limitant l'accès, déjà restreint, à l'eau potable. Encore un crime de guerre. Pendant ce temps, les équipes de secouristes et les ambulances subissent des attaques régulières. Des atrocités sont commises dans toute la bande de Gaza, alors qu'Israël prétend que son objectif consiste à détruire les tunnels frontaliers.

Les responsables israéliens vantent l'humanité de ce qu'ils qualifient d'«armée la plus morale du monde», sans doute parce qu'elle prévient les habitants du bombardement imminent de leur maison. La méthode relève d'un «sadisme complaisamment déguisé en clémence», pour reprendre les mots de la journaliste israélienne Amira Hass. «Un message enregistré presse des centaines de milliers de personnes de quitter leurs maisons ciblées et de gagner un endroit tout aussi dangereux, à 10 kilomètres de là.»

En fait, aucun secteur de Gaza n'est à l'abri du sadisme israélien. La campagne actuelle pourrait même faire plus de victimes que la terrible opération Plomb durci de 2008-2009.

Devant ces horribles révélations, le président le plus moral du monde, Barack Obama, a réagi comme d'habitude en exprimant sa profonde sympathie pour Israël, en condamnant fermement le Hamas et en appelant les deux camps à la modération.

Quand cet épisode de sadisme aura pris fin, Israël espère être libre de poursuivre ses politiques criminelles sans entrave et avec l'appui des États-Unis – un appui militaire, économique et diplomatique, mais aussi idéologique, qui consiste à interpréter les enjeux conformément aux doctrines israéliennes. Les Gazaouis, eux, seront libres de revenir à la normale dans leur prison bien gardée par Israël, tandis que les Palestiniens de Cisjordanie regarderont, en paix, Israël démanteler le peu qui leur reste.

C'est ce qui risque de se produire si les États-Unis maintiennent leur soutien décisif et unilatéral à Israël et s'entêtent à rejeter le consensus international de longue date pour un règlement diplomatique du conflit. Mais l'avenir serait très différent si Washington mettait un terme à son appui.

Si tel était le cas, il serait possible de progresser vers la «solution durable» que le secrétaire d'État John Kerry a appelée de ses vœux. L'idée a suscité la réprobation hystérique des Israéliens, qui craignent que celle-ci soit interprétée comme une exhortation à mettre fin au blocus et aux attaques répétées, et, comble de l'horreur, comme un appel à l'application du droit international dans le reste des territoires occupés.

S'il respectait le droit international, Israël ne verrait pas sa sécurité menacée; celle-ci serait même fort probablement renforcée. Toutefois, comme l'expliquait voilà plus de 40 ans le général Ezer Weizman, qui deviendrait plus tard président, Israël ne pourrait, dans un tel contexte, «exister à l'échelle, dans l'esprit et avec la qualité qu'il incarne désormais».

On a vu des cas semblables dans l'histoire récente. Les généraux indonésiens juraient qu'ils ne renonceraient jamais à ce que le ministre australien des Affaires étrangères Gareth Evans qualifiait de «province indonésienne du Timor-Oriental» alors qu'il négociait un contrat en vue de mettre la main sur le pétrole timorais. Tant que les États-Unis continuaient

de les soutenir, comme ils le faisaient depuis des décennies malgré des massacres dignes d'un génocide, l'objectif des généraux était réaliste. En septembre 1999, cédant aux pressions considérables de l'opinion américaine et internationale, le président Bill Clinton a fini par leur dire que la récréation était terminée, et ils se sont aussitôt retirés. Evans, lui, s'est tourné vers une nouvelle carrière d'apôtre de la «responsabilité de protéger», dans une variante assurément conçue pour permettre au monde occidental de recourir à la violence quand bon lui semble.

L'Afrique du Sud a elle aussi connu un sort comparable. En 1958, son ministre des Affaires étrangères déclarait à l'ambassadeur des États-Unis que, même si son pays commençait à être considéré comme un État voyou, cela resterait sans conséquence tant que Washington continuerait de le soutenir. Il voyait juste. Trente ans plus tard, l'apartheid n'avait plus d'autre appui digne de ce nom que celui de l'administration Reagan. Au bout de quelques années, les États-Unis ont fini par se joindre au concert des nations, et le régime s'est effondré. (Mais pas pour cette unique raison, bien sûr; pensons au rôle essentiel de Cuba dans la libération de l'Angola, généralement ignoré des Occidentaux, mais pas des Africains.)

En 1971, Israël a pris la décision fatidique d'accorder préséance à l'expansion sur la sécurité en rejetant le traité de paix en bonne et due forme que lui proposait l'Égypte en échange de l'évacuation du Sinaï occupé, alors qu'il se lançait dans la colonisation et le développement à grande échelle. Si ses dirigeants ont pu maintenir cette politique depuis ce temps, c'est essentiellement parce qu'ils évaluent la situation comme le faisait l'Afrique du Sud en 1958.

Dans le cas d'Israël, un ralliement des États-Unis au consensus international aurait des conséquences beaucoup plus importantes. C›est ainsi que se jouent les rapports de pouvoir, comme on a pu le constater à

maintes reprises lorsque Washington a exigé d'Israël qu'il abandonne de précieux objectifs. En outre, parce qu'il a adopté des politiques qui l'ont fait passer de pays admiré de tous à objet de crainte et de mépris – politiques qu'il s'acharne à maintenir aveuglément dans sa marche résolue vers la dégénérescence morale et, éventuellement, l'autodestruction –, Israël dispose maintenant de peu de recours.

La politique israélienne des États-Unis pourrait-elle changer? Ce n'est pas impossible. L'opinion publique a considérablement évolué ces dernières années, en particulier chez les jeunes, et ne peut être complètement ignorée.

Depuis quelques années, le public dispose d'une base juridique solide pour presser Washington de respecter ses propres lois et de réduire son aide militaire à Israël. «Aucune assistance en matière de sécurité ne devrait être apportée à un État dont le gouvernement se livre systématiquement à des violations flagrantes de droits de la personne reconnus par les institutions internationales», stipule la loi. Israël est assurément coupable de telles violations, et ce, depuis de nombreuses années.

L'auteur de cette disposition, le sénateur du Vermont Patrick Leahy, a indiqué qu'on pourrait l'appliquer à Israël dans certains cas précis. Avec une campagne d'information bien orchestrée, des militants pourraient mener à bien une telle contestation judiciaire.

Celle-ci pourrait avoir un impact considérable et offrir un tremplin à d'autres actions visant à contraindre Washington à se joindre à la «communauté internationale» et à respecter le droit international.

Nul gain ne pourrait être plus tangible pour les victimes palestiniennes de la violence et de la répression.

CHAPITRE 10

Une partition futile et immorale

par Ilan Pappé

SELON UNE CÉLÈBRE MAXIME JUIVE, on devrait chercher sa clé perdue à l'endroit où on l'a égarée, et non là où il y a de la lumière. À bien des égards, le prétendu processus de paix en Palestine, fondé sur le concept de solution à deux États, a toujours été une quête futile, menée à la lueur d'un puissant lampadaire situé très loin de la clé perdue.

La réunion sous le lampadaire des dirigeants du monde, des médiateurs, des sionistes progressistes, des Palestiniens soi-disant modérés et de certains des meilleurs amis occidentaux de la Palestine a été motivée par une mésinterprétation, partagée, du conflit israélo-palestinien, envisagé comme s'il mettait aux prises deux mouvements nationaux. De cette perspective ont émergé deux autres idées fausses, selon lesquelles le conflit a débuté autour de 1967 avec l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, et ces deux régions sont plus «palestiniennes» par leur nature et leur histoire que le reste de la Palestine. Loin du lampadaire se cachent des vérités qui semblent déranger non seulement les sionistes, mais

aussi quiconque craint de tenir tête à Israël. Là, dans l'obscurité, réside la seule interprétation juste du conflit: une lutte opposant depuis la fin du XIX^{e} siècle un mouvement colonialiste de peuplement et une population autochtone.

Vu sous cet angle, le conflit apparaît comme une tentative soutenue des sionistes d'accaparer la plus grande partie du territoire palestinien possible en y laissant vivre le moins de Palestiniens possible. Paradoxalement, cette volonté de désarabiser le pays découle de leur rêve de créer une démocratie à l'européenne en plein cœur du monde arabe, lequel est toutefois assorti d'une seule réserve: il doit s'agir d'une démocratie juive.

C'est pourquoi les colons ont toujours été portés par un élan à la fois géographique et démographique. À ses débuts, le mouvement sioniste était dirigé par des chefs pragmatiques, tel David Ben Gourion, qui reconnaissait la nécessité de s'emparer de la Palestine progressivement, un morceau à la fois, sans jamais perdre de vue l'impératif de constituer un territoire à majorité juive. Par conséquent, au cours de la période mandataire (1918-1948), où les juifs représentaient moins du tiers de la population, le mouvement a proposé une partition de la Palestine qui assurerait à la petite minorité des colons l'exclusivité de certaines zones, dans l'espoir d'y attirer de nouveaux arrivants et de s'emparer de territoires plus vastes. Dès les années 1930, les chefs sionistes ont tenté de convaincre le gouvernement britannique de les aider à concrétiser ces rêves en déplaçant les Palestiniens qui vivaient dans les futures zones juives, ce qui, affirmaient-ils, contribuerait à la résolution du conflit. Mais l'Empire ne s'est pas laissé convaincre.

Le mouvement sioniste a donc dû prendre lui-même les choses en main, c'est-à-dire envisager à la fois de se rendre maître du territoire où

implanter une démocratie juive et d'en chasser les Palestiniens. Dans ce pays où, en 1948, les colons juifs ne représentaient encore que le tiers de la population, la nécessité de recourir à la force a été accentuée par l'incapacité des sionistes d'acheter un grand nombre de terres. Cette situation a eu pour aboutissement inévitable une vaste opération de nettoyage ethnique en Palestine, laquelle a commencé avant même le départ des Britanniques en février 1948 et s'est poursuivie jusqu'au début de l'année 1949[32].

Ce nettoyage ethnique a donné naissance à la Cisjordanie et à la bande de Gaza, deux entités géopolitiques issues de la prise de contrôle de la Palestine par le mouvement sioniste (auxquelles s'est ajoutée une troisième zone, le Wadi Ara, qui faisait partie de la Cisjordanie, mais a été annexé à Israël sous la contrainte lorsque, en avril 1949, une Jordanie menacée par la guerre le lui a concédé dans le cadre d'un armistice bilatéral[33]).

La Cisjordanie est constituée des parties de la Palestine allouées à un futur État arabe en vertu du plan de partage adopté par l'ONU le 29 novembre 1947. C'est le compromis qu'on a trouvé pour que la Jordanie accepte de se contenter d'un rôle mineur dans l'effort global du monde arabe de sauver la Palestine (la légion arabe et l'armée israélienne naissante s'étaient livré une rude bataille pour le contrôle de Jérusalem, qui avait fini par être scindée). Quant à la bande de Gaza, créée dans l'ouest du Néguev, elle s'est vu attribuer par Israël la fonction de vaste camp de réfugiés: tous les habitants des villages situés au sud de Jaffa ont été chassés de chez eux par l'armée pour y être parqués[34]. Ces deux entités géopolitiques sont donc issues de la tentative sioniste de judaïser toute la Palestine: la première est le fruit d'un accord stratégique avec la Jordanie, et la seconde est née d'une volonté de régler le problème démographique.

Telle était la véritable partition de la Palestine jusqu'en 1967. La fausse «partition de la paix» – le lampadaire – a été imaginée par Israël à la suite de la guerre des Six Jours. Elle s'inscrivait dans une série de décisions stratégiques du 13e gouvernement israélien, attribuables au mécontentement de nombreux responsables à propos de l'alliance tacite de 1948 avec la Jordanie. Un vigoureux lobby tentait de convaincre le premier ministre Ben Gourion, qui a été au pouvoir jusqu'en 1963, de reconsidérer l'entente et de trouver un prétexte pour occuper la Cisjordanie, en partie ou en totalité. Il était constitué de gens très puissants; certains d'entre eux, tels Yigal Allon et Moshe Dayan, avaient été généraux pendant la guerre de 1948, tandis que d'autres étaient des idéologues pour qui la Cisjordanie était le cœur de l'Israël antique, sans lequel l'État juif ne pouvait survivre. Les militaires ont aussi forgé le mythe voulant que le fleuve Jourdain oppose une barrière naturelle à d'éventuelles invasions en provenance de l'est. Quiconque a déjà vu le Jourdain sait que ce ruisseau qui n'a de fleuve que le nom pourrait à peine freiner un troupeau d'ânes, et encore moins une unité de tanks[35].

Lorsque Ben Gourion a quitté le pouvoir en 1963, ce lobby a eu une chance de transformer ses rêves d'expansion en plan stratégique. Le vieux premier ministre s'opposait fermement à l'occupation d'une plus grande partie de la Palestine, car il craignait que cela n'oblige Israël à intégrer des Palestiniens en masse. Après son départ, le gouvernement a intensifié ses préparatifs en vue d'une telle expansion. Alors qu'il était encore en poste, Ben Gourion avait empêché une situation potentiellement explosive de dégénérer en guerre – une situation assez semblable à celle qui a mené au conflit de 1967. En 1960, le président égyptien et grand leader du monde arabe Gamal Abdel Nasser a adopté une stratégie de la corde raide qui laissait présager l'orientation qu'il a prise en 1967, année où le premier ministre israélien et le secrétaire général des Nations unies n'ont pas su

prévenir une guerre que leurs prédécesseurs étaient parvenus à éviter en 1960[36].

À partir de 1963, donc, les stratèges israéliens ont pu accélérer la planification systématique de l'occupation militaire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza[37]. En juin 1967, leur plan a été appliqué en quelques jours seulement. Mais cela n'était pas suffisant; il fallait formuler une stratégie, une tâche dont s'est acquitté le gouvernement israélien au cours des mois qui suivirent la fin des combats.

Aussitôt la guerre des Six Jours terminée, le 13e gouvernement israélien a inauguré la série de décisions qui, d'une manière ou d'une autre, condamnaient l'ensemble des habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza à la prison à vie dans le plus grand centre de détention de l'histoire moderne. Ces Palestiniens ont ainsi été incarcérés pour des crimes qu'ils n'avaient jamais commis et qui n'ont jamais été définis. Aujourd'hui, c'est une troisième génération de ces «détenus» qui vient de voir le jour.

Le gouvernement responsable de cet impitoyable virage était fort du plus large consensus sioniste qu'on eût pu imaginer. Tous les courants idéologiques y étaient représentés: les socialistes du Mapam y côtoyaient le révisionniste Menahem Begin et y partageaient gloire et pouvoir avec les diverses tendances du mouvement ouvrier sioniste; à leurs côtés siégeaient des membres des partis libéraux les plus séculiers et des partis ultra-orthodoxes. Jamais partenariat plus consensuel n'avait autant façonné – et ne façonnerait autant – l'avenir de l'État d'Israël.

Contrairement aux idées reçues sur l'histoire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, nul autre acteur que le gouvernement israélien n'a joué de rôle aussi crucial dans la détermination du sort de ces territoires et de leurs habitants. Les décisions prises par ses ministres en juin, juillet et août 1967 ont constitué la pierre angulaire de l'actuelle politique israélienne à l'égard

des territoires occupés. Aucun des gouvernements subséquents n'a dévié (et n'a voulu dévier) de la trajectoire qu'il avait tracée.

Les résolutions adoptées au cours de cette brève période de trois mois ont clairement établi les principes auxquels les gouvernements israéliens suivants ont adhéré religieusement et n'ont jamais dérogé, même lors d'événements dramatiques comme la première et la seconde intifada, le processus de paix d'Oslo ou le sommet de Camp David de 2000.

Le caractère inébranlable de ces décisions s'explique en partie par l'extraordinaire composition du gouvernement de 1967, où, comme nous l'avons vu, pratiquement tous les courants du sionisme étaient représentés. Il est sans doute aussi attribuable à l'euphorie suscitée par l'anéantissement de six armées arabes par les forces de défense israéliennes et par la guerre éclair s'étant conclue par l'occupation militaire de vastes territoires arabes. Les dirigeants de l'époque étaient entourés d'une aura messianique, ce qui les encourageait à prendre des décisions audacieuses et historiques que leurs successeurs peineront à critiquer ou à renverser.

Tous ces motifs plausibles tendent à indiquer que ces politiques sont le produit du contexte exceptionnel qui régnait en juin 1967. Or, elles sont avant tout le résultat inéluctable de l'idéologie sioniste (quelle que soit la définition qu'on en donne) et de l'histoire du mouvement. Ces circonstances particulières ont aidé la classe politique à renouer avec son héritage idéologique et, comme en 1948, avec le projet de judaïser la plus grande portion possible de la Palestine.

Malgré l'enthousiasme suscité par l'éventualité d'étendre l'État juif à l'ensemble de ce que bon nombre d'Israéliens considéraient comme le territoire naturel et historique de l'Israël antique, la première décision a consisté à ne pas entreprendre de nettoyage ethnique. Les ministres y ont

réfléchi un moment, mais ont fini par écarter l'idée, car ils doutaient que l'armée eût la volonté et les moyens de mener une telle opération[38].

La deuxième décision a consisté à exclure la Cisjordanie et la bande de Gaza de tout futur traité de paix basé sur les territoires (un principe que le gouvernement acceptait, ne serait-ce qu'en théorie, pour la péninsule du Sinaï et le plateau du Golan). La plupart des participants aux réunions avaient le sentiment que la communauté internationale leur accordait l'immunité en matière d'expansion territoriale – non pas tant parce qu'elle approuvait l'expansionnisme en soi que parce qu'elle n'avait pas la volonté de s'y attaquer. Ils ont cependant assorti leur décision d'une réserve déterminante: il n'y aurait pas d'annexion *de jure*, seulement *de facto*[39].

La troisième décision a été de ne pas accorder la pleine citoyenneté à la population occupée, afin de ne pas mettre en danger la majorité démographique juive. Hier comme aujourd'hui, il existe en Israël un désir largement partagé de conserver la Cisjordanie pour de bon, mais celui-ci cohabite avec une conscience de l'inopportunité d'annexer officiellement les territoires occupés et de l'impossibilité d'en expulser la population en masse. Les intentions relatives à la bande de Gaza, elles, étaient et sont toujours plus ambivalentes, la motivation première consistant à voir celle-ci disparaître. Une telle perspective était envisagée en 1967, et, ces dernières années, elle a pris la forme d'un inquiétant plan d'action. Et pourtant, conserver les territoires occupés avec leur population semblait tout aussi indispensable que le maintien d'une majorité juive au sein d'un État juif, quelle que soit sa forme.

Les procès-verbaux de ces réunions ministérielles sont maintenant accessibles aux historiens. Ils mettent au jour l'incompatibilité des deux sentiments que sont la soif de nouveaux territoires et la réticence à en chasser ou à en intégrer les populations. Mais ils révèlent également à quel

point les ministres étaient fiers d'avoir rapidement trouvé un moyen de sortir de cette impasse logique et théorique. Ils étaient convaincus, comme le seront tous leurs successeurs, d'avoir découvert la formule qui permettrait à Israël de conserver les territoires qu'il convoitait, sans intégrer le peuple dont il niait l'existence et en préservant son immunité et sa réputation internationales[40].

Traduits en politiques concrètes, de tels objectifs ne peuvent donner lieu qu'à une réalité inhumaine et impitoyable sur le terrain. Il ne peut exister de variante bénigne ou éclairée d'une politique destinée à priver des gens de leur citoyenneté pour une longue période. Une seule institution a pour principe de dépouiller des citoyens de leurs droits fondamentaux: la prison moderne.

En tentant de sortir de l'impasse où le menait ses ambitions nationalistes et colonialistes, le gouvernement israélien a incarcéré en 1967 quelque 1,5 million de personnes dans sa mégaprison. Cette prison n'accueille pas quelques détenus incarcérés à tort ou à raison, mais une société tout entière. La mise en place de ce système cruel servait certes d'ignobles desseins, mais pas uniquement. Sans doute conscients du fait qu'elle constituait un châtiment collectif pour un crime jamais commis, certains de ses architectes souhaitaient sincèrement que la prison soit la plus humaine possible; d'autres, en revanche, n'ont pas pris la peine d'en imaginer une variante plus douce. Mais ces deux courants existaient bel et bien. C'est pourquoi le gouvernement a décidé d'offrir deux modèles de la mégaprison aux populations de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. L'un était une prison à ciel ouvert, et l'autre, un établissement à sécurité maximum. Si elles n'acceptaient pas la première, elles obtiendraient la seconde.

La prison à ciel ouvert accordait à ses détenus une certaine autonomie sous le contrôle direct et indirect d'Israël, tandis que l'établissement à sécurité maximum privait les Palestiniens de toute autonomie et leur infligeait d'impitoyables mesures punitives ou des restrictions; au pire, on les exécutait. Dans les faits, la prison à ciel ouvert s'est avérée assez odieuse et inhumaine pour provoquer la résistance des populations enclavées, qui se sont vu imposer l'établissement à sécurité maximum en représailles. En gros, la variante plus douce a été en vigueur au cours de deux périodes, à savoir de 1967 à 1987 et de 1993 à 2000, et les représailles ont été exercées de 1987 à 1993 et de 2000 à 2009.

Promu par Israël et ses alliés américains et européens, qui le présentaient comme une idée ingénieuse pour résoudre le conflit, le modèle de la prison à ciel ouvert a été érigé en faux paradigme de la paix. Sa meilleure variante a d'abord été celle d'une zone autonome, prévue par les accords de Camp David de 1978 entre Israël et l'Égypte, lesquels n'ont mené nulle part, puis celle d'un État palestinien indépendant, envisagé par les accords d'Oslo de 1993. Quand les accords d'Oslo ont été appliqués (selon le bon vouloir de l'occupant), la ressemblance entre les notions d'«État» et de prison à ciel ouvert est devenue manifeste, avec la partition de la Cisjordanie en trois zones (A, B et C) et l'indépendance des colonies juives de Gaza par rapport à l'Autorité palestinienne. L'accord d'Oslo B de 1994, lui, n'a octroyé l'autonomie aux Palestiniens que sur de petites parties de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, et a confié le contrôle de la sécurité et de la souveraineté des enclaves aux autorités israéliennes. Pendant une brève période, en 2002, le régime a senti que la sécurité d'Israël était menacée. Il a donc réinstitué le modèle de l'établissement à sécurité maximum; celui-ci est à maints égards toujours en vigueur

aujourd’hui, alors que la prison rebelle de Gaza est sévèrement punie par un blocus continu.

L’assimilation du modèle de la prison à ciel ouvert à un effort diplomatique et à un «processus de paix» aurait été impossible sans l’appui d’une bonne partie de l’élite politique palestinienne, de la gauche sioniste et même de certains défenseurs bien connus et très respectés de la cause palestinienne à l’étranger. Mais c’est essentiellement une nouvelle création, le Quartette, un genre de tribunal international ad hoc sur la Palestine constitué de l’Union européenne, de la Russie, des États-Unis et des Nations unies, qui a donné au processus la légitimité dont il avait besoin pour être perçu comme un puissant facteur de paix.

En Israël et dans le monde occidental, il a fallu une longue litanie de mots ainsi que l’étroite collaboration des médias et du milieu universitaire pour défendre la justesse morale et politique du modèle de la prison à ciel ouvert en tant que meilleure solution possible au «conflit» et vision idéalisée d’une vie saine et normale dans une Cisjordanie occupée et une bande de Gaza assiégée. Les notions d’«autonomie», d’«autodétermination» et, enfin, d’«indépendance» ont été brandies, essentiellement à tort, pour décrire la meilleure variante de prison à ciel ouvert qu’Israël pouvait offrir aux Palestiniens des deux territoires.

Mais cette litanie n’a pas suffi à polir la réalité, tout comme les discours grandiloquents n’ont pas rendu sourds les membres lucides des sociétés impliquées, qu’ils se trouvent dans les territoires occupés, en Israël ou ailleurs dans le monde. Avec internet, la presse indépendante, une société civile active et des ONG dynamiques, il est devenu difficile de défendre un simulacre de processus de paix et de réconciliation impliquant que des gens soient incarcérés dans la plus vaste prison de l’histoire moderne.

Dans ce contexte, fidèle à son intention délibérée de contrôler ces territoires indéfiniment et de bafouer les droits fondamentaux de leurs habitants, Israël a inventé une formule magique qui consiste à qualifier l'occupation de temporaire. Le statut des Palestiniens sera fixé «lorsque la paix sera rétablie». Une telle logique permet à Israël de continuer à donner l'image d'un «État démocratique» et, ce faisant, de bénéficier des nombreux avantages attachés à ce statut sur la scène internationale.

Ainsi, les notions de «processus de paix» et de «deux États pour deux peuples» ne semblent plus en contradiction avec l'occupation, ni même avec l'«occupation temporaire» de 1967. Elles forment un cadre conceptuel qui permet le maintien du statu quo pour la plus longue période possible.

Israël pourrait difficilement projeter cette image sans l'aide d'autres acteurs, dont certains interviennent dans leur propre intérêt et d'autres, mal informés, sont pétris de bonnes intentions. Les dirigeants du mouvement national palestinien, suivis par une bonne partie des Arabes palestiniens les plus influents, contribuent largement à la crédibilité du prétendu processus de paix. De nombreux militants pacifistes de par le monde sont aussi tombés dans le piège.

Pendant ce temps, Israël s'active à resserrer son contrôle sur les terres, les sources d'eau, l'économie et tous les aspects de la vie quotidienne des Palestiniens. Dans ce contexte, même si un État palestinien était institué et que Mahmoud Abbas en devenait le président, cette entité n'aurait pas la moindre portée concrète.

Les chances de sortir de l'impasse resteront nulles tant qu'on ne démasquera pas la supercherie que constituent le faux processus de paix et la solution à deux États. Il est temps de chercher la clé là où on l'a perdue. Pour ce faire, on doit commencer par cerner le problème, à savoir révéler la nature colonialiste du sionisme et admettre qu'Israël est un régime

d’apartheid. Il n’existe ni d’autre sionisme ni d’autre Israël. Le seul fait de mettre au jour cette réalité pourrait avoir un impact considérable, vu l’importance que revêt le soutien international dans le maintien de la suprématie d’Israël sur les autres forces de la région, mais aussi en raison des conflits internes au sein de la société israélienne.

Toute recherche de solution devrait s’appuyer sur une telle interprétation du problème. Elle devrait s’amorcer par un débat, auquel participeraient tous les habitants du pays, sur les façons de vivre ensemble dans un État de droit où régneraient l’égalité et la coopération. Les réfugiés palestiniens devraient aussi prendre part au débat: de leur droit au retour découle celui de contribuer à la détermination de l’avenir de leur pays. Il est essentiel d’avoir pour objectif d’instituer un État pour tous les habitants et tous les réfugiés du pays, car cela détermine qui peut prendre part au débat sur son avenir.

Le sionisme a toujours fait de son mieux pour diviser le peuple palestinien et le mener dans un cul-de-sac. Il a commencé par éloigner les réfugiés de la Palestine et par isoler la population palestinienne dans les territoires délimités en 1948. Aujourd’hui, on assiste à la séparation politique de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. L’adoption d’un ordre du jour commun par l’ensemble des composantes du peuple palestinien représenterait un premier pas vers une solution. Les technologies contemporaines peuvent servir de base à des débats ouverts, par-delà les frontières et les postes de contrôle, qui permettraient d’élaborer un programme, de tisser des liens plus solides et de déterminer la voie à emprunter collectivement.

Rien de tout cela ne sera facile. Des antagonismes opposent les divers secteurs de la société, les milieux religieux et séculiers, les autochtones palestiniens et la troisième génération de colons juifs. Une nouvelle

répartition des ressources sera nécessaire pour compenser les pertes dues à des décennies de dépossession et de discrimination. On ne sait trop quels seront la nature de la nouvelle société et le cadre politique que nous créerons ensemble, mais nous devons impérativement commencer à en discuter sérieusement. Qui plus est, nous devrons mener une dure bataille contre un régime oppressif qui considère toute autre perspective que celle d'un État juif raciste comme une «idée suicidaire» ou une «menace pour notre existence».

Voilà la tâche qui nous attend, les problèmes que nous devons résoudre. Tant que nous ne regarderons pas la réalité en face, nous continuerons à perdre notre temps. Une juste compréhension du problème et un projet de solution adéquat pourraient créer une dynamique positive qui bouleverserait l'équilibre des pouvoirs.

CHAPITRE 11

Des cessez-le-feu constamment rompus[41]

par Noam Chomsky

Le 26 AOÛT 2014, Israël et l'Autorité palestinienne ont conclu un accord de cessez-le-feu après 50 jours d'un assaut contre Gaza qui a causé la mort de 2 100 Palestiniens et la destruction de quartiers entiers. En vertu de l'entente, Israël et le Hamas doivent mettre fin à toutes leurs opérations militaires, et l'État juif est tenu d'assouplir le blocus qu'il impose à Gaza depuis de nombreuses années.

Il ne s'agit cependant que du plus récent avatar d'une série de cessez-le-feu s'inscrivant dans l'interminable succession d'offensives israéliennes contre Gaza. Les termes de ces accords sont à peu près toujours les mêmes. Quels qu'ils soient, Israël a l'habitude d'y déroger; le Hamas, quant à lui, tend à les respecter (ce qu'Israël a d'ailleurs officiellement reconnu) jusqu'à ce que l'intensification de la violence israélienne le pousse à réagir, ce qui débouche sur une escalade. La plus récente agression n'a pas consisté à «tondre le gazon», comme le veut l'expression israélienne, mais plutôt à «retirer la couche arable», comme l'a dit un haut gradé des forces armées

américaines, consterné par les pratiques d'une institution qui prétend être «l'armée la plus morale du monde».

La série de cessez-le-feu a été inaugurée avec l'Accord sur la liberté de mouvement et l'accès, conclu par Israël et l'Autorité palestinienne en novembre 2005. Les parties ont alors convenu d'ouvrir le point de passage de Rafah, entre Gaza et l'Égypte, à l'exportation des biens et au transport des personnes, de rendre les points de passage entre Gaza et Israël continuellement opérationnels pour assurer l'importation et l'exportation de biens et le transport des personnes, de limiter les obstacles aux déplacements en Cisjordanie, d'organiser des convois d'autocars et de camions entre la Cisjordanie et Gaza, de construire un port de mer à Gaza et de rebâtir l'aéroport de Gaza, détruit par les bombardements israéliens.

L'accord a été conclu peu de temps après le retrait des colons et des militaires israéliens de Gaza. Dov Weissglass, proche conseiller du premier ministre Ariel Sharon chargé de le négocier et de l'appliquer, en a expliqué la raison d'être ainsi: «L'important, c'est de bloquer le processus politique, a-t-il déclaré à la presse israélienne. Ce faisant, on empêche la mise en place d'un État palestinien et on évite un débat sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem. Effectivement, cette formule qu'on appelle État palestinien, avec tout ce qu'elle implique, a été retirée pour de bon de notre ordre du jour. Le tout sous l'autorité et avec la permission [du président des États-Unis], et avec l'approbation des deux chambres du Congrès.» Difficile à nier.

«Le désengagement est en fait du formaldéhyde, a-t-il ajouté. Il fournit la quantité de formaldéhyde nécessaire à ce qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens.» Au lieu de consacrer de précieuses ressources au maintien de quelques milliers de colons dans les colonies illégales d'une bande de Gaza dévastée, ont admis les faucons israéliens, il

valait mieux les transférer dans les villages illégaux et subventionnés de zones de la Cisjordanie qu'Israël entend bien conserver.

Le retrait a été présenté comme un louable effort de paix, mais la réalité était tout autre. Israël n'a jamais renoncé au contrôle de Gaza. Il est donc considéré comme une puissance occupante par les Nations unies, les États-Unis et d'autres États (mais pas par lui-même, bien entendu). Dans leur histoire exhaustive de la colonisation israélienne des territoires occupés, l'historienne Idith Zertal et le journaliste Akiva Eldar décrivent ce qui s'est réellement produit quand Israël s'est retiré: le retrait n'a pas affranchi le territoire en ruine «de la domination militaire d'Israël, ne serait-ce qu'un seul jour, pas plus qu'il ne l'a exonéré du prix de l'occupation, que ses habitants continuent à payer quotidiennement». À la suite du retrait, «Israël a laissé derrière lui une terre dévastée, des services publics en ruine et un peuple sans présent ni avenir. Les colonies ont été détruites dans un geste qui n'avait rien de généreux, par un occupant qui n'avait rien d'éclairé, et qui continue dans les faits à contrôler le territoire et à harceler et à tuer ses habitants grâce à sa formidable puissance militaire[42].»

Les opérations Plomb durci et Pilier de défense

Israël a tôt fait de trouver un prétexte pour contrevenir encore plus gravement à l'accord de novembre. En janvier 2006, les Palestiniens ont commis un crime grave: lors d'une élection étroitement surveillée, ils ont voté pour le mauvais parti en confiant leur Parlement au Hamas. Israël et les États-Unis leur ont immédiatement imposé de lourdes sanctions; ce faisant, ils exposaient clairement au monde leur conception de la «promotion de la démocratie». L'Europe leur a emboîté le pas sans vergogne.

Washington et son allié se sont aussi empressés de planifier un coup d'État militaire contre cet inacceptable gouvernement élu, une procédure habituelle. Quand, en 2007, le Hamas a empêché la tentative, le siège de Gaza s'est intensifié et les attaques israéliennes se sont multipliées. Voter pour le mauvais parti lors d'une élection libre est certes un geste déplorable, mais empêcher un coup d'État militaire planifié par les États-Unis est une offense impardonnable.

Un nouvel accord de cessez-le-feu a été conclu en juin 2008. Il prévoyait lui aussi l'ouverture des points de passage frontaliers afin de «laisser passer tous les biens ayant fait l'objet d'une interdiction ou de restrictions». Bien qu'il s'y soit officiellement rallié, Israël s'est empressé d'annoncer qu'il n'ouvrirait pas les frontières tant que le Hamas n'aurait pas libéré Gilad Shalit, un de ses soldats détenu par le mouvement.

Israël a lui-même un lourd passé de ravisseur de civils – des civils enlevés au Liban ou en haute mer et détenus pendant de longues périodes sans faire l'objet d'accusations crédibles, parfois comme otages. Il va sans dire que l'emprisonnement de civils pour des motifs douteux, voire sans raison, est pratique courante dans les territoires contrôlés par Israël. Toutefois, parce que, en Occident, on a pris l'habitude de distinguer les personnes des «non-personnes» (pour reprendre l'expression commode d'Orwell), tout cela n'est qu'un détail sans importance.

En violation du cessez-le-feu de juin 2008, Israël a maintenu le blocus de Gaza avec une extrême fermeté, en allant même jusqu'à empêcher l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) de renouveler ses stocks.

Le 4 novembre 2008, alors que les grands médias n'avaient d'yeux et d'oreilles que pour l'élection présidentielle américaine, les forces israéliennes sont entrées dans Gaza et ont tué quelques militants du Hamas.

Ce dernier a riposté en lançant des roquettes, puis un échange de tirs a suivi (seuls des Palestiniens sont morts). À la fin décembre, le Hamas a proposé un renouvellement du cessez-le-feu. Après avoir évalué l'offre, Israël l'a rejetée et a lancé l'opération Plomb durci, une incursion qui a duré trois semaines pendant lesquelles toute sa puissance a déferlé sur la bande de Gaza et où ont été commises des atrocités scandaleuses, bien documentées par les organismes internationaux et israéliens de défense des droits de la personne.

Le 8 janvier 2009, alors que l'opération Plomb durci déchaînait sa furie, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution à l'unanimité (les États-Unis se sont abstenus) qui soulignait l'urgence «d'instaurer immédiatement un cessez-le-feu durable et pleinement respecté», demandait «que l'aide humanitaire, y compris les vivres, le carburant et les traitements médicaux, puisse être distribuée sans entrave dans tout Gaza» et appelait «les États membres à redoubler d'efforts pour […] prévenir le trafic d'armes et de munitions[43]».

Un nouveau cessez-le-feu a fini par être signé, mais ses termes, comme ceux des accords précédents, n'ont jamais été respectés, si bien qu'il n'en restait plus rien lors de la tonte de gazon de novembre 2012, l'opération Pilier de défense. Ce qui s'est produit entre les deux épisodes peut être illustré par le nombre de victimes recensées de janvier 2012 au lancement de cette opération: un Israélien est mort sous le feu en provenance de Gaza, tandis que 78 Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes.

L'opération Pilier de défense a été inaugurée avec l'assassinat d'Ahmed Jabari, officier de haut rang de l'aile militaire du Hamas. Aluf Benn, rédacteur en chef du grand quotidien israélien *Haaretz*, a qualifié Jabari de «sous-traitant» d'Israël à Gaza, celui-ci ayant fait régner un certain calme dans la zone pendant plus de cinq ans. Comme toujours, on a

trouvé un prétexte pour justifier l'assassinat. Mais le militant pacifiste israélien Gershon Baskin, qui avait participé à des négociations avec Jabari pendant des années, croyait en connaître le motif véritable. Dans les heures qui ont précédé sa mort, a-t-il rapporté, le Palestinien «a reçu une proposition de trêve qui incluait des mécanismes visant le maintien du cessez-le-feu en cas d'escarmouche entre les forces israéliennes et les factions présentes dans la bande de Gaza».

Au fil du temps, Israël est passé maître dans l'art de conjurer les menaces d'entente diplomatique. À la suite de la tonte de gazon amorcée en novembre, un nouveau cessez-le-feu a néanmoins été conclu. Reprenant des clauses devenues habituelles, l'accord appelait les deux camps à cesser toute action militaire, exigeait la fin du blocus israélien de Gaza et recommandait «l'ouverture des points de passage en vue d'améliorer la libre circulation des personnes et des marchandises, ainsi que la levée des entraves à la libre circulation des habitants des zones frontalières, lesquels ne devront plus être pris pour cible».

Nathan Thrall, analyste principal pour le Moyen-Orient de l'International Crisis Group, raconte la suite des événements. Les services de renseignement israéliens ont admis que le Hamas respectait les clauses de l'accord de cessez-le-feu. «De son côté, Israël ne voyait guère d'avantages à s'y conformer, explique-t-il. Au cours des trois mois qui ont suivi le cessez-le-feu, ses forces ont mené des incursions répétées à Gaza, mitraillé des agriculteurs et des gens qui fouillaient dans les débris, torpillé des bateaux et bloqué l'accès des pêcheurs palestiniens à la plus grande partie des eaux territoriales de la bande.» Autrement dit, le blocus n'a jamais pris fin. «Les frontières ont été fermées à maintes reprises. Les prétendues zones tampons de Gaza [interdites aux Palestiniens et couvrant plus du tiers des rares terres arables de la région] ont été réinstituées. Les

importations ont chuté, les exportations ont cessé, et de moins en moins de Gazaouis ont pu obtenir des permis de sortie pour se rendre en Israël ou en Cisjordanie.»

L’opération Bordure protectrice

La situation s’est maintenue jusqu’en avril 2014, où un important événement a eu lieu. Les deux principaux groupes palestiniens, à savoir le Hamas, basé à Gaza, et l’Autorité palestinienne, dominée par le Fatah et basée en Cisjordanie, ont conclu un accord d’unité. Le Hamas y faisait d’importantes concessions. Le nouveau gouvernement d’unité ne comprendrait aucun de ses membres et sympathisants. Dans une large mesure, le mouvement islamiste confiait ainsi la direction de Gaza à l’Autorité palestinienne, explique Thrall. Cette dernière enverrait des milliers de membres de ses forces de sécurité à Gaza et posterait ses gardes aux frontières et aux points de passage; le Hamas, lui, n’exercerait aucune fonction réciproque en Cisjordanie. Enfin, le nouveau gouvernement d’unité accepterait les trois conditions que posaient depuis longtemps les États-Unis et l’Union européenne: la non-violence, le respect des accords antérieurs et la reconnaissance de l’État d’Israël.

Le gouvernement israélien était furieux. Il a aussitôt déclaré qu’il refusait toute collaboration avec le gouvernement d’unité et annulait les négociations. Sa colère a monté d’un cran lorsque les États-Unis et la plupart des autres pays du monde ont exprimé leur soutien au nouveau gouvernement palestinien.

Israël a de bonnes raisons de s’opposer à l’unification des Palestiniens. L’une d’elles est que l’incessant conflit entre le Hamas et le Fatah lui fournit un prétexte commode pour refuser de mener des négociations sérieuses. Comment peut-on négocier avec une entité divisée? Raison plus

importante: Israël s’active depuis plus de 20 ans à séparer la bande de Gaza de la Cisjordanie, en violation des accords d’Oslo de 1993, qui stipulent que les deux territoires constituent une unité territoriale indivisible.

Un coup d’œil à la carte permet de comprendre la logique israélienne. Isolée de Gaza, toute enclave cisjordanienne accordée aux Palestiniens ne leur donnerait aucun accès au monde extérieur. Ils se retrouveraient coincés entre les régimes hostiles que sont Israël et la Jordanie, deux proches alliés des États-Unis (qui, contrairement à ce qu’on pourrait croire, sont loin d’être un médiateur neutre).

De plus, Israël accapare systématiquement la vallée du Jourdain, qui couvre environ un tiers de la Cisjordanie et renferme une bonne partie de ses terres arables. Il en chasse la population palestinienne, y établit des colonies et y creuse des puits, le tout dans l’objectif de l’intégrer à Israël, avec d’autres régions. Ultimement, les zones palestiniennes restantes seront complètement enclavées. L’unification de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ferait obstacle à ces plans, qui remontent aux premiers jours de l’occupation et ont bénéficié du soutien constant des principaux courants politiques israéliens, y compris de personnalités habituellement qualifiées de «colombes», tel l’ex-président Shimon Peres, un des architectes de la colonisation de la Cisjordanie profonde.

Comme d’habitude, Israël avait besoin d’un prétexte pour passer à l’étape suivante de l’escalade. L’horrible assassinat de trois jeunes Israéliens d’une colonie cisjordanienne le lui a fourni. Encore aujourd’hui, la police israélienne, qui s’est mise à la recherche de membres d’un clan dissident du Hamas basé à Hébron en vue de les arrêter pour ce crime, persiste à affirmer, sans la moindre preuve, que les responsables sont des «terroristes». Le 2 septembre, *Haaretz* rapportait pourtant que, après avoir mené des interrogatoires très serrés, le service de sécurité intérieure

israélien avait conclu que l'enlèvement des adolescents était «attribuable à une cellule autonome» sans lien direct connu avec le Hamas.

Néanmoins, en se livrant à un saccage de 18 jours, Israël est parvenu à ébranler le gouvernement d'unité qu'il craignait tant et à faire réagir le Hamas, qui a tiré ses premières roquettes en 19 mois et, ce faisant, a fourni à Israël le prétexte pour lancer l'opération Bordure protectrice. D'une durée de 50 jours, l'assaut a constitué la tonte de gazon la plus radicale jamais effectuée par Israël.

L'opération [nom à déterminer]

Aujourd'hui, Israël est en bonne position pour mettre un terme à sa politique, vieille de plusieurs décennies, visant à séparer Gaza de la Cisjordanie au mépris de son engagement solennel, et pour respecter une première fois un important accord de cessez-le-feu. La menace d'une démocratisation de l'Égypte voisine s'est atténuée, ne serait-ce que temporairement: l'impitoyable dictature militaire du maréchal Abdel Fattah al-Sissi est un allié bienvenu pour Israël dans sa volonté de garder la haute main sur Gaza.

Comme nous l'avons vu, le gouvernement palestinien d'unité a confié la surveillance des frontières de Gaza aux forces de l'Autorité palestinienne, entraînées par les États-Unis. Le pouvoir pourrait ainsi se retrouver entre les mains de l'Autorité palestinienne, dont la survie et le financement dépendent d'Israël. L'État juif pourrait considérer qu'il a suffisamment accaparé de portions de la Cisjordanie pour ne plus craindre l'éventualité d'une accession à l'autonomie des enclaves palestiniennes restantes.

Il y a aussi un fond de vérité dans cette remarque du premier ministre Benjamin Netanyaou: «De nombreux acteurs de la région comprennent aujourd'hui que, dans la lutte qui les menace, Israël n'est pas un ennemi,

mais un partenaire.» Akiva Eldar, qui est le plus éminent journaliste israélien spécialisé en affaires diplomatiques, nuance toutefois cette affirmation: «Tous ces “nombreux acteurs de la région” savent également qu’aucun effort diplomatique d’envergure ne pourra se profiler à l’horizon sans accord préalable sur la création d’un État palestinien dans les frontières de 1967 et sans solution équitable et concertée à la question des réfugiés.» Rien de tel ne figure à l’ordre du jour israélien, constate-t-il, et une telle issue dérogerait à la charte du Likoud, adoptée en 1999 par le parti qui dirige aujourd’hui la coalition au pouvoir. Jamais abrogée depuis, celle-ci «rejette fermement la création d’un État arabo-palestinien à l’ouest du Jourdain».

Des commentateurs israéliens bien informés, dont le chroniqueur Danny Rubenstein, croient néanmoins qu’Israël est sur le point de renverser la vapeur et d’assouplir le blocus de Gaza.

On verra bien.

Le bilan des dernières années semble toutefois indiquer le contraire. Au terme de l’opération Bordure protectrice, Israël a annoncé sa plus importante appropriation de territoire cisjordanien en 30 ans, laquelle totalise environ 400 hectares. Selon la radio israélienne, le geste a été commis en représailles à l’assassinat des trois adolescents juifs «par des militants du Hamas». Un jeune Palestinien a été brûlé à mort pour le même motif, mais aucun territoire israélien n’a été cédé aux Palestiniens et personne n’a réagi quand, le 10 août, alors que l’armée la plus morale du monde était en train de transformer Gaza en monceaux de gravats, un soldat israélien a assassiné Khalil Anati, 10 ans, dans une rue tranquille d’un camp de réfugiés de la périphérie d’Hébron avant de reprendre le volant de sa jeep en abandonnant le corps ensanglanté.

Selon les statistiques de l'ONU, Anati fait partie des 23 Palestiniens (dont trois enfants) tués par les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie au cours de l'assaut contre Gaza, auxquels s'ajoutent plus de 2 000 blessés, dont 38% se sont fait tirer dessus. «Aucune des personnes tuées ne représentait une menace de mort pour les soldats», a rapporté le journaliste Gideon Levy. Rien de cela n'a suscité la moindre réaction, tout comme le fait que, depuis plus de 14 ans, Israël tue en moyenne plus de deux enfants palestiniens par semaine.

Tous les camps admettent généralement que, si la solution à deux États a perdu toute valeur en raison de l'annexion de territoires palestiniens par Israël, la seule issue qui reste est l'instauration d'un État unitaire à l'ouest du Jourdain. Certains Palestiniens voient un tel aboutissement d'un bon œil, car ils anticipent une lutte pour l'égalité des droits civils inspirée du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud. En revanche, des commentateurs israéliens craignent qu'un tel État soit aux prises avec un «problème démographique» (attribuable au taux de natalité des Arabes, supérieur à celui des juifs, et à une baisse du nombre d'immigrants juifs) qui compromettrait leur espoir de voir naître un «État juif démocratique».

Ces croyances, largement répandues, sont douteuses.

En lieu et place d'une solution à deux États, un scénario réaliste supposerait qu'Israël continue d'appliquer le plan qu'il suit depuis des années, qui consiste à accaparer tout ce que la Cisjordanie peut avoir de précieux tout en évitant de concentrer les populations palestiniennes et en chassant les Palestiniens des zones annexées. Il éviterait ainsi le «problème démographique» qu'il craint tant.

Les zones annexées à Israël incluent le Grand Jérusalem, considérablement élargi, la zone délimitée par le «mur de séparation» illégal et les corridors qui fragmentent l'est de la Cisjordanie; elles

pourraient également s’étendre à la vallée du Jourdain. La bande de Gaza continuera sans doute d’être soumise à l’interminable et implacable blocus qui l’isole de la Cisjordanie. Le plateau du Golan syrien, annexé, à l’instar de Jérusalem, au mépris des injonctions du Conseil de sécurité, sera discrètement intégré au Grand Israël. Pendant ce temps, les Palestiniens de Cisjordanie seront confinés dans des zones non viables tandis que leur élite se verra accorder des privilèges particuliers, dans le plus pur style néocolonial.

Ces politiques, qui suivent leur cours depuis la conquête de 1967, reposent sur un principe énoncé par le ministre de la Défense d’alors, Moshe Dayan, qui fut un des dirigeants israéliens les plus sympathiques aux Palestiniens. Celui-ci avait informé ses collègues du parti de ce qu’ils devraient dire aux réfugiés palestiniens de Cisjordanie: «Nous n’avons pas de solution. Vous devrez continuer à vivre comme des chiens. Quiconque le désire peut partir. Nous verrons bien où mènera ce processus.»

Cette suggestion s’inscrivait tout naturellement dans la pensée dominante, bien résumée par le futur président Haïm Herzog en 1972: «Je ne m’oppose pas à ce que les Palestiniens aient une opinion sur quelque sujet que ce soit. […] Mais je ne suis pas du tout disposé à les considérer comme des partenaires sur une terre qui a été confiée à notre nation voilà des milliers d’années. Pour les juifs de ce pays, il ne peut y avoir de partenaire.» Pour Dayan, Israël devait exercer une «domination permanente» sur les territoires occupés. Quand Netanyahou défend la même position aujourd’hui, il n’invente rien.

À l’instar d’autres États, Israël invoque la «sécurité» pour justifier ses agressions et sa violence. Mais les Israéliens bien informés sont mieux avisés. Leur interprétation de la réalité a été bien exprimée en 1972 par le commandant de l’armée de l’air Ezer Weizman, qui deviendra plus tard

président: Israël n’aurait pas de problème de sécurité s’il se conformait aux injonctions internationales qui lui ordonnent de se retirer des territoires conquis en 1967, mais, ce faisant, l’État ne pourrait «exister à l’échelle, dans l’esprit et avec la qualité qu’il incarne désormais».

Pendant un siècle, la colonisation sioniste de la Palestine a reposé sur une politique pragmatique du fait accompli, appliquée avec discrétion, que le monde a fini par accepter. Cette stratégie a connu un franc succès. Tout indique qu’elle sera maintenue tant que les États-Unis accorderont à Israël leur indispensable soutien militaire, économique, diplomatique et idéologique. C’est pourquoi quiconque se soucie des droits des Palestiniens maltraités devrait avoir pour priorité absolue d’amener Washington à réorienter sa politique israélienne. Un tel rêve n’a rien d’une chimère.

Notes

1. Noam Chomsky et Ilan Pappé, *Palestine. L'état de siège*, suivi d'un entretien avec Stéphane Hessel, Paris, Galaade, 2013.
2. *NdÉ*: Nom de guerre de Mahmoud Abbas.
3. *NdÉ*: Depuis, un gouvernement d'union nationale a bien vu le jour en 2014, mais il a été dissous en juin 2015.
4. *NdÉ*: Écrivain et journaliste israélien.
5. *NdÉ*: Dans le discours biblique, les Gentils désignent les non-juifs.
6. *NdÉ*: En arabe, la Nakba signifie le «désastre» ou la «catastrophe», en référence à l'exode palestinien de 1948.
7. Enregistrée le 14 janvier 2014, cette discussion entre Noam Chomsky, Ilan Pappé et Frank Barat a été condensée et révisée.
8. *NdÉ*: Né en Russie (1856) et mort à Tel-Aviv (1927), Ahad Ha'Am est une figure centrale du sionisme culturel, qui s'est opposée au sionisme politique de Theodore Herzl.
9. *NdÉ*: Commission d'enquête britannique instituée en 1936 dans la foulée de la Grande Révolte arabe.
10. *NdÉ*: En 2008, Kevin Rudd, alors premier ministre de l'Australie, a présenté des excuses officielles aux enfants aborigènes qui ont été enlevés de force à leurs parents par le gouvernement pour être placés dans des orphelinats, des missions chrétiennes et des familles d'accueil (de 1869 à 1969 environ).
11. Enregistrée le 17 janvier 2014, cette discussion entre Noam Chomsky, Ilan Pappé et Frank Barat a été condensée et révisée.
12. *NdÉ*: Cette image est attribuable à Ehud Barak, ancien premier ministre (1999-2001), puis ministre de la Défense (2007-2013) d'Israël.

13. *NdÉ*: En 2011, soulèvement populaire contre la politique d'austérité du gouverneur de l'État du Wisconsin, le républicain Scott Walter.
14. L'Alternative Information Center a publié une étude à ce sujet: Uri Yacobi Keller, «Academic Boycott of Israel and the Complicity of Israeli Academic Institutions in Occupation of Palestinian Territories», *Economy of the Occupation*, n^{os} 23-24, octobre 2009, www.bdsmovement.net/files/2011/ 02/EOO23-24-Web.pdf.
15. *NdÉ*: Militant et homme politique palestinien, lié au Fatah.
16. Enregistrée le 17 janvier 2014, cette discussion entre Noam Chomsky, Ilan Pappé et Frank Barat a été condensée et révisée.
17. *NdÉ*: Service de sécurité intérieur israélien.
18. Voir Ian S. Lustick, «Two-State Illusion», opinion, *The New York Times*, 14 septembre 2013.
19. *NdÉ*: Analyste politique indépendant et professeur au département de littérature anglaise de l'Université Al-Aqsa, à Gaza.
20. Enregistrée le 20 octobre 2013 dans le cadre d'une émission de Radio Panik 105,4 (Bruxelles), cette discussion entre Ilan Pappé, Frank Barat et son frère Florent a été condensée et révisée.
21. Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Paris, Fayard, 2008.
22. Ilan Pappé, *Out of the Frame: the Struggle for Academic Freedom in Israel*, Londres, Pluto Press, 2010.
23. Nurit Peled-Elhanan, *Palestine in Israeli School Books: Ideology and Propaganda in Education*, Londres, IB Tauris, 2012.
24. *NdÉ*: Organisation clandestine paramilitaire sioniste qui fut créée en 1920 dans la Palestine alors sous mandat britannique, puis intégrée dans l'armée israélienne en 1948.
25. *NdÉ*: Poète et écrivain palestinien (1941-2008) profondément engagé dans la lutte pour son peuple.
26. Enregistrée le 6 septembre 2013, cette discussion entre Noam Chomsky et Frank Barat a été condensée et révisée. Elle a d'abord été publiée le 7 septembre 2013 dans le magazine Ceasefire.
27. *NdÉ*: Homme politique et chef militaire palestinien condamné à la prison à vie par Israël en 2002.
28. Ce texte a d'abord paru dans Z Magazine le 12 juillet 2014.
29. Adaptation des articles intitulés «Israel's Incremental Genocide in the Gaza Ghetto», *Electronic Intifada*, 13 juillet 2014, et «The Historical Perspective of the 2014 Gaza Massacre», *Information Clearing House*, 23 août 2014.
30. Adaptation des articles intitulés «Nightmare in Gaza», *AlterNet*, 1er août 2014, et «Outrage», *Information Clearing House*, 3 août 2014.
31. Jimmy Carter, *Palestine. La paix, pas l'apartheid*, Paris, L'Archipel, 2007.
32. Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, *op. cit.*
33. Pour en savoir plus sur ces négociations, voir Avi Shlaim, *Collusion Across the Jordan: King Abdullah, the Zionist Movement, and the Partition of Palestine*, New York, Columbia University Press, 1988.

34. Ilan Pappé, *op. cit*.
35. Pour en savoir plus sur ce lobby, voir Tom Segev, *1967. Six jours qui ont changé le monde*, Paris, Denoël, 2007.
36. Ami Gluska, *The Israeli Military and the Origins of the 1967 War*, Londres et New York, Routledge, 2007, p. 122-125.
37. Pour en savoir plus sur ces plans, voir Ilan Pappé, «Revisiting 1967: The False Paradigm of Peace, Partition and Parity», *Settler Colonial Studies*, vol. 3, n^{os} 3-4, 2013, p. 341-351.
38. Le public peut maintenant consulter le procès-verbal de cette réunion aux Archives de l'État d'Israël, section 43.4, réunion du cabinet du 11 au 20 juin 1967.
39. *Ibid.* Les discussions cruciales ont eu lieu les 18 et 19 juin.
40. *Ibid.*
41 Adaptation de l'article intitulé «Ceasefires in Which Violations Never Cease», *TomDispatch*, 9 septembre 2014.
42. Idith Zertal et Akiva Eldar, *Les seigneurs de la Terre. Histoire de la colonisation israélienne des territoires occupés*, Paris, Seuil, 2013, p. 22 et 481.
43. Conseil de sécurité des Nations unies, *Résolution 1860 (2009)*, 8 janvier 2009.

Faites circuler nos livres.
Discutez-en avec d'autres personnes.

Si vous avez des commentaires, faites-les-nous parvenir ; nous les communiquerons avec plaisir aux auteur.e.s et à notre comité éditorial.

écosociété

LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ
C.P. 32 052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5
ecosociete@ecosociete.org
www.ecosociete.org

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.se singlelogin.re go-to-zlibrary.se single-login.ru

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library